

VISITE DU PRÉSIDENT TEBBOUNE AU QATAR

Renforcement des relations fraternelles et approfondissement de la coopération bilatérale

P. 24

CLÔTURE DES TRAVAUX DE LA 32^e CONFÉRENCE DE L'UIPA

Nécessité de renforcer la solidarité entre les parlements arabes

P. 24

ÉNERGIE

M. Arkab prend part à Doha à la réunion ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz

P. 24

OCTROI DE L'ALLOCATION CHÔMAGE

Ouverture d'une plateforme numérique à partir du 25 février

Le ministre de l'Emploi, du travail et de la sécurité sociale, Youcef Chorfa a annoncé vendredi l'ouverture, à partir du 25 février, d'une plateforme pour contacter les chômeurs inscrits au niveau de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) dans le cadre de l'octroi de l'allocation chômage qui sera versée à partir du mois de mars prochain. P. 4



APN

Présentation d'un projet de loi organisant la haute instance de transparence, de lutte et de prévention de la corruption

P. 3

COMMERCE

Hausse des prix à l'exportation et à l'importation durant les neuf mois 2021

P. 6

COVID-19

L'OMS dénonce l'échec moral de l'iniquité vaccinale

P. 10

SANTÉ

ÉPILEPSIE

Symptômes, diagnostic, traitements

Pp 12-13

FOOTBALL

MONDIAL (BARRAGES)

Cameroun-Algérie fixé au vendredi 25 mars à Douala

P. 21



JOURNÉE DU CHAHID

Une troupe de la Garde républicaine anime un concert

P. 2

MDN - LUTTE CONTRE LE TERRORISME

7 terroristes abattus dans la forêt de Oued Edouar à Skikda

P. 8

PRÉSIDENCE

Abderrahmane Raouya nommé ministre des Finances, Soraya Mouloudji, ministre de la Culture et des Arts



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, a nommé, jeudi, M. Abderrahmane Raouya, ministre des Finances et Mme Soraya Mouloudji, ministre de la Culture et des Arts, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Conformément aux dispositions des articles 91, alinéa 7, et 104 de la Constitution, et après consultation du Premier ministre, le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a nommé : - M. Abderrahmane Raouya, ministre des Finances, - Mme Soraya Mouloudji, ministre de la Culture et des Arts", lit-on dans le communiqué.

CLÔTURE DES TRAVAUX DE LA 32^E CONFÉRENCE DE L'UIPA

Nécessité de renforcer la solidarité entre les parlements arabes



La nécessité de renforcer la solidarité entre les parlements arabes et leur soutien aux causes intéressant les peuples de la région a été mise en avant, vendredi à Cairo, à la clôture des travaux de la 32^e conférence de l'Union interparlementaire arabe (UIPA).

La séance de clôture a été marquée par «l'adoption des rapports des comités permanents et la lecture du communiqué final dans lequel l'accent a été mis sur la nécessité de renforcer la solidarité entre les parlements arabes et leur soutien aux causes intéressant les peuples de la région et servant leurs aspirations à la paix, la sécurité, le développement, le progrès et la stabilité», a indiqué un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN).

La présidence de l'UIPA est passée à l'Assemblée du Royaume du Bahreïn, représentée par sa présidente Fawzia Bent Abdallah Zeinal.

SAMEDI À 00H 50

Secousse tellurique de magnitude 3,9 à Jijel

Une secousse tellurique de magnitude de 3,9 sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée, samedi à 00h 50 (heure locale) dans la wilaya de Jijel, indique un communiqué du Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG).

L'épicentre de la secousse a été localisé à 4 km au Sud-est d'El-Milia, précise la même source.

TIZI-OUZOU

Décès de l'ancien moudjahid Boussad Ouyed



L'ancien moudjahid, durant la guerre de libération nationale, Boussad Ouyed, est décédé chez lui à Tizi-Ouzou, dans la soirée de jeudi, à l'âge de 83 ans, a-t-on appris, vendredi, de la direction locale des moudjahidine.

Le défunt, surnommé l'Ange Blanc, durant la Révolution, était membre de la fédération de France du Front de libération nationale (wilaya VII historique), selon la même source. Le wali de Tizi-Ouzou, Djilali Doumi, s'est rendu, vendredi, dans le domicile mortuaire, pour présenter ses condoléances à la famille du moudjahid disparu, rendant hommage à «un symbole de la guerre de libération nationale qui a consacré sa vie pour l'Algérie», a-t-il dit tout en s'inclinant à la mémoire des Chouhada à l'occasion de leur journée nationale commémorée ce vendredi.

L'enterrement a eu lieu au cimetière du village Ait Abdelmoumene dans la commune de Tizi Ntlata, région natale du moudjahid disparu.

COVID-19

La bonification des taux d'intérêts des crédits maintenue jusqu'au 31 mars



Les dispositions de bonification, à titre exceptionnel, par le Trésor public, du taux d'intérêt des crédits accordés par les banques et établissements financiers en faveur des entreprises et particuliers en difficultés à cause de la pandémie sont maintenues jusqu'au 31 mars, selon un décret exécutif publié au Journal officiel (JO) n 11. Il s'agit du décret exécutif n 22-66 du 10 février 2022 modifiant le décret exécutif n 20-239 du 31 août 2020, signé par le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane. En vertu de ce texte, les dispositions décidées en août 2020, "sont prorogées jusqu'au 31 mars 2022".

JOURNÉE DU CHAHID

Une troupe de la Garde républicaine anime un concert

Une troupe de la Garde républicaine a animé, jeudi, à la salle cinéma "Afrique" à Alger un concert musical à l'occasion de la commémoration de la journée nationale du Chahid qui coïncide avec le 18 février de chaque année.

Le public a apprécié divers morceaux musicaux du patrimoine algérien mais aussi les chants de la révolution.

Organisé par l'Assemblée populaire communale (APC) de Sidi M'hamed en collaboration avec le haut commandement de l'Armée nationale populaire (ANP), ce concert s'inscrit dans le cadre des festivités officielles commémorant la journée du Chahid. A cette occasion, plusieurs figures de la révolution (moudjahidine et invalide de la Guerre de libération nationale) ainsi que des familles des fils des chouhada ont été honorés.

ALGEX

Parution d'une nouvelle édition du guide de l'exportateur



L'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex) a annoncé, jeudi, la parution d'une nouvelle édition du guide d'orientation de l'exportateur, renfermant des informations actualisées sur les démarches devant être entreprises par les opérateurs pour intégrer les marchés internationaux.

Le guide d'orientation de l'exportateur 2022 se veut "une référence importante" permettant à l'opérateur de s'informer des différentes facilités et mécanismes d'appui au secteur des exportations hors hydrocarbures que l'Etat met à sa disposition dans le but d'encourager le développement de ce secteur, en sus des orientations nécessaires pour des exportations réussies", selon un document publié sur la page facebook officielle de l'Agence.

PRÉ-EMPLOI À TIZI-OUZOU Titularisation de plus de 200 employés



Pas moins de 257 attestations de titularisation ont été remises jeudi à des jeunes recrutés dans le cadre du pré-emploi dans la wilaya de Tizi-Ouzou à l'occasion de la Journée nationale du chahid. Lors d'une cérémonie, au théâtre régional de la ville, les employés bénéficiaires des différents dispositifs et de divers secteurs et administrations publiques ont reçu leurs attestations de titularisation à leurs postes après plusieurs années de travail. Depuis le lancement, par les pouvoirs publics de l'opération de permanisation des jeunes recrutés, 3 360 jeunes, soit 77,7%, sur un total de 4 709 concernés au niveau de la wilaya, ont bénéficié de la procédure de titularisation, a indiqué le wali Djilali Doumi.

Les 1 149 cas restants bénéficieront, également, dans les prochains mois de la même procédure dont les délais ont été prolongés jusqu'à décembre 2023, a-t-il souligné.

HYDROCARBURES

Attribution d'un titre minier à Alnaft pour la recherche et l'exploitation sur le périmètre "Tindouf"

Un titre minier a été attribué l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures "Alnaft" pour les activités de recherche et/ou d'exploitation des hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Tindouf", au Sud-ouest du pays, en vertu d'un décret présidentiel publié au Journal officiel (JO) n 11. Il s'agit des blocs 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 358, 363, 364, 365 et d'autres surfaces non indexées, couvrant une superficie globale de 263.696,22 km², qui s'étend, globalement ou partiellement, dans les circonscriptions administratives des wilayas de Tindouf, Béchar, Béni Abbès, Adrar, Timimoun et Bordj Badji Mokhtar, selon le décret présidentiel, n 22-62 signé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le 8 février en cours.

APN Présentation d'un projet de loi organisant la haute instance de transparence, de lutte et de prévention de la corruption

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux Abderrachid Tabi, a affirmé jeudi à Alger que le projet de loi portant organisation de la haute instance de transparence, de lutte et de prévention de la corruption, vise à rendre cet organe "plus efficace et plus efficient en consacration du principe de transparence et d'intégrité comme règles de moralisation de la vie publique et de création d'un environnement propice à la gestion des affaires".

Lors de la présentation du projet de texte de loi devant la commission des Affaires juridiques, administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre a expliqué que ce projet s'inscrit dans le cadre de "l'adaptation du système judiciaire de prévention et de lutte contre la corruption aux dispositions de la Constitution, qui a créé à son article 204 une nouvelle institution préventive chargée de la transparence, de la prévention et de la lutte contre la corruption en remplacement de l'actuelle Autorité nationale".

Ce projet de loi tient compte -ajoute le Garde des sceaux- "de l'expérience sur le terrain acquise dans le domaine de la prévention et de la lutte contre la corruption au cours des 15 années de mise en œuvre de la loi n° 06-01 relative à la prévention et de la lutte contre la corruption", soulignant que ce projet "tire sa référence du programme présidentiel, qui place la moralisation de la vie publique et la lutte contre la corrup-



tion parmi les priorités".

Ce projet propose également "une réforme institutionnelle qualitative en matière de prévention de la corruption pour rendre leurs mécanismes plus efficaces", ajoutant que ces mesures sont susceptibles de "faciliter la mission des autorités compétentes pour limiter le recours direct à la solution pénale dont les résultats se sont avérés limités outre son impact négatif sur le climat des affaires et l'esprit d'initiative des gestionnaires".

Le même texte prévoit de "doter les hautes autorités en les moyens leur permettant de s'acquitter

pleinement de leur rôle tant sur le plan des structures et des moyens matériels et humains que pour les prérogatives y attribuées".

Le projet de loi qui comprend 40 articles, propose plusieurs principes dont "la non interférence entre les prérogatives de la Haute autorité et celles chargées de la prévention et de la lutte contre la corruption notamment le pouvoir judiciaire et la cour des comptes outre la définition des prérogatives de la haute autorité particulièrement en matière de consécration des principes de transparence et de régularité dans la gestion des affaires pu-

bliques". Selon le texte de loi "la haute autorité peut être notifiée par une personne physique ou morale par des informations, des données ou des preuves liées à la corruption".

Pour être recevable, la réclamation ou le signalement doivent être écrits et signés et comportent des éléments suffisants pour déterminer l'identité du dénonciateur".

"La haute autorité élabore un rapport annuel sur son activité pour le soumettre au Président de la République tout en informant l'opinion publique de son contenu en consacration de la transparence".

PARLEMENT - SESSION

Les services de l'Intérieur s'attèlent à l'examen des projets gelés en fonction des moyens disponibles (Beldjoud)

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamal Beldjoud, a fait savoir que les services de son département s'attèlent actuellement à l'examen des projets gelés à travers toutes les wilayas du pays pour réévaluation et traitement.

Répondant à une question du député Hocine Hadjadj sur la réalisation du siège de la Sûreté à Hammam N'baïl (Guelma), M. Beldjoud a fait savoir que les services de son département s'attèlent actuellement à l'examen des projets gelés à travers toutes les wilayas du pays pour réévaluation et traitement en fonction des moyens disponibles.

Il a indiqué que "la couverture sécuritaire de cette daïra est assurée par la Gendarmerie nationale", ajoutant qu'elle est la seule daïra ne disposant pas de siège de sûreté.

Il a rappelé, par la même occasion, que Hammam N'baïl avait bénéficié en 2015, dans une première étape, de l'inscription de l'opération d'examen et de réalisation du siège de la sûreté de daïra en plus de 20 logements de fonction pour une enveloppe estimée à l'époque à 18 millions da, mais "cette opération a été gelée".

Interrogé par le député Ali Ben Sebtag (indépendants) sur la "révision" de la durée de service des agents de la sûreté nationale dans les wilayas du Sud ainsi que la révision de leur prime, M. Beldjoud a fait savoir que ce service "ne concerne pas une certaine catégorie de la Police mais les facteurs d'âge et de condition physique ainsi que les cas sociaux pour lesquels ont été exemptés les éléments concernés de cet engagement, sachant que cette opération s'effectue selon des critères bien définis".

A ce propos, il a rappelé les dispositions du décret exécutif n° 10-322 (22 décembre 2010) portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de la sûreté nationale, stipulant que "les agents de police doivent effectuer une période d'activité dans les wilayas du Sud ...

une période définie de 2 ans pour l'extrême Sud et 4 ans pour les autres wilayas du Sud".

Concernant les avantages accordés aux éléments de la sûreté résidant dans le sud, M. Beldjoud a souligné qu'en plus de l'avantage d'ancienneté comptabilisés dans l'avancement d'échelon et de grade, un système d'indemnisation variant entre 10 et 40 % a été réservé au travail dans ces régions, entre autres avantages liés aux congés annuels, aux indemnités de loyer, à l'électricité et autres.

Dans ce contexte, les services du ministère de l'Intérieur ont procédé exceptionnellement, par le biais de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), à l'ouverture du recrutement en faveur des jeunes issus des régions sud du pays, ce qui permettra de renforcer "les effectifs de police dans ces wilayas, notamment après la création de dix nouvelles wilayas", ajoute le ministre.

A la question du député du Front el Moustaqbal, Abderrahmane Salhi concernant le lancement du projet de réalisation d'une unité de la protection civile dans la commune de Rouissat (W. Ouargla), le ministre de l'Intérieur a affirmé que les services de wilaya avaient proposé l'aménagement des locaux réalisés dans le cadre de l'emploi de jeunes, encore inexploités, en poste avancé de la protection civile.

Il a ajouté que les services du ministère "ont approuvé cette proposition et une commission technique a été dépêchée pour faire le constat de ces locaux et s'assurer de leur état".

Lors de cette séance plénière de l'APN, présidée par le vice-président, Khelifa Benslimani, M. Beldjoud a souligné que des instructions ont également été données aux autorités locales dans ce sens pour "le réaménagement de ces locaux".

En octobre 2021, "une enveloppe financière de 26 millions de dinars a été allouée aux travaux d'aménagement de ces locaux", a poursuivi le ministre, ajoutant que "l'opération en

est actuellement à la phase des procédures administratives".

Concernant la question du député Mohamed Hanouni (Front El Moustakbal) sur l'instruction émanant de la wilaya de Tamanrasset qui interdit tout achat, vente ou immatriculation de véhicules de 8 et 9 places, et toute l'ambiguïté qui l'entoure, M. Beldjoud a affirmé que le Premier ministre "avait donné une instruction portant examen de toutes les interrogations et les questions relatives à ce sujet ainsi que la possibilité d'annuler ou de modifier l'instruction relative à l'interdiction d'importation, de vente ou d'immatriculation de ces véhicules à travers la formation d'un groupe de travail multisectoriel".

L'application de l'instruction émanant des autorités supérieures du pays à ce propos est tributaire des conclusions de ce groupe de travail, a souligné le ministre.

A ce propos, le ministre a rappelé que dans le cadre de la préservation de la sécurité et de l'économie nationales, "les autorités supérieures ont donné une instruction portant interdiction de toute importation, vente ou immatriculation de certaines catégories de véhicules utilisés par certains individus à des fins criminelles dans certaines wilayas du pays, notamment du Sud".

Répondant à une question du député Hocine Hadjadj sur le devenir des logements réalisés durant les années 1960 et 1970 à la commune de Hammam N'baïl (Guelma), le ministre a fait savoir que les autorités locales avaient recensé et inspecté ces logements (60 logements) en 2012 ou 19 habitants ont été relogés, ajoutant qu'il était impossible de prendre en charge le reste des habitants.

Le règlement de la situation de ces logements est prévu par la loi 08-15 (juillet 2008) portant règles de conformité et finalisation de leur réalisation étant donné que ces bâtisses "ont été réalisées sur des lots de terrain appartenant à l'Etat".

HISTOIRE

Les préparatifs en cours pour des festivités à la hauteur du 60^{ème} anniversaire de l'indépendance

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droits, Laid Rebigua, a révélé vendredi dans la wilaya de Tébessa, que «les préparatifs sont actuellement en cours pour un programme commémoratif important, impliquant plusieurs secteurs, et qui sera à la hauteur du 60^{ème} anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale. En réponse à une question de l'APS, au cours d'une conférence de presse en marge des festivités de célébration de la journée nationale du chahid (18 février) qu'il a présidées en compagnie du ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, et du secrétaire général de l'Organisation nationale des enfants des moudjahidine, Khelfa Mebarek, M. Rebigua a indiqué que «l'Etat accorde un intérêt majeur à la célébration de cette date mémorable au vu de sa grande importance».

Et d'ajouter que sur instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, une commission nationale présidée par le premier ministre, Aïme Benabderrahmane, et comprenant plusieurs secteurs ministériels, a été installée pour préparer cette célébration pour qu'elle soit à la hauteur de cet événement national majeur. M. Rebigua a ajouté que cette commission se réunira pour la troisième fois «au cours de la prochaine semaine» afin de parachever le programme et apporter les dernières retouches à la liste des activités sectorielles qui seront tracées pour la célébration de cette occasion y compris celle du ministère des Moudjahidine et des Ayants-droits qui a prévu un riche programme.

Ce programme, a-t-il noté, vise à favoriser la communication entre la génération de la Révolution et celle de l'indépendance, la transmission du message des chouhada et la consolidation du sentiment d'appartenance à la patrie chez la nouvelle génération. M. Rebigua qui était accompagné du ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, du secrétaire général de l'ONEM, Khelfa Mebarek, des autorités locales et de la famille révolutionnaire, s'est recueilli à la mémoire des martyrs de la Révolution libératrice au cimetière des chouhada d'Aïn Zerrouk du chef-lieu de wilaya où la Fatiha a été lue et une gerbe de fleurs déposée.

Invité dans une émission de la radio locale de Tébessa, M. Rebigua a révélé que son département ministériel veille en coordination avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire par le truchement des walis et des assemblées populaires communales à réhabiliter les cimetières des chouhada à travers le pays. Concernant la récupération des crânes et des restes de chouhada se trouvant au musée de l'Homme de Paris (France), le ministre des Moudjahidine a indiqué qu'après la première opération ayant permis la restitution des restes de 24 chouhada, «les autorités algériennes œuvrent actuellement en coordination avec la partie française à établir l'identité des chouhada et vérifier la véracité des informations se rapportant à eux». Pour rappel, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droits a présidé, en compagnie du ministre de l'Éducation nationale et du secrétaire général de l'ONEM, les festivités officielles de la journée nationale du chahid (18 février) accueillies par la wilaya frontalière de Tébessa.

PRIX INTERNATIONAL D'ALGER DE RÉCITATION DU CORAN

Une consécration de l'attachement de la Nation à son authenticité et à sa religion

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmadhi a affirmé, jeudi à Alger, que le Prix international d'Alger de récitation du Coran constituait une "véritable concrétisation" de l'attachement de la Nation algérienne et islamique à son authenticité et à sa religion ce qui représente, un indice de l'attachement des futures générations au Saint Coran. Supervisant la 17^e édition du Prix international d'Alger de récitation du Coran qui se déroule à Dar El-Ilam à El-Mohamadia (Alger) avec la participation de 48 pays représentant de pays arabo-musulmans, M. Belmadhi a indiqué que "ce prix est une véritable concrétisation de l'attachement de la nation algérienne et musulmane à son authenticité et à notre religion, mais représente également l'attachement des futures générations au Livre Sacré".

S'agissant du nombre des pays participant à cette édition, le ministre a fait état de "48 pays après la validation de la participation de nouveaux pays directement après l'ouverture du concours. Il s'agit des Emirats arabes unis (EAU) et de l'Indonésie", ajoutant que ce chiffres est appelé à augmenter, la participation étant encore ouverte. Le premier responsable du secteur a affirmé que cet événement intervenait, aussi pour "valoriser et activer le rôle de la diplomatie algérienne conformément aux orientations du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune". Il a indiqué que "le contexte historique de cette compétition spirituelle internationale coïncidant avec la commémoration de la journée du Chahid, revêt une autre symbolique, celle de l'attachement au pays et à la religion", ajoutant que "l'Algérie veille à préserver la mémoire de ceux qui ont vécu leurs vies à l'indépendance de l'Algérie, en demeurant attaché au Coran".

M. Belmadhi s'est félicité de la grande place vouée au Coran en Algérie et du succès du projet de la Miqraa électronique reliant des étudiants et des récitants de plus de 50 pays, arguant que le niveau de récitation et de psalmodie des adhérents à cette plateforme virtuelle se veut une preuve du succès de ce projet d'investissement dans les jeunes générations, en plus de redorer l'image de l'Algérie à l'international. Dans cette même

perspective, l'Algérie s'oriente, à la faveur du programme d'action du Gouvernement, vers le développement des structures d'enseignement coranique, et veille à établir une méthodologie d'apprentissage et à recouvrer la place qui lui sied à l'échelle internationale".

Le ministre a ajouté que l'Institut de Aïn Beïdha (Laghouat) inauguré l'année dernière accueillera bientôt un groupe d'étudiants africains qui bénéficieront d'une formation globale dans les sciences du Coran, au moment où plus de 400 étudiants de différentes nationalités africaines sont formés au niveau des différents zaouias et écoles coraniques réparties, à travers l'ensemble du territoire national".

Le ministre a mis en avant l'importance du rôle des instances de récitation en Algérie pour mieux aider, encadrer et former les étudiants algériens avant de se présenter aux concours de récitation du saint Coran au niveau international où des étudiants des deux sexes ont souvent remporté les premières places".

Il a également relevé que "les chouchouks algériens connaissant parfaitement le saint Coran sont trop demandés par plusieurs autres pays pour qu'ils participent aux jurys des concours internationaux de récitation du saint Coran au regard de leur haut niveau dans ce domaine".

Concernant le dossier de la Omra (pèlerinage), M. Belmadhi en marge de l'ouverture de cette manifestation, que "dès la réunion des conditions adéquates à cet égard au vu de la situation sanitaire due à la COVID-19, des décisions importantes seront annoncées à ce sujet", ajoutant que "l'Office national du hadj et de la Omra et les agences de voyage sont disposés pour toute décision dans ce sens qui sera soulevée et examinée par le gouvernement".

Le Prix international d'Alger de récitation du Coran est ouvert cette année aux récitants du Coran âgés de moins de 25 ans n'ayant pas remporté l'un des trois premiers prix lors des précédentes éditions, et ce en présence des ministres de certains secteurs et de plusieurs responsables de différentes instances.

M^{ME} KRIKOU : « Les décisions de justice en braille reflètent les efforts de l'Etat pour l'insertion des personnes aux besoins spécifiques »

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a affirmé jeudi à Guelma, que permettre aux personnes atteintes d'handicap visuel d'obtenir des jugements de justice écrits en braille, "reflète les efforts de l'Etat pour insérer les personnes aux besoins spécifiques et faciliter leur accès aux équipements publics".

En s'enquérant durant sa visite à l'occasion de la célébration de la journée nationale du chahid (18 février), des mesures prises par la Cour de justice de Guelma pour faciliter l'accès aux services du secteur aux personnes aux besoins spécifiques, Mme Krikou a relevé que de grands efforts sont consentis par tous les secteurs en faveur de l'insertion sociale des handicapés, à leur tête celui de la justice qui a accordé plusieurs facilités à cette catégorie, notamment la possibilité d'obtenir des décisions de justice en braille.

La ministre a appelé sur place les personnes atteintes d'handicap visuel à contribuer à diffuser et transmettre cette information à cette catégorie de personnes aux besoins spécifiques au sujet de la possibilité d'obtenir les jugements et les décisions de justice en braille auprès de toutes les Cours de justice et de tous les tribunaux du pays.

Elle a également salué les autres mesures prises par le secteur de la justice à l'intention des personnes aux besoins spécifiques, dont l'aménagement de passages pour handicapés moteurs et des guichets, rappelant que la coordination entre son secteur et celui de la justice a permis de former des fonctionnaires de la justice au langage des sourds muets.

Mme Krikou a souligné également que ses visites au niveau de structures publiques à travers le pays, dont ceux de la justice et de la Poste et des télécommunications "renseignent sur les des efforts consentis par les divers secteurs en faveur de l'insertion sociale des personnes aux besoins spécifiques".

Lors d'une visite à une femme rurale productrice, ayant bénéficié d'un financement dans le cadre de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit dans la mecha "Oum Lahnèche", dans la commune Bouati Mahmoud, la ministre a qualifié l'initiative de cette femme en milieu rural de "combat d'un autre genre de la femme algérienne et une preuve de la forte volonté des femmes rurales à s'insérer dans le programme national de production".

Elle a réitéré, à l'occasion, l'engagement de son ministère à poursuivre le soutien aux femmes souhaitant élargir leurs activités via les dispositifs mis en place. La ministre a présidé au cours de sa visite le lancement des festivités de la célébration de la 33ème journée nationale du chahid en se recueillant à la mémoire des chouchada dans le cimetière des martyrs de la commune de Héliopolis, avant de donner le coup d'envoi d'une course cycliste locale.

Dans la même commune, Mme Krikou a posé, en outre, la première pierre du projet de réalisation d'une piscine de proximité et baptisé le dortoir de la police du nom du défunt moudjahid Lakhel Mabrouk (1922/2007), l'un des participants aux attaques du Nord-constantinois le 20 août 1956 et qui a pu survivre à une balle tirée dans le ventre par les forces ennemies, à l'endroit même où ce dortoir a été érigé.

ENVIRONNEMENT

Moualfi : «la société civile, un partenaire et un allié»

La ministre de l'Environnement Samia Moualfi a salué jeudi à Oran le rôle que joue la société civile dans le domaine de l'environnement la considérant comme "un partenaire et un allié". Le ministère de l'Environnement, qui a toujours travaillé avec les associations, a renforcé ses relations avec ces dernières suite aux orientations du président de la République, M.

Abdelmadjid Tebboune, portant sur la collaboration avec la société civile", a indiqué Mme.

Moualfi lors de la visite d'inspection et de travail du Secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement urbain, Abdellah Mendji, en compagnie d'une délégation ministérielle comprenant le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, le ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique,

Karim Hasni, ainsi que le Président directeur général du groupe Sonelgaz.

La ministre s'est enquis, lors de sa visite, en compagnie de la délégation ministérielle, des travaux d'aménagement et de réhabilitation de Dhayat Morsli, une zone humide située dans la commune d'Es-Sénia, au sud d'Oran, dont le projet a été lancé récemment après déblocage d'une enveloppe financière de l'ordre de 150 millions DA.

Samia Moualfi s'est félicitée du lancement de ce projet qui devra donner un nouveau visage à cette zone humide qui s'étend sur une superficie de 140 hectares et qui peut devenir un espace éco-touristique à ajouter aux autres pôles de loisirs et de détente de la wilaya d'Oran.

Une vaste campagne de nettoyage du Groupement urbain d'Oran est programmée, dont le coup d'envoi sera donné lundi pro-

OCTROI DE L'ALLOCATION CHÔMAGE Chorfa : « ouverture d'une plateforme numérique à partir du 25 février »

Le ministre de l'Emploi, du travail et de la sécurité sociale, Youcef Chorfa a annoncé vendredi l'ouverture, à partir du 25 février, d'une plateforme pour contacter les chômeurs inscrits au niveau de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) dans le cadre de l'octroi de l'allocation chômage qui sera versée à partir du mois de mars prochain.

Invité à la Télévision algérienne, le ministre a fait savoir que «tous les jeunes inscrits auprès de l'ANEM seront contactés à partir du 25 février en cours à travers une plateforme numérique qui leur permettra de constituer des dossiers pour bénéficier de cette allocation».

Il a, également, précisé que «toute personne âgée entre 19 et 40 ans, diplômée ou sans diplôme, profitera de cette allocation à condition qu'elle soit sans emploi», ajoutant que cette allocation «sera permanente jusqu'à ce que le bénéficiaire obtienne un emploi dans le secteur privé ou public». S'agissant des contrats de pré-emploi, le ministre a rappelé l'existence, depuis deux ans, d'une décision portant leur insertion.

Il s'agit, poursuit-il, de deux types de cette catégorie, à savoir les diplômés universitaires dont le revenu était de 15.000 da et qui seront insérés dans leurs postes à partir de cette année, et ceux qui percevaient 10.000 da dont le revenu a été augmenté à 13.000 da sur décision du Président de la République et qui seront titularisés dans leurs postes».

Concernant les bénéficiaires du filet social qui relevaient du secteur de la Solidarité, M. Chorfa a affirmé qu'ils «bénéficieront de contrats à durée indéterminée (CDD) en attendant leur insertion dans la fonction publique avec un salaire supérieur à 13.000 da et d'autres avantages». Le dernier décret exécutif a fixé les conditions, les modalités et le montant de l'allocation chômage ainsi que les engagements du bénéficiaire.

Pour bénéficier de cette allocation dont le montant est de 13 000 DA, le chômeur primo-demandeur d'emploi doit remplir plusieurs conditions citées dans ce décret, à savoir être de nationalité algérienne, résident en Algérie et âgé entre 19 et 40 ans. Il est



aussi exigé d'être inscrit comme chômeur primo-demandeur d'emploi auprès des services de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) depuis au moins six (6) mois, ne pas disposer d'un revenu, quelle que soit sa nature, justifier sa situation vis-à-vis du service national et ne pas être inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur ou de formation professionnelle. Le bénéficiaire ne doit pas avoir déjà bénéficié de dispositifs publics de soutien à la création et à l'extension d'activités, d'aide à l'insertion professionnelle et d'aide sociale, alors que le conjoint ne doit disposer d'aucun revenu, quelle que soit sa nature, est-il souligné dans le décret qui stipule aussi

le rôle social et éducatif de la Poste dans notre vie. Les enfants âgés entre 9 et 15 ans souhaitant participer à ce concours doivent rédiger une lettre dans une des deux langues nationales, arabe ou tamazight.

La composition doit comporter les coordonnées de son auteur (nom et prénom, date et lieu de naissance, numéro de téléphone du parent, niveau scolaire et nom de l'établissement d'enseignement), la date, le destinataire, la formule de salutation, le corps de la lettre et la signature.

Chaque candidat ne peut participer qu'avec une seule composition et doit strictement s'en tenir au thème de l'édition et respecter le nombre de mots autorisés (800 mots), note la même source.

Les compositions sont déposées "entre le 20 février et le 17 mars 2022" au niveau des établissements scolaires ou des bureaux de poste, sous forme d'enveloppe postale scellée portant l'adresse suivante : "M. le directeur de la Poste et des

dans son article 3 que les détenus ayant purgé leur peine et ne disposant pas de revenu, bénéficieront de cette allocation. Le décret précise que «le maintien du bénéfice de l'allocation chômage est soumis à un nombre d'obligations, à savoir se présenter auprès des services de l'ANEM de son lieu de résidence pour la revalidation de son inscription, répondre aux convocations des services de l'ANEM, ne pas refuser deux offres d'emploi correspondant à ses qualifications et ne pas refuser une formation visant à améliorer son employabilité».

Pour ce qui est du suivi et du contrôle de ce dispositif, ils sont assurés par les services de l'ANEM en relation avec les services déconcentrés du ministère chargé de l'Emploi.

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait annoncé mardi dernier lors de son entrevue périodique avec des représentants de médias nationaux une allocation chômage qui sera versée, à partir de mars prochain, sous forme de présalaire de 13.000 DA au profit de 620.000 chômeurs inscrits auprès des bureaux de l'emploi.

POSTE - ÉDUCATION

Lancement dimanche du concours national de composition épistolaire pour enfants

La 22ème édition du concours national de composition épistolaire pour enfants sera lancée, dimanche, sur le thème "Crise climatique", en prélude à la participation de l'Algérie à la 51ème édition du concours international de composition épistolaire, a indiqué samedi le ministère de la Poste et des Télécommunications dans un communiqué. Organisé en collaboration avec le ministère de l'Éducation nationale, le concours invite les enfants à "écrire une correspondance à une personnalité influente, dans laquelle il faut lui expliquer pourquoi il est de son devoir d'agir face à la crise climatique et comment procéder", et ce, en prélude à la participation de l'Algérie à la 51ème édition du concours international de composition épistolaire pour enfants, organisé par l'Union postale universelle (UPU).

Un tel concours se veut un excellent moyen pour développer les capacités de composition épistolaire, de rédaction et d'expression chez les enfants et mettre en

avant le rôle social et éducatif de la Poste dans notre vie. Les enfants âgés entre 9 et 15 ans souhaitant participer à ce concours doivent rédiger une lettre dans une des deux langues nationales, arabe ou tamazight.

La composition doit comporter les coordonnées de son auteur (nom et prénom, date et lieu de naissance, numéro de téléphone du parent, niveau scolaire et nom de l'établissement d'enseignement), la date, le destinataire, la formule de salutation, le corps de la lettre et la signature.

Chaque candidat ne peut participer qu'avec une seule composition et doit strictement s'en tenir au thème de l'édition et respecter le nombre de mots autorisés (800 mots), note la même source.

Les compositions sont déposées "entre le 20 février et le 17 mars 2022" au niveau des établissements scolaires ou des bureaux de poste, sous forme d'enveloppe postale scellée portant l'adresse suivante : "M. le directeur de la Poste et des

Télécommunications", tout en mentionnant la wilaya concernée, suivie de "Concours national de composition épistolaire" sans timbre postal, ou l'envoyer par e-mail à l'adresse suivante : rissalatiz2022@mpt.gov.dz.

La sélection des compositions épistolaires s'effectue en trois étapes: au niveau de la wilaya, puis au niveau régional et enfin national. Les meilleures compositions seront sélectionnées aux niveaux régional et national sur la base de la réécriture de la composition par l'enfant sous la supervision du jury, en attendant la proclamation de la liste des lauréats au niveau national à l'occasion de la célébration de "Yaoum el Ilm" (Journée du Savoir), correspondant au 16 avril 2022.

La meilleure composition épistolaire au niveau nationale sera envoyée au Bureau international de l'UPU, pour représenter l'Algérie au concours international de composition épistolaire, a conclu le communiqué.

technique de ce projet dans ses deux tranches portant sur des espaces verts, des passerelles en bois et des espaces de détente et de loisirs.

Elle a évoqué, également, les problèmes auxquels est confronté ce lac, à l'instar du déversement des eaux usées dans trois (3) sites et les rejets anarchiques de déchets inertes.

Le wali d'Oran, Saïd Sayoud, a indiqué que pas moins de 250.000 tonnes de déchets inertes sont jetés dans le lac, soutenant qu'une étude d'aménagement faite confirme la nécessité d'enlever 120.000 tonnes de ces déchets avec la possibilité d'utiliser le restant des quantités dans le revêtement des terrains environnants.

Il a souligné que la réhabilitation de ce lac nécessite l'installation de caméras de surveillance pour éviter les dépôts anarchiques de déchets dans ce site.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Installation d'une Commission chargée de la révision des statuts des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires

La Commission chargée de la révision des statuts particuliers des enseignants-chercheurs hospitalo-universitaires a été installée, jeudi à Alger, en vue de garantir leurs droits socioprofessionnels.

La cérémonie d'installation de cette Commission a été présidée par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Abdelbaki Benziane.

S'exprimant à cette occasion, le ministre a expliqué que cette Commission "est chargée de rédiger les statuts particuliers des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires en vue de satisfaire les revendications sociales et scientifiques et prendre en charge leurs droits professionnels et définir clairement leurs devoirs envers les institutions universitaires et de recherche à laquelle ils appartiennent, ainsi que leurs devoirs envers la société".

Cette Commission, qui comprend des représentants des syndicats des enseignants s'attèle à "réviser, enrichir, débattre et organiser ces projets de textes sous forme de statuts particuliers", a précisé le ministre.

M. Benziane a souligné que cette Commission examinera plusieurs questions, notamment, "la prise en charge de la carrière professionnelle et scientifique de l'enseignant-chercheur, les libertés académiques et la



liberté de participation aux organes et organisations académiques, la hiérarchie des fonctionnaires de l'Etat, la formation des professeurs nouvellement recrutés, la détermination des conditions de recrutement et de promotion dans les différents grades". La même Commission examinera également "la possibilité d'organiser les activités de formation continue, d'expérience et de consultation, ainsi l'organisation et le contrôle du deuxième travail du professeur et chercheur au niveau des établissements universitaires d'enseignement supérieur publics et privés".

L'installation de cette Commission s'inscrit dans le cadre de "la détermination du secteur à consacrer le

principe du travail commun sérieux consultatif découlant de plusieurs réunions conjointes régionales et nationales, organisées dans plusieurs wilayas du pays".

Il a également indiqué que l'installation de cette commission était une occasion pour "examiner et rapprocher les points de vue, particulièrement sur les propositions n'ayant pas fait l'objet d'un consensus, dans le but de parvenir à l'élaboration d'un projet approuvé par toutes les parties afin de le présenter au gouvernement, à condition que ce projet proposé soit réalisable et loin de l'imagination et de l'idéalisme, pour qu'il soit accepté par les hautes autorités.

Par ailleurs, le ministre a indiqué que "le texte régle-

mentaire qui définit les statuts de l'établissement d'enseignement supérieur ainsi que les projets de décrets exécutifs portant principalement sur le sujet de la thèse dans l'établissement outre l'élaboration des quatre textes réglementaires d'application de la loi d'orientation pour la recherche scientifique et le développement technologique, ainsi que la circulaire relative à l'orientation des bacheliers session 2022, sont en cours d'élaboration". Le ministre a mis en avant les efforts du secteur visant à "intensifier le dialogue et la coordination continus avec les partenaires sociaux, afin de mettre en œuvre la politique générale de l'enseignement supérieur, et les questions liées aux parcours professionnels des affiliés au secteur, notamment les professeurs tout en consacrant le dialogue. De leur côté, les représentants des syndicats des enseignants se sont dits "prêts" à contribuer à la révision des statuts des enseignants universitaires, et à entamer ainsi une "nouvelle" étape dans le parcours socio-professionnel de tous les enseignants et chercheurs du secteur.

EAU - APPROVISIONNEMENT

M. Hasni : La sécurité hydrique dans la wilaya d'Oran est garantie

Le ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique Karim Hasni a affirmé, jeudi à Oran, que la wilaya d'Oran "est sécurisée" en ce qui concerne l'alimentation en eau potable que ce soit pour les eaux de surface ou les eaux de mer dessalées.

M. Hasni, accompagné du secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, Abdallah Mendji, en visite de travail dans la wilaya, du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, et de la ministre de l'Environnement, Samia Moualfi, a insisté sur la nécessaire solidarité hydrique entre les wilayas, relevant qu'Oran peut compter sur les eaux de surface des barrages du Chellif et Kerrada (Mostaganem), Gargar (Relizane), Boughrara (Tlemcen), en plus des eaux de mer dessalées des stations d'El Mactaa et de Chatt El Hilal (Ain Temouchent).

"Il s'agit d'un problème de distribution et de réglage dans l'approvisionnement en eau potable", a affirmé le ministre, expliquant que l'eau est disponible en quantités suffisantes. Il a également déclaré que l'usine de dessalement de l'eau de mer d'El Mactaa, qui produit actuellement 250.000 mètres cubes par jour, devra augmenter sa production, après la fin de son opération de réhabilitation, à 350.000 voir 370.000 m³ par jour, ce qui donnera à la wilaya d'Oran une aisance dans la distribution. "Le climat de l'Algérie, autrefois semi-aride, est devenu aujourd'hui sec, ce qui fait que la stratégie de gestion des ressources en eau repose, de plus en plus, sur le dessalement de l'eau de mer à moyen et long terme", a indiqué le ministre, avant d'ajouter que le pays entend atteindre 60% dans l'approvisionnement en eau potable avec de l'eau dessalée en 2030, et 42% en 2024, sachant que le chiffre actuel est de 17%.

Pour le ministre le dessalement de l'eau de mer "est la solution idéale, les eaux de surface étant devenues rares, alors que l'Algérie dispose de toutes les capacités nécessaires en matière de dessalement de l'eau de mer avec une bande côtière qui s'étend sur 1.200 km, en plus de l'expertise et la ressource humaine nécessaires dans ce domaine". A l'occasion de cette visite, le directeur des ressources en eau de la wilaya, Moussa Lebgaà a fait une présentation détaillée des projets les plus importants de son secteur.

TRANSPORT

Oran: livrer le projet de réhabilitation du téléphérique à la fin du 1^{er} semestre

Le ministre des Transports Aïssa Bekkai a insisté jeudi à Oran sur l'augmentation de la cadence des travaux du projet de réhabilitation du téléphérique de la ville pour le livrer avant le rendez-vous de la 19e édition des Jeux méditerranéens prévus dans la capitale de l'Ouest du pays du 25 juin au 5 juillet prochains.

Inspectant la station du téléphérique à haï En-Nasr, au centre ville d'Oran, en compagnie du ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrazak Sebtag, le ministre des Transports a mis l'accent, dans une déclaration à l'APS, sur la nécessité d'accélérer la cadence des travaux en renforçant les équipes pour un travail en H24, afin de réduire les délais de réception du projet, prévus initialement en octobre prochain, et le livrer à la fin du premier semestre de l'année en cours, soit avant le lancement des Jeux méditerranéens. M. Bekkai a souligné que

la réhabilitation et la réparation du téléphérique d'Oran permettra de réduire l'encombrement de la circulation à Oran, de donner une touche esthétique à la ville, de permettre le déplacement des visiteurs et des touristes du centre-ville vers les hauteurs du mont Murdjadio dans les meilleures conditions et de profiter des beaux paysages, en plus de la réduction de l'encombrement dans la route menant à ce site.

Pour rappel, un projet de remise en état du téléphérique d'Oran, à l'arrêt depuis près de neuf ans, a été lancé et les travaux de génie civil ont été confiés à un sous-traitant national, concernant notamment la réhabilitation des trois stations situées au quartier En-Nasr (ex-Derb) et Si Salah (ex Planteurs) et sur les hauteurs du mont Murdjadio, en plus de l'achèvement de la construction de 11 colonnes portant les rames. La phase d'installation des équipements nécessaires

au projet débuteront immédiatement après l'achèvement des travaux d'aménagement des stations.

Le coût global de ce projet, confié à une entreprise Suisse-autrichienne, dont le taux d'avancement des travaux a atteint 53%, est estimé à plus de 1,47 milliard de dinars.

Ce moyen de transport moderne, qui s'étend sur 1.900 mètres de long, avec un total de 36 cabines de huit places, permettra de transporter environ 1.200 passagers par heure, selon les explications fournies sur place.

Cernant les embouteillages dans la ville d'Oran, le ministre a annoncé qu'un comité sera mis en place pour mettre à jour le plan de circulation actuel.

"Nous oeuvrons pour l'exploitation des transports en commun afin de réduire les encombrements avant le début des Jeux méditerranéens", a-t-il dit.

ENERGIE

SDAM d'El Mactaa: les délais de réhabilitation doivent être écourtés

Le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab a indiqué, jeudi à Oran, que les délais de réalisation du projet de réhabilitation de la station de dessalement de l'eau de mer (SDAM) d'El Mactaa (Est d'Oran), fixés à mai 2024, doivent être écourtés afin d'assurer la sécurité hydrique de la wilaya.

Lors d'une visite à cette SDAM, en compagnie d'une délégation composée de la ministre de l'Environnement, Samia Moualfi, du ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, Karim Hasni, du Secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, Abdallah Mendji, ainsi que le Président directeur général du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, M.

Arkab a déclaré "ces délais sont trop longs, nous ne pouvons pas pénaliser la population davantage".

La première phase de ce projet, réalisé par Algerian Energy Company (AEC), consiste en l'augmentation du volume de production de l'eau dessalée à 370.000 mètres cubes/jour avant mai 2022 et ensuite atteindre la capacité maximale de production de la station estimée

à 500.000 m³/j avant mai 2024. A ce titre, le ministre a affirmé que les ingénieurs algériens d'AEC ont toutes les capacités et les compétences pour relever ce défi de taille et terminer ces deux phases en 2023, afin d'assurer une meilleure sécurité hydrique à Oran, soulignant, dans ce contexte, "nous sommes là pour lever toutes les contraintes". La délégation ministérielle a visité également deux installations électriques (transformateurs) à haute tension à Oran-Est et Belgaid.

Auparavant, lors d'une réunion au siège de la wilaya, le ministre a fait savoir que les programmes tracés par l'Etat en matière d'alimentation en électricité et gaz ont tous été achevés à Oran qui dispose actuellement d'une réserve en électricité de 68%.

Le même responsable a rassuré, dans ce sens, que "la wilaya d'Oran se trouve dans une situation confortable en matière d'alimentation électrique grâce à l'achèvement de tous ces projets". A ce propos, il a estimé qu'une réserve aussi importante en électricité devra être exploitée dans l'industrie par la création de nouvelles zones d'activités qui pourront, éventuellement, enrichir le tissu industriel

dans la wilaya, affirmant, de ce fait, que "Sonelgaz est disposée et engagée à accompagner la wilaya dans cette démarche".

Dans ce sens, le Dg de la Sonelgaz, Mourad Adjal a indiqué que moins de 19% de la production électrique nationale est destiné à l'industrie et le reste à la consommation.

"Cela est insuffisant et il faut augmenter ce taux et arriver jusqu'à 40%", a-t-il souligné. Dans un exposé sur la situation de l'énergie et de l'alimentation en électricité et gaz, il a été mentionné que la wilaya d'Oran dispose de 5 centrales électriques totalisant une puissance de 1.208 mégawatts, alors que la réserve est estimée à 2.175 mégawatts. Pour les Jeux méditerranéens, un programme spécial été tracé par Sonelgaz pour alimenter toutes les infrastructures sportives devant accueillir les JM 2022. Deux postes électriques principales de 77 mégawatts ont été posés au stade de Belgaid de 40.000 places, deux autres postes principales dans les infrastructures complémentaires du complexe olympique, un autre dans le village méditerranéen, en plus de l'alimentation des caméras de surveillance qui seront installées dans le cadre de ces jeux.

En outre, Sonelgaz garantit l'alimentation en électricité à toutes les autres salles de sports devant abriter des compétitions dans le cadre des JM, de même que les structures hôtelières d'accueil des sportifs dans la wilaya d'Oran au nombre de 221 établissements, selon la même exposition.

Mohamed Arkab a, toutefois, demandé aux autorités locales de veiller à la pré sence d'un bureau de Sonelgaz dans les infrastructures sportives des JM 2022 afin de veiller à la bonne marches des équipements électriques durant les jeux et palier aux manques (pannes, coupures, ...).

Dans ce même secteur, Une autre exposition concernant la station de dessalement d'eau de mer d'El Mactaa a été présentée par le Directeur général par Intérim de Algerian Energy Company (AEC), Tayebi Mohamed qui dessert la wilaya d'Oran actuellement de 220.000m³/j d'eau dessalée.

La délégation ministérielle a visité le complexe olympique d'Oran et ses installations pour s'enquérir de l'état d'avancement des préparatifs des JM 2022.

COMMERCE

Hausse des prix à l'exportation et à l'importation durant les neuf mois 2021

Les prix à l'exportation et à l'importation des marchandises, exprimés en dinars, ont connu des hausses durant les neuf premiers mois 2021 par rapport à la même période de 2020, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS). Au cours des neuf premiers mois de l'année dernière, les prix en dinar à l'exportation de marchandises, hydrocarbures compris, ont connu une hausse «remarquable» de 55,3% par rapport à la même période en 2020. Ceux à l'importation ont affiché une augmentation de 19,1% durant la même période, selon les données de l'Office.

La hausse de l'indice des valeurs unitaires (IVU) à l'exportation des marchandises (prix à l'exportation) durant les neuf premiers mois de 2021, s'explique selon l'ONS, par l'augmentation des prix des hydrocarbures, qui est de 54%, et également par une augmentation des prix des exportations des produits hors hydrocarbures (PHH) de 54,4%. S'agissant de l'évolution haussière de l'indice des prix à l'importation, l'office a relevé que tous les groupes de produits ont connu des augmentations durant les neuf mois de 2021 et par rapport à la même période de l'année précédente.

La hausse la plus remarquable a concerné les huiles grasses et cires d'origine animale ou végétale avec +67,2%, les combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes avec +59,4%, les produits chimiques et produits connexes (+24,6%) et les produits alimentaires et animaux vivants avec +21,8%. D'autres groupes de produits ont également connu des augmentations de prix à l'importation. Il s'agit des articles manufacturés (+20,8%), des matières brutes non comestibles, sauf carburants (+16,8%), des articles manufacturés divers (+11,7%), les machines et matériels de transport (+8,6%), et enfin les boissons et tabacs avec (2,2%).

De janvier à septembre dernier, le volume des exportations algériennes a augmenté de 14,4%, tandis que celui des importations s'est rétréci de 2,8%, a noté l'organisme des statistiques. Les exportations de marchandises se sont élevées à 3.600,7 milliards de dinars les neuf mois de 2021 contre 2.026,2 milliards de dinars à la même période de l'année précédente, enregistrant ainsi «une forte hausse» en valeur courante de 77,7%. a détaillé l'organisme des statistiques.

Pour les importations, elles se sont élevées à 3.739,9 milliards de dinars les neuf mois de 2021 contre 3.227,9 milliards de dinars à la même période de 2020, soit une hausse de 15,9%. Ces évolutions du commerce extérieur de marchandises ont été soldées par une «importante» réduction du déficit commercial qui passe de -1.201,7 milliards de dinars durant les neuf mois de 2020 à -139,2 milliards de dinars à la même période de 2021, selon l'Office.

CONSOMMATION

Le ministère du Commerce appelle les producteurs des pâtes à approvisionner le marché régulièrement à des prix raisonnables

Le ministère du Commerce et de promotion des exportations, a appelé jeudi dans un communiqué, les producteurs des pâtes alimentaires et leurs dérivés à garantir l'approvisionnement régulier du marché national à des prix raisonnables. "Dans le cadre de la concrétisation des décisions du président de la République relatives à la préservation du pouvoir d'achat des citoyens, une réunion de coordination a été tenue ce mercredi 16 février au siège du ministère avec tous les producteurs des pâtes alimentaires et leurs dérivés", a précisé la même source. "Des orientations ont été données pour assurer un approvisionnement régulier du marché national en ces produits de large consommation, notamment suite à l'autorisation données aux producteurs par M. le Président de produire ces pâtes en utilisant le blé subventionné distribué par l'Office algérien des céréales aux minoteries, et ce après la hausse record des prix de ce produit au niveau des marchés internationaux", ajoute la même source.

Lors de cette réunion, les producteurs des pâtes alimentaires et leurs dérivés ont été appelés à baisser es prix de tous les pâtes alimentaires et leurs dérivés en vue de contribuer à la préservation du pouvoir d'achat des citoyens", a conclu le communiqué.

APS

PATRONAT

Création d'un Conseil du nouveau économique algérien

Un Conseil du nouveau économique algérien (CREA), une nouvelle organisation syndicale patronale qui aspire à contribuer «activement» à la transition économique de l'Algérie, a été créé samedi à Alger, à l'initiative de dirigeants d'entreprises nationales publiques et privées.

Réunis en assemblée générale constitutive au Centre International des Conférences (CIC, Abdelatif-Rahal), les membres fondateurs du CREA ont élu le Directeur général des laboratoires Vénus, Kamel Moula, comme président pour un mandat de trois (03) ans, a annoncé M. Moula lors d'une conférence de presse sanctionnant l'assemblée. Vingt-neuf (29) membres du bureau exécutif ont également été élus lors de cette assemblée générale constitutive, a-t-il ajouté. Des entreprises publiques, des entreprises privées, des startups et des entrepreneurs engagés, ont fait le choix de se fédérer pour créer ce nouveau Conseil, car «conscients des opportunités d'émergence économique existantes» et en «prenant acte de la volonté ferme du Président de la République d'établir un climat des affaires serein et attractif et de sa démarche entreprise pour la construction d'une Algérie économiquement



nouvelles», ont expliqué les initiateurs du CREA.

Le CREA s'attellera à «devenir un acteur important dans notre communauté d'affaires nationale et un vis-à-vis, représentant les entreprises, fort et organisé capable d'établir un dialogue permanent et constructif avec les pouvoirs publics pour offrir aux Algériens de l'emploi, des produits et services de qualité ainsi que du pouvoir d'achat,

et soulever les difficultés rencontrées par les opérateurs économiques dans l'exercice de la création de valeurs», ont-ils souligné.

Les défis du CREA porteront sur «toutes les filières» participant à l'édification d'une économie forte, avec entre autres, «une agriculture et une pêche fortes et diversifiées garantissant la sécurité alimentaire de l'Algérie et constituant un socle solide

pour l'industrie agro-alimentaire, des infrastructures et moyens logistiques permettant aux opérateurs d'optimiser les échanges, et une industrie manufacturière fortement intégrée, performante et fondée sur la haute valeur ajoutée». Ces défis porteront aussi sur «une économie de l'innovation exploitant tout le potentiel de la jeunesse prêt à fonder des startups et à attaquer les marchés internationaux, des services et un système bancaire modernes répondant aux aspirations des opérateurs et usagers algériens, un mix énergétique exploitant au mieux les ressources notamment renouvelables, et un secteur minier comme nouveau pilier des exportations et de la transformation».

Le CREA sera également «un outil de promotion de l'Algérie, grâce à des partenariats de qualité dans le monde et à l'implication de la communauté nationale établie à l'étranger».

BECHAR

M.Zeghdar s'enquiert d'un projet de création de plusieurs unités de production

Le Ministre de l'industrie, Ahmed Zeghdar, s'est enquis, vendredi à Bechar, d'un projet de création de nouvelles unités de production à travers la wilaya. Le Ministre a pris connaissance ainsi du développement des moyens et structures de production de la filiale Ouest du groupe public de l'agro-industrie (AGRODIV) qui compte en 2022 relancer et moderniser une quinzaine d'unités de production de farine, semoulerie et pâtes alimentaires à les régions Ouest et Sud-ouest du pays.

«Dans la wilaya de Bechar, Agrodif réalisera deux (2) nouvelles unités de production des pâtes alimentaires et d'aliments de bétails», a annoncé le ministre de l'industrie en marge de la présentation de ce projet. Ces projets portent sur la mise en place d'une unité de production de pâtes alimentaires avec une production quotidienne de 24 tonnes et d'une autre dédiée à la production d'aliments de bétail avec une capacité 70 tonnes/jour, a-t-il précisé. Selon M. Zeghdar, 200 emplois directs et 500 autres indirects seront créés à la fa-

veur de ces deux projets industriels. Outre ces projets, la filiale ouest du groupe Agrodif v compte en 2022 augmenter les ventes de ses produits, notamment la farine et la semoule, au profit des régions du sud du pays, de 30.320 à 56.000 quintaux, a indiqué le président-directeur-général de cette filiale, Brahim Lazreg. La tournée de travail de M. Zeghdar dans la wilaya de Bechar a été marquée par la visite d'une unité privée de production farine et semoule, qui emploie une cinquantaine de personnes.

Le Ministre a achevé sa visite de travail et d'inspection de deux jours dans la wilaya en donnant le coup d'envoi d'un projet touristique et de loisirs, au nord de la commune de Bechar.

Ce projet, qui a connu un retard de trois (3) années dans le lancement de ses travaux à cause de «lenteurs bureaucratiques», est le fruit d'un investissement privé de 800 millions DA, indiquent ses promoteurs. «Ce projet, qui s'étend sur 24 hectares, sera réalisé en deux phases, dont la première concernera son parc

aquatique à réceptionner en juin prochain», a précisé à l'APS le chef du projet Mourad Touati. «Ce parc aquatique, premier du genre dans le Sud-ouest du pays et réalisé par une entreprise étrangère, s'étend sur 57.786 m2 et sera lancé avec l'ensemble de ses équipements de traitement et d'épuration de ses eaux, dans un souci de protection de l'environnement», a-t-il affirmé, en signalant qu'il se projette de créer des jeux aquatiques, au nombre de six (6) pour enfants et cinq (5) pour adultes. Au sein de ce même projet, il est aussi prévu un bloc administratif de deux étages sur une surface de 550 m2, un bloc d'accueil également à deux étages ayant une surface bâtie aussi de 550 m2, ainsi qu'une salle de conférences de 200 places, deux restaurants de 400 couverts chacun et un hôtel de 120 chambres (240 lits).

Ce projet touristique et de loisirs comprendra aussi 17 villas, deux (2) salles de fêtes, un supermarché et un parking pouvant accueillir 425 véhicules, a-t-on fait savoir.

M. Zeghdar appelle à l'investissement dans la wilaya

Le Ministre de l'industrie, Ahmed Zeghdar, a appelé vendredi à Bechar les investisseurs publics et privés à investir dans cette wilaya qu'il a qualifiée de «prometteuse» de par ses différentes potentialités minières, touristiques et agricoles. «Un appel est lancé aux investisseurs, des secteurs publics et privés, à venir investir dans cette région du Sud-ouest du pays, qui dispose d'énormes potentialités minières, touristiques et agricoles, pouvant, au titre de la «stratégie nationale de relance économique préconisée par le président de la République M. Abdelmajid Teboune, contri-

buer à son développement et à l'essor de l'économie nationale», a-t-il affirmé. «L'Etat est décidé dans le cadre de cette stratégie de relance économique à accompagner les investisseurs et les porteurs de projets et à aplanir les difficultés auxquelles ils se heurtent dans la concrétisation de leurs projets», a-t-il souligné, en marge de sa visite à la cimenterie Saoura, l'une des filiales du groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA). Cette cimenterie, qui est le reflet de la volonté de l'Etat d'aller de l'avant pour l'exploitation des différents gisements minéraux pour le développement économique du

pays, est «un grand apport» au développement tant de la wilaya de Bechar que des autres régions du sud-ouest du pays, a-t-il signalé lors d'une présentation des perspectives de développement et de diversification de la production de cette entité industrielle d'une capacité de production d'un (1) million de tonnes de différents types de ciments. «En 2022, nous comptons porter la production à 1,2 million de tonnes/an de ciment, en plus d'augmenter les capacités de vente à 30%, notamment celle dédiée à l'exportation avec un volume de 250.000 tonnes de ciment vers le

Mali, de 30% pour le Niger et de 10% pour la Mauritanie», a indiqué M.Galla Said, directeur des ventes au sein de cette cimenterie. En 2021, Saoura-Ciment a exporté plus de 33.000 tonnes de ciments vers ces pays africains voisins, ce qui a encouragé à développer et promouvoir le segment d'exportation à destination de ces pays africains, a-t-il expliqué, avant d'ajouter qu'en 2022, il est projeté l'exportation vers la Mauritanie de 600.000 tonnes de clinker, un constituant du ciment obtenu par calcination d'un mélange d'acide silicique d'alumine, d'oxyde de fer et de chaux.

AGRICULTURE

Les micro-entreprises invitées à s'inscrire en ligne pour demander de bénéficier de terrains

Les services du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro-Entreprise ont appelé, jeudi dans un communiqué, les propriétaires de micro-entreprises actives dans le domaine agricole à s'inscrire en ligne afin d'introduire une demande pour bénéficier de terres agricoles. «Afin de permettre aux propriétaires de micro-entreprises actives dans le domaine agricole de bénéficier de terres agricoles pour mener à bien leurs activités, qui sont financées par l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (Anade) et l'Agence nationale de gestion de micro-crédit (Angem), ainsi que la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac), les services

du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro-Entreprise, informent tous les propriétaires de ces micro-entreprises, qu'ils peuvent s'inscrire au lien <https://bit.ly/3LDUYVX> afin de déposer leurs demandes», précise le communiqué. Dans un autre communiqué, les mêmes services ont également appelé les autres micro-entreprises actives dans le domaine de la vente de viande blanche et rouge (boucheries) ainsi que de sa distribution, et financées par les agences Anade et Angem ou la caisse Cnac, à s'inscrire sur le lien <https://bit.ly/3H4dCmA> afin de demander de bénéficier de la convention signée avec le Groupe "Agrolog".

ENERGIE

L'escalade ukrainienne permet au pétrole de rester ferme

Partis pour se replier nettement, les cours du pétrole ont finalement tenu bon vendredi, soutenus par l'escalade dans la crise ukrainienne, une guerre risquant de peser sur l'offre d'or noir.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril, le plus échangé à Londres, a engrangé 0,61% à 93,54 dollars. A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI), avec échéance en mars, a lui abandonné 0,75%, pour clôturer à 91,07 dollars, pour son dernier jour d'utilisation comme contrat de référence.

Mais le contrat d'avril, qui concentrait vendredi le quintuple des volumes de celui de mars, a fini, lui, en légère hausse, de 0,18%, à 90,21 dollars. Les cours avaient démarré la séance en fort recul, le Brent menaçant même de repasser en-dessous du seuil symbolique de 90 dollars, mis sous pression par la perspective d'un possible accord sur le programme nucléaire iranien.



Selon l'agence Reuters, le projet d'accord actuellement sur la table, ne prévoit, néanmoins, le rétablissement des exportations de pétrole par l'Iran que dans un second temps, ce qui repousserait à plusieurs mois la perspective de voir les barils iraniens soulager le marché.

Les prix ont ensuite rebondi au rythme des nouvelles sur l'Ukraine, notamment la multiplication de heurts entre séparatistes prorusses et armée ukrainienne dans l'est du pays. Selon le secrétaire américain à la défense Lloyd Austin, les troupes russes seraient plus nombreuses que

jamais aux abords de l'Ukraine et se rapprocheraient de la frontière.

«La situation ukrainienne a totalement détourné l'attention du marché, qui n'a plus en tête "à quel point le marché du pétrole est tendu" si l'on occulte ce dossier géopolitique, a fait valoir, dans une note, Edward Moya, analyste d'Oanda. Malgré une forte oscillation en séance, les cours ont finalement peu évolué, les opérateurs se positionnant néanmoins à la hausse. "On pourrait penser que les gens ne parieront pas sur une baisse avant d'entamer le week-end férié", a avancé Matt Smith, responsable de l'analyse pétrole chez Kpler.

Les marchés américaines seront, en effet, fermés lundi, jour férié aux Etats-Unis (Presidents' Day).

CHICAGO

Maïs et soja grimpent encore, hissés par des facteurs techniques

Maïs et soja ont encore grimpé vendredi, dopés par des facteurs techniques, les opérateurs se positionnant à la veille d'un long week-end. Maïs et soja ont ainsi enregistré leur troisième séance consécutive de hausse, au terme d'une semaine orientée par la crise ukrainienne pour le blé et le maïs.

Selon Virginia McGathay, présidente de McGathay Commodities, vendredi, le mouvement a surtout été dirigé par l'expiration des options de mars, des contrats à terme qui permettent d'acheter ou de vendre à une date et un prix fixés à l'avance. Le courtier a souligné qu'à l'approche de l'échéance, les prix du marché ont tendance à s'aligner sur celui auquel correspond le plus important volume d'options. Or, ces derniers se situaient à des niveaux élevés, a-t-elle expliqué, d'où le gain de vendredi. La date des échéances des options correspond également à la veille d'un long week-end de trois jours. Les mar-

chés seront ainsi fermés lundi, jour férié aux Etats-Unis (Presidents' Day). Pour Virginia McGathay, les opérateurs préfèrent se positionner à la hausse avant ces trois jours de pause, estimant que «le risque est à la hausse», en cas de nouvelle dégradation de la situation géopolitique. Les opérateurs attendent, la semaine prochaine, la conférence sur les perspectives annuelles, organisée par le ministère américain de l'Agriculture (USDA). Ce sera l'occasion pour l'USDA de donner ses premières prévisions annuelles pour les marchés agricoles et les exportations. Jeudi, le Conseil international des céréales (IGC) a nettement abaissé son estimation de production mondiale de soja pour la campagne en cours, de 4%, à 353 millions de tonnes. L'IGC a aussi légèrement réduit sa prévision pour le maïs.

«La question est de savoir (...) quelle part de la demande va se reporter sur les Etats-Unis» du fait des pertes de

production dues à la sécheresse dans le sud du Brésil, en Argentine et au Paraguay, s'est interrogé, dans un bulletin vidéo, Steve Freed, analyste d'ADM Investor Services. Selon lui, la demande chinoise de soja américain pourrait accélérer, les producteurs d'huile de soja risquant de manquer de stocks après mars. L'IGC a, en revanche, laissé inchangé sa prévision de production de blé, tout en abaissant légèrement son estimation de consommation, la conjonction des deux décisions étant défavorable aux cours. Le boisseau de blé (environ 27 kg) pour livraison en mai 2022 a perdu 0,56% à 8,04 dollars contre 8,0475 dollars la veille.

Le boisseau de maïs (environ 25 kg) pour livraison le même mois a avancé de 0,53% à 6,5275 dollars contre 6,4925 dollars à la précédente clôture. Le boisseau de soja (environ 27 kg) pour livraison en mai a gagné 0,46% à 16,0350 dollars contre 15,9600 jeudi.

MONNAIES

La livre reste bien positionnée face à l'euro

La livre sterling a consolidé ses gains face à l'euro vendredi, portée par la trajectoire monétaire de la Banque d'Angleterre (BoE), la plus volontaire parmi les grandes banques centrales du monde.

Le «quid», son surnom, a franchi le seuil symbolique de 1,20 euro pour une livre, pour la première fois depuis le 3 février. Vers 21h10 GMT, il avançait de 0,16%, à 1,2005 euro pour une livre.

La livre s'est aussi reprise face au yen et au franc suisse, bien qu'elle soit ordinairement considérée comme plus risquée que ces deux devises, recherchées jeudi sur fond de crise ukrainienne. La monnaie britannique a profité de l'annonce, vendredi, que les ventes de détail avaient rebondi de 1,9% en janvier au Royaume-Uni, après une contraction de 4% le mois précédent. C'est quasiment le double des attentes des économistes, qui tablaient sur 1%. Selon les ana-

lystes de LMax, des données positives sur le marché de l'emploi et un indicateur d'inflation supérieur aux attentes, tous deux publiés plus tôt cette semaine, avaient déjà «augmenté la probabilité d'une hausse de 50 points de base (0,5 point de pourcentage) par la BoE en mars».

La Banque d'Angleterre a déjà procédé à deux relèvements en décembre et fé-

vrier. Quant au dollar, il se reprenait face à l'euro avec la montée en pression de la crise en Ukraine, qui sape la monnaie unique.

En outre, pour Christopher Vecchio, analyste pour le site spécialisé DailyFX, «le marché s'est un peu emballé» dans son appréciation de la trajectoire monétaire de la Banque centrale européenne (BCE), qui n'exclut plus de

relever ses taux cette année. Les cambistes tablent aujourd'hui sur deux hausses de taux en 2022 par la BCE, un scénario optimiste, pour l'analyste. «Si le marché se refroidit à cause d'une incursion russe en Ukraine, si l'offre d'énergie est perturbée, la BCE pourrait même ne pas relever ses taux du tout» cette année, prévient-il.

USA

Face à l'inflation, désaccord à la Fed sur le rythme de hausse des taux

La banque centrale américaine s'apprête à relever ses taux directeurs, pour lutter contre l'inflation, mais deux camps s'affrontent au sein de l'institution: ceux qui veulent agir vite et plaident pour une forte hausse, face aux partisans d'une première augmentation plus modérée.

«Personnellement, je ne vois aucun argument convaincant pour y aller fort au début», a déclaré vendredi le président de la Fed de New York, John Williams, à des journalistes en marge d'une conférence en ligne à l'Université de New Jersey City. Face à une inflation au plus haut depuis 40 ans, le débat n'est en effet plus de savoir si la puissante Réserve fédérale commencera ou non en mars à relever ses taux, mais de combien: 25 ou 50 points de base (soit 0,25 ou 0,50 point de pourcentage).

«Je ne pense pas que nous ayons besoin d'aller très vite au début», a souligné John Williams, qui préfère par la suite, selon l'évolution de la situation, «ralentir ou accélérer». D'autres responsables ne partagent pas cet avis. Notamment James Bullard, président de l'antenne de St. Louis de la Fed, qui plaide pour que les taux soient relevés au total de 100 points de base au cours des trois réunions au programme de la Fed d'ici le 1er juillet. Ce qui suppose au moins une hausse de 50 points. «Nous avons été surpris par la forte inflation. (...) Notre crédibilité est en jeu ici», avait-il indiqué lundi.

Il avait mis en avant la nécessité de «réagir aux chiffres», mais «de manière organisée et sans perturber les marchés». «Je pense que ma position est bonne et j'essaierai de convaincre mes collègues qu'elle est bonne», avait-il ajouté, avant de réitérer, jeudi, ses craintes de voir une inflation «hors de contrôle». C'est en mai 2000 que la Fed avait, pour la dernière fois, eu recours à une hausse de 50 points de base. La première économie du monde s'est rétablie des dommages causés par la pandémie de Covid-19. Mais elle est à présent menacée par un danger qu'elle n'avait plus vu depuis 40 ans: une inflation trop forte. La hausse des prix a atteint 5,8% en 2021, selon l'indice PCE qui est privilégié par la Fed, son rythme le plus élevé depuis 1982, et surtout bien supérieur aux 2% à long terme que vise l'institution monétaire.

L'inflation sous-jacente, qui exclut les prix volatils de l'énergie et de l'alimentation, s'est élevée à 4,9%. Relever les taux directeurs permet de faire baisser l'inflation, en renchérissant le coût du crédit, ce qui fait ralentir la demande de la part des consommateurs et entreprises. Les taux sont depuis près de deux ans dans une fourchette de 0 à 0,25%. Ils avaient été brusquement abaissés en mars 2020, face à l'imminence aux Etats-Unis de la menace liée au Covid-19. John Williams est optimiste quand à un ralentissement de l'inflation, et s'attend à ce que, d'ici fin 2022, «l'inflation des prix PCE revienne à environ 3%, avant de baisser encore l'année prochaine alors que les problèmes d'approvisionnement continueront de s'atténuer». Il table par ailleurs sur «une croissance du PIB d'un peu moins de 3% cette année» et un taux de chômage «autour de 3,5%» fin 2022. Lorsque les taux auront commencé à remonter, «l'étape suivante consistera à entamer le processus de réduction (...) de nos avoirs en bons du Trésor et en MBS (produits financiers adossés à des prêts immobiliers, NDLR)», a-t-il souligné. Autrement dit, commencer à réduire le bilan de la Fed, gonflé par deux années d'achats d'actifs. «En supposant que l'économie se développe à peu près comme prévu, je prévois que ce processus commencera plus tard cette année», a souligné M. Williams.

ENTREPRISES-BREVETS

L'UE saisit l'OMC contre la Chine

L'Union européenne a annoncé vendredi avoir saisi l'Organisation mondiale du commerce (OMC) contre Pékin, accusé d'entraver les recours en justice des entreprises européennes dont les brevets, notamment de haute technologie, sont utilisés de façon «illégal» par des firmes chinoises. Pékin empêche des entreprises «détenant des droits sur des technologies cruciales, comme la 5G» d'avoir recours à la justice hors de Chine, «lorsque leurs brevets sont utilisés de manière illégale ou sans compensation appropriée, par exemple par les fabricants chinois de smartphones», affirme la Commission européenne dans un communiqué. Depuis août

2020, les tribunaux chinois peuvent interdire aux titulaires de brevets de s'adresser à un tribunal non chinois pour faire valoir leurs droits par une «injonction contre des poursuites» dans un pays tiers. Depuis cette date, quatre injonctions de ce type ont été prononcées en Chine à l'encontre de titulaires étrangers de brevets, observe la Commission, soulignant que la violation d'une telle injonction peut être sanctionnée d'une amende journalière de 130.000 euros. Cette politique de la dixième économie mondiale est «extrêmement préjudiciable à l'innovation et à la croissance en Europe», car elle empêche les entreprises tech-

nologiques de l'UE de profiter de l'avantage concurrentiel que leur octroient leurs brevets et «les pousse à accepter des droits de licence inférieurs aux prix du marché», déplore l'exécutif européen. Selon Bruxelles, «les fabricants chinois demandent ces injonctions anti-poursuites afin de bénéficier d'un accès moins cher, voire gratuit, à la technologie européenne», de quoi placer les groupes occidentaux dans une position «extrêmement défavorable». «Les entreprises ont le droit de demander justice dans des conditions équitables lorsque leur technologie est utilisée illégalement», a affirmé le vice-président de la Commission Valdis Dombrovskis.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Sept terroristes abattus dans la forêt de Oued Edouar à Skikda (MDN)

Sept (7) terroristes ont été abattus samedi par des détachements de l'Armée nationale populaire, suite à une opération de fouille et de ratissage menée au niveau de la forêt de Oued Edouar, commune de Béni Zid, daïra de Collo dans la wilaya de Skikda, annonce le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste et en continuité des efforts des Forces de l'Armée nationale populaire visant à éradiquer le phénomène du terrorisme de notre pays, et grâce à l'exploitation efficiente de renseignements, des détachements de l'ANP ont abattu, dans la matinée de ce samedi 19 février 2022, sept (07) terroristes, suite à une opération de fouille et de ratissage menée au niveau de la forêt de Oued Edouar, commune de Béni Zid, daïra de Collo, wilaya de Skikda en 5ème Région Militaire", précise la même source.

"Cette opération, toujours en cours, a permis de récupérer six (06) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, un (01) fusil à lunette, des quantités considérables de munitions, des moyens de communication, ainsi que des vêtements, des médicaments et d'autres effets", ajoute le MDN.

Cette opération de "qualité" vient "consolider la dynamique des résultats positifs réalisés par les différentes unités de l'ANP, et confirme, une fois de plus, le haut degré de vigilance et de disposition permanentes pour mettre en échec toute tentative visant à nuire à la sécurité et la stabilité du pays, et la détermination de nos Forces Armées à traquer ces criminels et leur élimination, où qu'ils soient, à travers l'ensemble du territoire national", conclut le communiqué.

ALGER

Arrestation d'une bande spécialisée dans le vol des couvercles d'avaloirs selon la Gendarmerie nationale



La Brigade territoriale de la Gendarmerie nationale d'Oued Smar (Alger) a arrêté une bande constituée de trois (03) individus spécialisés dans le vol des couvercles d'avaloirs, a indiqué samedi un communiqué des services de la Gendarmerie nationale.

Agissant sur la base d'un appel téléphonique signalant un véhicule de type Seat Ibiza sans plaque d'immatriculation, avec à son bord des suspects dans la zone industrielle de Oued Semmar, les éléments de la Gendarmerie se sont rendus sur les lieux et ont procédé à la fouille du véhicule et à l'interrogatoire des suspects lesquels ont avoué avoir dissimulé 16 couvercles métalliques d'avaloirs dans des bennes à ordures et des restes d'arbres, selon la même source.

Dans le cadre de l'enquête, les suspects ont été conduits au siège de la Brigade territoriale où ils "ont reconnu les faits qui leur sont reprochés, à savoir le vol de couvercles d'avaloirs de la commune de Mohammadia, près de la Grande Mosquée d'Alger jusqu'à l'échangeur de l'auto-route menant à Bab Ezzouar".

Après parachèvement de la procédure légale, les suspects ont été déférés de vant la juridiction territorialement compétente pour constitution d'une association de malfaiteurs, escroquerie, faux et usage de faux en écritures publiques.

GHARDAÏA

Démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic de drogue et de psychotropes

Un réseau criminel inter-wilaya de trafic de drogue et de psychotropes a été démantelé par les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) relevant de la sûreté de Gharđaia, a indiqué samedi la cellule de communication et de relations publiques de ce corps constitué, dans un communiqué.

Agissant sur informations faisant état d'un réseau criminel inter-wilaya (Touggourt, Ouargla et Gharđaia) active dans le trafic de drogue, les policiers ont effectué une opération minutieuse de recherche, qui s'est ainsi soldée par l'arrestation des quatre (4) membres du réseau, en possession en flagrant délit d'une quantité de kif traité (290 grammes), dissimulée sous forme de plaquette dans leur véhicule, destinée à la commercialisation ainsi qu'une somme de 30.000 DA issue de la vente de drogue, a-t-on expliqué.

Les membres du réseau (âgés entre 30 et 48 ans) ont été présentés à la police judiciaire (PJ) de Gharđaia pour complément d'en-



quête, sous la supervision du parquet, a-t-on précisé.

Les mis en cause seront déférés devant les instances judiciaires

compétentes pour «association de malfaiteurs, détention et commercialisation de drogue», a précisé le communiqué.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

10 décès et 317 blessés durant les dernières 48 heures selon la Protection civile

Dix (10) personnes ont trouvé la mort et 317 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus à travers différentes régions du pays durant les dernières 48 heures, selon un bilan de la Protection civile, publié samedi. Les éléments de la Protection civile sont intervenus, durant la même période, pour prodiguer des soins

de première urgence à 16 personnes incommodes par le monoxyde de carbone CO émanant de chauffage et chauffe-bain à l'intérieur de leurs domiciles dans les wilayas de Tébessa et Batna (4 personnes chacune), Naâma (03), Tlemcen (02) et Constantine, Médéa et Bordj Bou Arreridj (une personne chacune), ajoute

le communiqué. Les éléments de la Protection civile sont intervenus également pour l'extinction de trois (03) incendies urbains et divers dans les wilayas Béjaïa, Tizi Ouzou et Batna où il a été enregistré des brûlures de 1er degré à une personne, précise la DGPC.

Par ailleurs, concernant les activités liées à la lutte

contre la propagation du coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 46 opérations de sensibilisation à travers le territoire national pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter les règles de distanciation sociale, ainsi que 23 opérations de désinfection générale.

TLEMCCEN

Saisie de plus de 9 kg de kif traité

Les éléments des services des douanes de Tlemcen ont saisi 9,5 kg de kif traité, a-t-on appris jeudi dans un communiqué de la cellule de communication de la direction régionale des Douanes de Tlemcen.

L'opération a été menée par les agents des brigades mobiles des douanes de Maghnia et Ouled

Mimoune, en coordination avec les éléments de l'Armée nationale populaire, qui ont dressé une embuscade sur la route reliant les wilayas de Tlemcen et Ain Temouchent, non loin du village "Ain Laâlam" (Ain Temouchent) où des camions sont passés à la fouille, a indiqué la même source. Le communiqué a fait savoir

que 9,5 kg de kif traité ont été découverts soigneusement dissimulés dans les camions. Les conducteurs des camions ont été arrêtés et présentés devant les services de sécurité concernés pour poursuivre les procédures de l'enquête et présenter les mis en cause, ultérieurement, devant les juridictions judiciaires, a-t-on ajouté.

GENDARMERIE NATIONALE D'ORAN

Saisie de 4.000 comprimés psychotropes

Les services de la gendarmerie nationale d'Oran ont saisi de 4.000 comprimés psychotropes dans la commune de Hassi Bounif (wilaya d'Oran), a-t-on appris jeudi de ce corps de sécurité.

L'opération a eu lieu sur la base d'informations parvenues à la brigade de gendarmerie de Hassi Bounif faisant état de la présence d'un individu en possession d'une quantité de comprimés psychotropes dans un

quartier de cette collectivité locale, a-t-on indiqué.

Après accomplissement de toutes les procédures juridiques, une descente a été effectuée au domicile du mis en cause avec la découverte de 4.000 comprimés psychotropes.

L'enquête dans cette affaire est en cours par la brigade de gendarmerie de Hassi Bounif, selon la même source.

CONCOURS GREEN CHALLENGE

20 projets en lice à Annaba

Le concours national de la meilleure idée innovante dans le domaine de l'environnement "Green challenge" a été lancé samedi dans un hôtel de la ville d'Annaba avec la participation de 50 jeunes proposant 20 projets retenus conformément à des critères spécifiques.

Pendant 600 minutes (soit 10 heures), les équipes participantes œuvreront à concrétiser virtuellement leurs projets innovants, proposant des solutions à des problèmes environnementaux liés à la vie quoti-

dienne et aux activités industrielles et ce, à travers la simulation des différentes étapes du projet depuis la préparation, le management jusqu'au marketing, a indiqué Zehad Bouslama, directrice du Centre de recherche en environnement (CRE). Les projets conçus virtuellement seront présentés dimanche pour évaluation devant un jury composé d'experts en gestion, management et diverses filières économiques, a ajouté la même responsable. Les projets

participants concernent des thématiques relatives à la valorisation des déchets, la biodiversité et le développement de l'économie verte, l'innovation environnementale et la santé environnementale, selon la même source.

Les lauréats de ce "Green challenge" bénéficieront de l'accompagnement matériel et technique de l'Agence nationale de la valorisation des résultats de la recherche et de développement technologique (ANVREDET) et du CRE de Annaba pour la concrétisa-

tion de leurs projets, a ajouté Mme Bouslama.

Le "Green challenge" est conjointement organisé par l'ANVREDET en collaboration avec la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT) et le CRE de Annaba.

Le concours se déroule en deux jours sous la direction d'une équipe d'experts et de spécialistes dans le domaine de la gestion de projets d'investissement, est-il indiqué.

USA

La pauvreté infantile a augmenté de 41% en janvier

Depuis l'expiration des allocations pour enfants à la fin de 2021, plus de 3 millions d'enfants américains se sont retrouvés en situation de pauvreté, soit une hausse de 41 % en l'espace d'un seul mois, selon une nouvelle étude du Center on Poverty and Social Policy de l'Université Columbia.

Rien qu'en janvier, la pauvreté infantile est passée de 12,1 % à 17 %, le taux le plus élevé observé depuis la fin de 2020, ont indiqué les auteurs de l'étude publiée jeudi, notant que ces augmentations ont été plus importantes chez les enfants noirs et latinos, avec des hausses respectives de 5,9 % et 7,1 %.

En mars dernier, les élus démocrates au Congrès ont approuvé une extension des allocations pour enfants qui s'étendait de juillet à la fin de 2021, permettant à presque toutes les familles américaines de recevoir 250 dollars par mois pour les enfants âgés de 6 à 17 ans et 300 dollars par mois pour les enfants de moins de 6 ans.

Néanmoins, ces avantages ont été progressivement supprimés pour les familles les plus aisées.

Selon les données fédérales, plus de 61 millions d'enfants vivant dans environ 36 millions de foyers ont bénéficié en décembre dernier du programme, dont le coût s'élevait à environ 120 mil-



liards de dollars par an.

Toutefois, la Maison Blanche n'a pas réussi à obtenir une extension du programme en raison d'un désaccord avec le sénateur démocrate de Virginie-Occidentale Joe Manchin, qui a soulevé de multiples objections à l'allocation pour enfant et a déclaré qu'elle décourageait les parents de travailler. La quasi-

totalité des républicains s'est également opposée à la prolongation des allocations pour enfants proposée par l'administration Biden, qui, désormais, fait face à la pire poussée inflationniste depuis quatre décennies.

Le taux de pauvreté infantile était passé d'environ 17 % en février 2021, avant que le crédit ne soit approuvé dans le cadre du

plan de relance en mars, à environ 12 % à la fin de l'année.

Les taux de pauvreté des enfants noirs et latinos ont également baissé. Les chercheurs de l'université Columbia avaient précédemment relevé que les allocations pour enfants permettaient de protéger 3,7 millions d'enfants de la pauvreté et de réduire de 30 % les taux mensuels de pauvreté des enfants.

Par ailleurs, les taux de pauvreté infantile baissent souvent durant la saison des impôts, selon l'étude. Ainsi, la seconde moitié des allocations reçues pour la déclaration d'impôts est «susceptible d'entraîner des baisses substantielles, mais temporaires, des taux mensuels de pauvreté chez les enfants».

Cependant, si les versements mensuels des allocations pour enfants ne sont pas renouvelés par le Congrès américain, le taux de pauvreté infantile «peut rester élevé jusqu'à la fin de l'année 2022», selon les auteurs de l'étude.

USA

Un fusil semi-automatique destiné aux enfants crée la controverse

Le JR-15, un fusil spécialement conçu pour les enfants sur le modèle d'un fusil d'assaut utilisé dans plusieurs fusillades meurtrières, a fait récemment son apparition sur le marché aux Etats-Unis, provoquant la colère des associations luttant contre les violences causées par les armes personnelles.

C'est «la première de nombreuses armes qui aideront les adultes à faire découvrir aux enfants le sport de tir en toute sécurité», selon la société WEE1 Tactical, qui salue sur son site internet un fusil «comme l'arme de papa et maman».

Le JR-15 (pour «Junior») mesure en effet seulement 80 cm de long et pèse moins d'un kilo.

Livré avec des chargeurs de 5 ou 10 cartouches de calibre 22 long rifle, il a été commercialisé à la mi-janvier à un prix de 389 dollars.

Le modèle adulte, l'AR-15, est la version civile d'une arme de type militaire qui a été utilisée dans une série de tueries, notamment en milieu scolaire, qui ont choqué les Etats-Unis.

Les fusillades sont un fléau récurrent aux Etats-Unis où le droit de posséder des armes est garanti par la Constitution. Les tentatives de réguler leur vente sont souvent bloquées au Congrès américain, où le puissant lobby des armes NRA exerce une forte influence. Le 14 décembre 2012, un jeune déséquilibré avait tué 26 personnes, dont 20 enfants, dans l'école primaire Sandy Hook à Newtown, dans le Connecticut (nord-est), une tragédie qui avait profondément marqué l'opinion publique. L'AR-15 a également servi dans les fusillades de Las Vegas en 2017, la plus meurtrière de l'histoire récente du pays avec 58 morts, ou du lycée de Parkland en Floride (17 morts) en 2018. «A première vue, ça a l'air d'une farce grotesque».

En y regardant de plus près, c'est juste grotesque», a commenté vendredi Josh Sugarmann, directeur général de l'organisation Violence Policy Center, qui lutte contre la violence des armes à feu. La Newtown Action Alliance, une association favorable à la limitation des armes a condamné le lobby des armes et les fabricants qui font «tout pour continuer à amasser des bénéfices».

Josh Sugarmann a fustigé l'imagerie utilisée par le fabricant pour attirer les jeunes clients: un crâne de pirate avec une coupe iroquoise pour les garçons et des couettes blondes pour les filles, une tétine à la bouche. Dans son rapport sur les méthodes des fabricants d'armes américaines pour attirer les jeunes publié en 2016, il dénonçait les armes peintes avec des couleurs vives - rose, rouge, orange ou violet métallisé - appréciées du jeune public, et plus légères à manier.

En 2021, les armes à feu ont fait près de 45.000 morts aux Etats-Unis, dont environ 24.000 suicides, et plus de 1.500 mineurs ont été tués, selon l'organisation Gun Violence Archive.

USA - TRANSPORT

New York veut chasser du métro les personnes sans-abri

Les autorités de New York se sont engagées vendredi à chasser du gigantesque réseau du métro les innombrables personnes sans-abri qui y survivent, mais sont montrées du doigt dans la récente poussée de la criminalité.

Depuis le début de la pandémie de Covid-19 en 2020, les taux de délinquance et de grande pauvreté ont augmenté dans la ville de New York, et en particulier dans le métro, sans atteindre cependant les niveaux des années 1980-90.

Elu en novembre sur un programme de lutte contre la criminalité, le maire démocrate mais classé au centre-droit Eric Adams, ancien policier afro-américain, a annoncé avoir donné instruction aux forces de police et aux travailleurs sociaux de la municipalité d'expulser quiconque serait réfugié dans les wagons des trains, dans les couloirs ou sur les quais. «Le réseau n'est pas fait pour loger, mais

pour transporter» les gens, a-t-il martelé lors d'un point presse. L'édile, qui a pris ses fonctions le 1er janvier et a dû répondre à une succession d'agressions et de meurtres par arme à feu a promis aussi que la police new-yorkaise (NYPD) réprimerait les fumeurs et les toxicomanes dans le métro.

Les quais et les trains du métro new-yorkais - à l'infrastructure vieillissante - sont fréquentés depuis la pandémie par nombre de personnes sans domicile fixe qui peuvent importuner des voyageurs de façon plus ou moins agressive, selon les autorités municipales. Des mesures sont prévues, selon M. Adams, pour que les travailleurs sociaux et policiers puissent orienter les sans-abri vers des foyers ou des hôpitaux.

La gouverneure de l'Etat de New York Kathy Hochul a précisé à ses côtés qu'elle réclamerait la création de centres d'accueil et

de 500 lits supplémentaires, dans une mégapole de neuf millions d'habitants aux profondes inégalités socio-économiques.

D'après le NYPD, il y a eu 488 homicides en 2021 dans la ville, en légère hausse après la forte augmentation de 2020 (468 homicides contre 319 en 2019).

Les crimes avec violences ont progressé de 25% dans le métro entre 2019 et 2021.

Mais l'ensemble des délits dans le métro ne représentent que 2% de tous les délits commis dans la gigantesque ville aux cinq quartiers (Manhattan, Brooklyn, Queens, Bronx, Staten Island). En janvier, Michelle Go, une Américaine de 40 ans d'origine asiatique, est morte après avoir été poussée sur une voie du métro par un sans-abri souffrant de troubles psychiatriques, au moment où un train entrait dans la station de Times Square, cœur battant de la très huppée Manhattan.

der l'indemnisation des dégâts subis par le port commercial de Sousse, selon la TAP.

En 2020, la société italienne SRA Campania avait exporté illégalement 282 conteneurs de déchets municipaux vers la Tunisie, présentés comme étant des déchets pré-traités en vue de «les recycler alors qu'ils sont difficilement recyclables».

TUNISIE

Réexpédition des déchets italiens illégalement importés

La première phase de réexpédition des déchets italiens importés illicitement vers la Tunisie, initialement prévue ce samedi, a été lancée la veille depuis le port de Sousse (Centre-est) vers leur pays d'origine, selon des médias locaux. Cette décision fait suite à un accord signé entre les deux pays pour la restitution de ces déchets déposés, depuis juin

2020, au niveau du port de Sousse vers le pays d'origine.

Des consultations sont en cours concernant la restitution de 69 conteneurs déposés à l'entrepôt des déchets italiens de Mourredine à Sousse, dont une partie a été détruite, suite à un incendie fin décembre dernier, a indiqué depuis le port de Sousse, la ministre de l'environnement

Leila Chikhaoui, citée par l'agence de presse TAP. Ce port enregistrera la première opération du renvoi des déchets vers leur destination d'origine, depuis l'adoption des Conventions de Bâle, de Bamako, et de Barcelone

De son côté le ministre du Transport Rabie Majidi, a souligné l'importance de veiller à lancer les négociations pour deman-

poursuit, relevant que les autorités s'emploient à rétablir «un certain degré de normalité» dans la municipalité.

En ce sens, il a précisé que parmi les priorités figurent «le retour de l'électricité, la collecte des déchets et l'accès aux transports». «La situation est très difficile», a-t-il précisé. Selon les données officielles, la tempête qui s'est abattue pendant l'après-midi et la nuit de mardi a fait à ce jour au moins 120 morts, des dizaines de disparus et quelque 850 personnes déplacées. Les intempéries ont égale-

ment causé de graves dégâts matériels et transformé Petrópolis, située dans la région montagneuse de Rio, en un véritable bourbier. Selon le gouvernement de l'Etat de Rio de Janeiro, il s'agit des pires pluies torrentielles à Petrópolis depuis 1932. Jeudi après-midi, une nouvelle tempête a provoqué des inondations dans diverses parties de la ville et contraint certains quartiers à être évacués en raison du risque de nouveaux glissements de terrain.

INONDATIONS AU BRÉSIL

Le président évoque une «immense catastrophe» qui a fait 120 morts et des dizaines de disparus

Le président du Brésil, Jair Bolsonaro, a assuré, vendredi, que son gouvernement fera «tout son possible» pour faire face à «la catastrophe vraiment immense» dans la ville de Petrópolis (état de Rio, sud-est), où de fortes pluies ont causé au moins 120 morts et des dizaines de disparus. Le président, qui revient tout juste d'un voyage officiel en Russie et en Hongrie, a survolé plus tôt dans la journée en hélicoptère les zones sinistrées par la tempête destructrice qui a frappé la «ville impériale» de Petrópolis en début de

semaine. «Nous ferons tout notre possible pour soulager les souffrances du peuple brésilien», a déclaré Bolsonaro à la base aérienne de Galeão à Rio de Janeiro, à environ 70 kilomètres de Petrópolis. Il était accompagné de plusieurs ministres, dont celui de la Défense, le général Walter Braga Netto, qui a affirmé que quelque 820 membres des forces armées sont déployés dans la région pour aider les victimes. Pour sa part, le maire de Petrópolis, Rubens Bomtempo, a souligné que la recherche des «nombreuses» victimes se

ment causé de graves dégâts matériels et transformé Petrópolis, située dans la région montagneuse de Rio, en un véritable bourbier. Selon le gouvernement de l'Etat de Rio de Janeiro, il s'agit des pires pluies torrentielles à Petrópolis depuis 1932. Jeudi après-midi, une nouvelle tempête a provoqué des inondations dans diverses parties de la ville et contraint certains quartiers à être évacués en raison du risque de nouveaux glissements de terrain.

SKIKDA

L'hôpital de Collo doté d'une unité spécialisée dans le traitement des tumeurs cancéreuses

L'établissement public hospitalier (EPH) Abdelkader Nettour relevant de la commune de Collo (Ouest de Skikda) a été doté d'une nouvelle unité spécialisée dans le traitement des tumeurs cancéreuses qui entrera en service la semaine prochaine, a-t-on appris jeudi auprès de la Direction locale de la santé (DSP). Dans une déclaration à l'APS, le directeur local du secteur, Mahieddine Teber, a indiqué que cette nouvelle unité de santé spécialisée comprend six (6) lits qui pourront être portés à l'avenir à dix (10) en fonction du nombre de patients et des demandes enregistrées dans la région Ouest de Skikda.

L'unité, selon la même source, dispose d'une cellule d'écoute et de suivi psychologique destinée à accompagner les malades atteints de cette pathologie, sous la supervision de médecins spécialisés en oncologie. Avec l'entrée en exploitation de cette structure sanitaire, le nombre d'unités réservées pour le traitement des tumeurs cancéreuses dans la wilaya de Skikda passera à trois (3), a ajouté M. Teber, soulignant que cette nouvelle entité viendra s'ajouter à deux (2) autres implantées dans les EPH Abderrezak Bouhara, sis au chef-lieu de wilaya, et Mohamed Adnane relevant de la localité d'Azzaba.

Cette unité prendra en charge les patients atteints de cancer de la zone Ouest de la wilaya, ce qui leur évitera le déplacement au chef-lieu de wilaya pour bénéficier des soins médicaux nécessaires et des séances de chimiothérapie, a-t-il fait remarquer.

Le même responsable a fait savoir, dans ce même contexte, qu'entre 700 et 800 nouveaux cas de cancer, tous types confondus et touchant les deux sexes, sont enregistrés annuellement à l'échelle locale.

Afin de mieux prendre en charge les malades de la région Ouest de Skikda, M. Teber a révélé que le secteur de la santé de Skikda a été récemment renforcé par deux (2) nouvelles ambulances médicalisées, soutenant qu'un véhicule similaire sera acquis en mars prochain.

TLEMCCEN

Inauguration de deux structures sanitaires

Deux structures sanitaires ont été inaugurées, jeudi, à Tlemcen à l'occasion de la commémoration de la Journée nationale du chahid, a-t-on appris auprès de l'établissement public de santé de proximité (EPSP).

Il s'agit ainsi d'une polyclinique réalisée dans la commune d'Ain Ghoraba (sud-ouest du chef-lieu de Tlemcen) qui "représente un grand acquis pour les habitants de cette région et les régions voisines, doté d'un service des urgences médicales pour épargner aux malades le déplacement à Tlemcen ou à Sebdo", a indiqué le directeur de l'EPSP de Tlemcen Metalsi Tani Mhamed.

La nouvelle polyclinique dispose d'un plateau technique composé notamment d'un laboratoire de radiologie et d'un service de protection maternelle et infantile, en attendant sa dotation de personnel médical spécialisé, a-t-il fait savoir.

Le nouvel acquis médical assure, de 8h00 du matin jusqu'à 20h00, diverses prestations sanitaires dont des consultations médicales dans une première phase, avant de basculer vers le système H 24, après recrutement du personnel médical suffisant.

Pour ce qui est de la seconde structure sanitaire, le directeur de l'EPSP de Tlemcen, a indiqué qu'il s'agit d'une unité de dépistage précoce du cancer du col, disponible au sein de la nouvelle polyclinique.

Par ailleurs, un centre intermédiaire de soins en addictologie, premier du genre dans la wilaya de Tlemcen, sera également ouvert ce jeudi à Kiffane (Tlemcen) pour prendre en charge les toxicomanes sur le plan thérapeutique. Il permettra, selon lui, d'offrir un environnement adéquat aux personnes présentant une addiction et l'organisation de séances thérapeutiques de groupes. Le centre a pour missions la sensibilisation sur les dangers de la consommation de drogue et diverses autres addictions. Un personnel médical constitué de trois (3) psychiatres et dix (10) psychologues prendra en charge les opérations curatives et d'entretien motivationnel, de réadaptation et psychothérapeute. Les festivités de la Journée nationale du chahid sera marquée vendredi par l'inauguration d'une école primaire au quartier d'Oujjida et le recueillement au carré des martyrs de Hennaya à la mémoire des chahids tombés au champ d'honneur durant la Guerre de libération nationale. En outre, une exposition de photos de chahids est organisée par le musée d'art et d'histoire de la ville de Tlemcen.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

251 nouveaux cas, 221 guérisons et 7 décès

Deux cent cinquante et un (251) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 221 guérisons et 7 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué samedi le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 263.936, celui des décès à 6.787, alors que le nombre des patients guéris

est passé à 176.518 cas. Par ailleurs, 16 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 23 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 15 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 10 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Le ministère de la Santé a rappelé, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exigeait de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le port du masque.

URGENCES

Inauguration de deux nouveaux services des urgences aux CHU Salim Zmirli et Mustapha Pacha

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid et le wali d'Alger, Ahmed Maabed ont procédé, jeudi, à l'inauguration de deux nouveaux services des urgences médicales aux CHU Salim Zmirli et Mustapha Pacha.

A l'établissement hospitalier Salim Zmirli, première station de la délégation, M.

Benbouzid a précisé que cet établissement jouxtant l'autoroute Est-Ouest, qui prend en charge les différents accidents "allègera la pression sur les autres établissements hospitaliers de la capitale, notamment en matière de lits de réanimation". Il a appelé le staff médical de cet établissement, qui dispose de plusieurs services dotés d'équipements modernes de radiologie et de chirurgie, à les préserver, indiquant que le ministère entend créer des services modernes des urgences médicales dans les différents établissements hospitaliers à travers le pays.

Vu l'intérêt particulier qu'accorde le président de la République, Abdelmadjid



Tebboune au secteur de la santé, les autorités locales de la capitale suivent plusieurs projets sur le terrain, dont des services de la protection maternelle et infantile (PMI) et un nouvel hôpital d'une capacité de 60 lits, a déclaré le wali d'Alger.

L'accompagnement du secteur par les autorités locales "a donné de très bons résultats sur le terrain", notamment en matière de lutte contre les maladies graves, en assurant les moyens et les structures des staff médicaux et paramédicaux, a-t-il ajouté.

Au CHU Mustapha Pacha,

deuxième halte de sa visite, le ministre de la Santé a fait savoir que certains services d'urgences au sein des établissements de santé de proximité souffraient de plusieurs défaillances, en ce sens que le ministère s'emploie à doter 15 structures sur les 80 situées au niveau de la capitale, des équipements nécessaires.

A une question sur les ruptures de médicaments au niveau de la Pharmacie centrale des hôpitaux, relayées ces derniers jours par des médias, M. Benbouzid a expliqué que la PCH prenait en charge les

produits pharmaceutiques, d'ailleurs disponibles en quantités suffisantes, destinés aux établissements hospitaliers.

Le CHU a reçu un lot important de médicaments anti-cancer, a-t-il fait savoir, indiquant que le ministère avait élaboré "un guide d'orientation" pour la prise en charge des malades atteints de cancer.

De son côté, le directeur général (DG) du CHU Mustapha Pacha, Khaled Dehia a affirmé que le nouveau service des urgences médicales atténuerait la pression sur l'établissement de 50 à 60 %, en plus de l'ouverture d'une nouvelle voie en vue de faciliter la circulation et permettre un accès aux urgences dans un bref délai.

La nouvelle structure qui offrira désormais des soins dans diverses spécialités, est dotée d'équipements modernes. L'hôpital reçoit plus de 150 cas d'urgences au quotidien, dont quelque 50 cas pouvant être pris en charge au sein des établissements de santé de proximité, a conclu le DG du même CHU.

GHARDAÏA

L'EPH Brahim Tirichine doté d'un générateur d'oxygène médical

Un générateur d'oxygène médical a été mis en service à l'établissement public hospitalier (EPH) «Brahim Tirichine» de Gharđaia, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya.

D'une capacité de production d'oxygène médical de 48 mètres cubes (M3), ce générateur a été offert par le Groupe Sonatrach, en tant qu'entreprise citoyenne, dans le cadre des efforts visant la lutte contre la pandémie de Covid-19, ont fait savoir les services de la wilaya précisant que la réa-

lisation de la plateforme de cet équipement a été prise en charge par des donateurs et bienfaiteurs locaux.

«Mis en exploitation à l'occasion des festivités marquant la célébration de la Journée nationale du Chahid, cet équipement permettra de répondre aux besoins en oxygène à l'EPH Brahim Tirichine, au profit des patients atteints du coronavirus en réanimation mais aussi pour les victimes des accidents de la route», a déclaré à l'APS, le wali de Gharđaia, Boualem Amrani. "Cet appareil médi-

cal, vient ainsi renforcer les moyens des hôpitaux de la wilaya et assurer ainsi une réserve considérable en oxygène médical néé essaire dans la prise en charge notamment des personnes atteintes du coronavirus", a ajouté le wali.

M. Amrani a, à cette occasion, mis l'accent sur l'importance de la vaccination et du respect des mesures préventives pour faire face au coronavirus, appelant les citoyens à se faire vacciner afin d'atteindre l'immunité collective.

MÉDÉA

Une caravane médicale au profit des zones enclavées

Des examens médicaux et des interventions chirurgicales «lourdes» seront effectués, à partir de vendredi, par un staff médical spécialisé, au profit de patients résidant dans les zones enclavées de la wilaya de Médéa, a-t-on appris auprès de la direction locale de la santé et de la population.

Initiés dans le cadre de la 3^e édition de la caravane des médecins bénévoles, mise sur pieds conjointement

par le ministère de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière et le réseau algérien des jeunes, ces actes médicaux spécialisés vont toucher quelques 1.200 patients souffrant de différentes pathologies et nécessitant une prise en charge médicale, a-t-on indiqué.

Un staff médical pluridisciplinaire, issus de différents établissements hospitaliers de Médéa, composé de 75 chirurgiens, de mé-

decins spécialistes et généralistes et de paramédicaux, encadre cette caravane médicale qui séjournera dans la wilaya, jusqu'au 24 du mois courant, a-t-on signalé.

Le programme des examens et des interventions chirurgicales couvre quatorze spécialités, telles que l'oncologie, la chirurgie des yeux, la chirurgie pédiatrique, la gynécologie, la chirurgie générale et la rhumatologie, a expliqué la

même source. Six établissements hospitaliers, localisés à Médéa, Beni-Slimane, Berrouaghia, Ain-Boucif, Tablat et Ksar-El-Boukhari, ainsi que la polyclinique de Chellalet-El-Adhaouara, sont mobilisés pour cette opération, à caractère humanitaire, destinée à soulager la souffrance des patients et rendre le sourire aux dizaines de patients rongés par la maladie, a-t-on conclu.

PANDEMIE DE CORONAVIRUS

L'OMS dénonce l'échec moral de l'iniquité vaccinale

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS), a dénoncé mercredi l'inégalité d'accès aux vaccins anti-coronavirus entre pays riches et en développement, et l'échec moral de l'iniquité vaccinale.

Dans un discours à l'ouverture d'une réunion de l'Union européenne (UE) et l'Union africaine (UA) à Marburg (Allemagne) sur "l'équité en matière de vaccins pour l'Afrique", le Directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus a noté qu'il ne s'agit pas seulement "d'un échec moral, mais aussi d'un échec épidémiologique, qui crée les conditions idéales pour l'émergence de nouveaux variants" dans le monde.

Si le développement de plusieurs vaccins en un temps record est un triomphe pour la science et a surtout changé la trajectoire de la pandémie de Covid-19, cette nouvelle donne reste "une tragédie quand des milliards de personnes n'ont pas encore bénéficié du pouvoir salvateur des vaccins", a fustigé l'OMS.

Le chef de l'OMS, a ainsi fustigé l'attitude "égoïste" des pays



riches et indirectement critiqué certains fabricants de vaccins.

Or pour l'OMS, la planète dispose "des outils nécessaires pour maîtriser la pandémie de Covid-19 cette année".

"Mais nous sommes minés par une inégalité rampante

qu'aux Présidents Macky Sall (Sénégal), Nana Akufo-Addo (Ghana), Paul Kagame (Rwanda) et au Chancelier allemand, Olaf Scholz.

En réalité, plus de la moitié du monde est toujours aux prises avec une faible couverture vaccinale, et une faible capacité de dépistage.

Selon l'Agence sanitaire mondiale de l'ONU, 116 pays ne sont pas actuellement "sur la bonne voie" pour atteindre l'objectif commun de l'OMS de vacciner 70% de la population de chaque pays d'ici à la mi-2022.

Le fossé semble visible sur le continent africain où plus de 80% de la population n'a "toujours pas reçu une seule dose".

Selon un décompte établi par l'OMS le 14 février 2022, plus de 10,2 milliards de doses de vaccin ont été administrées dans le monde dont la majorité dans les pays riches.

OMS

« Six pays africains auront leur unité de production de vaccin ARNm »

Six pays africains ont été sélectionnés pour héberger leur propre production de vaccins à ARN messager (ARNm), en tant que premiers bénéficiaires d'un programme mondial de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), a annoncé vendredi l'organisation onusienne basée à Genève.

Il s'agit de l'Afrique du Sud, de l'Égypte, du Kenya, du Nigeria, du Sénégal et de la Tunisie.

Ils ont été choisis par l'Agence sanitaire mondiale de l'ONU pour mettre en place ces unités de production de vaccins pour lutter contre la pandémie de coronavirus mais aussi d'autres maladies en Afrique.

L'annonce a été faite lors d'une cérémonie organisée par le Conseil européen, la France, l'Afrique du Sud et l'OMS en présence des présidents Macron et Ramaphosa ainsi que du président du Conseil européen, Charles Michel.

La cérémonie marquant l'annonce de

cet événement a eu lieu vendredi à Bruxelles, en marge d'un sommet entre l'Union européenne et l'Union africaine.

"La pandémie de Covid-19 a montré mieux que n'importe quel autre événement que s'en remettre à une poignée d'entreprises pour fournir des biens publics mondiaux est restrictif et dangereux", a déclaré dans un communiqué le Directeur général de l'OMS, Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus.

Pour le chef de l'OMS, à moyen et long termes, la meilleure façon de faire face aux urgences sanitaires et de parvenir à une couverture sanitaire universelle est "d'accroître considérablement, la capacité de toutes les régions à fabriquer les produits de santé dont elles ont besoin".

De son côté, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen a affirmé que "ce projet va encore plus loin. Il s'agit d'une technologie ARNm conçue en Afrique, menée par l'Afrique et

appartenant à l'Afrique". Un vaccin à ARN messager est un type de vaccin activant le système immunitaire adaptatif au moyen d'ARN messagers, une molécule intermédiaire d'acide ribonucléique (ARN).

Plus de 10,2 milliards de doses de vaccin anti-Covid ont été administrées dans le monde dont la majorité dans les pays riches. En fonction de l'infrastructure, de la main-d'œuvre, de la recherche clinique et des capacités réglementaires en place, l'OMS et ses partenaires travailleront avec les six premiers pays choisis pour élaborer une feuille de route en matière de formation et de soutien afin qu'ils puissent commencer à produire des vaccins le plus rapidement possible.

L'OMS s'efforce d'élaborer un centre de formation de la main-d'œuvre en bio-production et la formation doit commencer en mars.

Le centre de formation devrait être annoncé dans les semaines à venir.

EQUATEUR-PÉROU

L'Equateur rouvre sa frontière terrestre avec le Pérou, fermée depuis deux ans

L'Equateur a rouvert, vendredi, sa frontière terrestre avec le Pérou, après sa fermeture début 2020 en raison de la pandémie de covid-19.

La réouverture a eu lieu après une cérémonie au Centre binational d'attention aux frontières (CEBAF) situé dans la province équatorienne d'El Oro. «Cet événement renforce les relations entre l'Equateur et le Pérou et permettra la reprise et la réactivation économiques post-pandémiques, ainsi que l'augmentation des investissements dans les secteurs productifs des deux pays», a indiqué le ministre équatorien des Affaires étrangères dans un communiqué. La réouverture du poste frontière Huaquillas-Aguas Verdes du côté équatorien a été menée de manière coordonnée avec les autorités péruviennes et en respectant, côté équatorien, les procédures sanitaires et légales internes, établies par le Comité national des opérations d'urgence (COE), explique le communiqué.

Le sous-secrétaire à la Souveraineté et aux relations de voisinage, Augusto Sao, a participé à la cérémonie d'ouverture, aux côtés d'autres autorités locales. Pour Sao, «la réouverture de la frontière marquée une étape importante dans la relation bilatérale avec le Pérou et ouvre la voie au renforcement de l'intégration et de la coopération dans la zone». La réouverture de la frontière terrestre avec le Pérou s'ajoute à un processus progressif similaire avec la Colombie, qui a débuté en décembre dernier.

CHINE

La partie continentale signale 80 nouveaux cas transmis localement

La partie continentale de la Chine a signalé vendredi 80 nouveaux cas transmis localement de Covid-19, a déclaré samedi la Commission nationale de la santé. Parmi les nouveaux cas locaux, 46 ont été signalés en Mongolie intérieure, 19 au Jiangsu, huit au Liaoning, trois au Guangdong, trois au Yunnan et un au Zhejiang, selon la commission, citée par l'agence Chine Nouvelle. Vendredi, 57 nouveaux cas importés de Covid-19 ont également été enregistrés dans dix régions de niveau provincial, selon la même source, tandis que quatre nouveaux cas suspects en provenance de l'extérieur de la partie continentale ont été signalés à Shanghai. En revanche, aucun décès dû nouveau coronavirus n'a été signalé ce jour-là, a ajouté la commission, alors que 1.482 patients étaient toujours hospitalisés, dont huit dans un état grave.

CONTESTATION ANTI-MESURES SANITAIRES

La police a évacué une partie des rues

Des milliers de policiers déployés, de longs face-à-face tendus mais pas de heurts: la police canadienne est parvenue vendredi à débloquer une grande partie des rues de la capitale paralysée depuis trois semaines par des manifestants anti-mesures sanitaires.

Dans la nuit de vendredi à samedi, les policiers, qui ont promis que l'opération ne cesserait que «lorsque les habitants d'Ottawa auront retrouvé leur villes», étaient toujours à pied d'œuvre face aux derniers récalcitrants.

Personne n'a été blessé, a précisé la police.

Plus de 100 personnes ont été arrêtées et une vingtaine de véhicules remorqués.

De nombreux camionneurs ont aussi choisi de partir d'eux-mêmes et d'enlever leur poids lourd des rues autour du Parlement.

La veille, les policiers avaient érigé un périmètre autour de la zone de la manifestation.

Ils se sont efforcés tout au long de la journée vendredi de resserrer l'étai sur les protestataires, qui refusaient de quitter les lieux malgré les avertissements répétés et la proclamation de l'état d'urgence.

Le chef par intérim de la police d'Ottawa

Steve Bell a précisé que l'opération prendrait «du temps». Plusieurs meneurs du convoi dit de la «liberté» ont été arrêtés.

Le militant d'extrême droite Pat King a été interpellé vendredi en début d'après-midi alors qu'il quittait la ville.

Son arrestation s'est faite en direct sur Facebook Live.

Peu après, c'était au tour de l'ancien policier Daniel Bulford.

Deux autres leaders, Tamara Lich et Chris Barber, avaient été arrêtés jeudi soir.

Minimisé au départ par les autorités, ce mouvement, initié fin janvier, est parti de camionneurs protestant contre l'obligation d'être vaccinés pour passer la frontière entre le Canada et les États-Unis.

Mais les revendications se sont étendues à un refus de l'ensemble des mesures sanitaires et, pour de nombreux manifestants, à un rejet du gouvernement de Justin Trudeau.

Ce dernier a dit jeudi que cette contestation n'avait plus rien de «pacifique».

Certains manifestants avaient juré avant l'intervention policière de tenir jusqu'au bout.

Installé depuis le premier jour, Csaba Vizis s'est dit prêt à «rentrer chez lui glorieux comme César ou dans un sac mor-

tuaires». «Je n'ai rien à perdre, je gagne ça ou je meurs», affirmait ce camionneur de 50 ans. Dans ce contexte, le Parlement a décidé de reprendre ses travaux samedi après une journée de fermeture, «ce qui n'est jamais arrivé auparavant», selon un communiqué des services du Premier ministre.

«La Chambre reprendra le débat samedi sur l'utilisation de la loi sur les mesures d'urgence», a tweeté vendredi soir le leader du gouvernement à la Chambre des Communes Mark Holland.

Pour des raisons de sécurité, la séance parlementaire de vendredi avait été annulée à la dernière minute.

Les parlementaires canadiens doivent procéder à un vote final sur la loi sur les mesures d'urgence lundi à 20h00 (01h00 GMT).

Cette disposition législative, qui s'apparente à un état d'urgence national, a été exceptionnellement invoquée lundi par le Premier ministre Justin Trudeau pour mettre un terme aux blocages «illégaux» en cours dans le pays.

C'est seulement la seconde fois que cette disposition est utilisée en temps de paix, la dernière fois remontant à la crise de 1970 quand Pierre Elliott Trudeau, le

père de l'actuel Premier ministre, était au pouvoir.

Elle est très contestée par l'opposition conservatrice.

«Notre économie et notre démocratie font face à une menace sérieuse et financée par l'étranger», a estimé vendredi la vice-Première ministre Chrystia Freeland à propos des blocages.

«On ne peut permettre à ces blocus et occupations illégaux d'usurper l'autorité de gouvernements démocratiquement élus», a-t-elle ajouté.

Selon le g ouvernement, les blocus aux frontières de la part de manifestants ont coûté des «milliards de dollars à l'économie canadienne».

Ce sont ces blocages et notamment celui pendant sept jours du pont Ambassador, qui relie l'Ontario à la ville américaine de Detroit, qui ont poussé Washington à intervenir auprès du gouvernement Trudeau.

La ville d'Ottawa, la province de l'Ontario et le Canada dans son ensemble ont été placés en état d'urgence en raison de ce mouvement de contestation sans précédent qui a inspiré au-delà des frontières, de la Nouvelle-Zélande à la France.

ÉPILEPSIE

SYMPTÔMES, DIAGNOSTIC, TRAITEMENTS

L'épilepsie, qui touche environ 650 000 Français, dont 50 % de jeunes, reste une pathologie méconnue et source d'idées reçues. On fait le point sur cette maladie neurologique crébrata avec le Dr Moriez, neurologue.

L'épilepsie est la deuxième maladie neurologique chronique la plus fréquente derrière la migraine. Ce n'est pas une maladie rare : en France, environ 650 000 personnes sont atteintes, dont environ 50 % de jeunes âgés de moins de 20 ans.

Mais preuve est de constater que l'épilepsie reste méconnue et un vrai sujet tabou, souligne l'association nationale de patients Épilepsie France, à l'occasion de la journée internationale de l'épilepsie ce 14 février. L'association organise une campagne de communication L'épilepsie, parlons-en ! afin de mieux faire connaître au grand public le quotidien des personnes épileptiques, et de pointer les situations de rejet dont elles peuvent être l'objet dans leurs relations sociales, au travail, ou à l'école.

Exemple frappant, souligné par l'association : l'immense majorité des gens pense que l'épilepsie se résume à des crises convulsives parfois spectaculaires. "À cause de cela de nombreux préjugés restent ancrés dans l'esprit du public : maladie mentale, hystérie, folie, alcoolisme... Or en réalité, l'épilepsie est une maladie qui s'exprime de multiples manières", explique-t-elle, par des signes visibles mais aussi peu visibles, voire invisibles. Et le problème, c'est qu'en ne parlant pas des nombreux symptômes de l'épilepsie -autre que la crise convulsive-, le diagnostic est souvent retardé déplore l'association. "De nombreux témoignages de personnes adultes dont l'épilepsie a été diagnostiquée tardivement réalisent que leur maladie était présente depuis de nombreuses années lorsqu'elles se remémorent les situations antérieures de leur vie : parcours scolaire difficile, difficultés d'apprentissage, lenteur, maladroitness... explique Épilepsie France. Le diagnostic précoce de leur épilepsie aurait permis une prise en charge et un suivi médical adapté, et évité des situations stigmatisantes qui ne sont durablement marquées."

En outre, par des différentes formes d'expression de l'épilepsie, c'est redempteur de lutter contre une image réductrice de l'épilepsie qui fait perdurer les idées reçues, stigmatise les malades et peut mettre en danger.

ÉPILEPSIE : DE QUOI S'AGIT-IL EXACTEMENT ?

Premier truc à savoir : il n'existe pas une épilepsie, mais plusieurs. Le mot "épilepsie" désigne en effet un groupe de maladies qui ont un point commun principal : elles se caractérisent par des crises résultant d'une activité électrique anormale au niveau du cerveau - on peut comparer ce phénomène à un "coup de tonnerre" à l'échelle cérébrale. D'ailleurs, en grec,



le mot "epilambanien" (qui a donné "épileptique") signifie "saisir ou attaquer par surprise".

Les experts estiment ainsi que, dans la grande famille de l'épilepsie, il y a environ 50 "syndromes épileptiques" qui varient en fonction de l'âge du patient, de leurs causes et de leurs symptômes.

Épilepsie : qui ça concerne ? "L'épilepsie est une maladie qui peut survenir à tous les âges de la vie" explique le Dr Nathalie De Grissac Moriez, neurologue. Cette pathologie neurologique cérébrale est toutefois plus fréquente chez les enfants et chez les personnes âgées.

QUELLES SONT LES CAUSES DE L'ÉPILEPSIE ?

Si, dans certains cas, il est impossible d'identifier l'origine de la maladie épileptique, certaines causes ont été identifiées par la Science :

Les lésions cérébrales acquises : il est ainsi possible de développer une épilepsie après un traumatisme crânien ou un accident vasculaire cérébral (AVC).

Une anomalie de développement : une malformation du fœtus durant la grossesse peut ainsi aboutir à une épilepsie chez l'enfant.

Un terrain génétique : comme la migraine ou l'asthme, l'épilepsie peut

avoir une composante génétique qui se transmet de façon héréditaire.

Une maladie immunologique, métabolique ou encore infectieuse : une encéphalite (d'origine virale, par exemple) peut être à l'origine d'une épilepsie.

ÉPILEPSIE : QUELS SONT LES SYMPTÔMES ?

On l'a dit : la maladie épileptique se caractérise par des crises qui surviennent en raison d'une activité électrique anormale au niveau de certaines populations de neurones du cerveau. Du côté des symptômes, on distingue donc les symptômes des crises épileptiques mais aussi les comorbidités, c'est-à-dire les symptômes de la maladie qui se manifestent en-dehors des crises.

Au-delà du "cliché" de la crise d'épilepsie (avec les convulsions etc.), une crise épileptique peut se traduire par des symptômes quasi-invisibles : une "absence". En langage médical, on parle de "rupture de contact". Cette "absence" du patient peut durer de quelques secondes à quelques minutes.

Des tremblements. Des mouvements involontaires : "il peut être question de machonnements, de claquements de doigts..." souligne le Dr. De Grissac Moriez.

Des hallucinations auditives et/ou visuelles.

Une rigidité musculaire anormale. De la confusion...

À savoir, "L'épilepsie se définit par la répétition de crises spontanées, c'est-à-dire sans cause réellement identifiée, explique le Dr. De Grissac Moriez. Faire une crise d'épilepsie au cours de sa vie, avec une cause identifiable (le stress, une émotion forte...) ce n'est pas de l'épilepsie : on estime d'ailleurs que 10 % de la population mondiale sera un jour concernée."

"Le fait que la crise d'épilepsie soit spontanée rend la maladie épileptique particulièrement difficile à vivre : les patients ont souvent la sensation d'avoir une épée de Damoclès au-dessus de la tête, ajoute la neurologue. Les crises peuvent survenir durant la nuit : elles durent généralement moins de 3 minutes."

Du côté des comorbidités, ces symptômes de la maladie qui sont aussi présents en-dehors des crises, on peut citer :

Une anxiété pathologique. Des troubles dépressifs.

Une perte de fluidité dans le fonctionnement intellectuel : "ça ne signifie absolument pas que les épileptiques sont moins intelligents que la moyenne, mais qu'ils ont besoin de davantage de temps pour raisonner" précise la spécialiste.

Éventuellement une atteinte au niveau de la mémoire et/ou du langage.

"Les comorbidités de la maladie épileptique sont parfois plus handicapantes que les crises elles-mêmes, note la neurologue. Par ailleurs, on sait aujourd'hui que ces comorbidités ne se développent pas en réaction à la maladie : elles en constituent des symptômes à part entière."

ÉPILEPSIE : COMMENT S'FAIT LE DIAGNOSTIC ?

L'examen de référence pour diagnostiquer la maladie épileptique, c'est l'électroencéphalogramme (EEG) : il est réalisé par le médecin neurologue. "L'EEG n'est toutefois pas suffisant : d'ailleurs, en cas d'épilepsie, il est parfois normal" souligne le Dr De Grissac Moriez. En complément, l'interrogatoire du patient et/ou des témoins/s) des crises est "prédictif".

"La tomographie par émission de positrons (TEP-scan ou PET-scan), l'analyse génétique ainsi que l'IRM cérébrale permettent d'affiner le diagnostic en déterminant de quel type d'épilepsie il est question" ajoute la spécialiste.

La France accuse toutefois un important retard au niveau du diagnostic de la maladie épileptique : selon l'association Épilepsie France, moins de 10 % des patients épileptiques bé-

néficient d'un suivi par un neurologue ; il n'y a d'ailleurs que 2500 neurologues en activité en France.

QUELS TRAITEMENTS POUR LES PATIENTS ÉPILEPTIQUES ?

Traitement. Dans la majorité des cas, le traitement de l'épilepsie est médicamenteux. "Dans environ 70 % des cas, les médicaments parviennent à équilibrer la maladie, c'est-à-dire à contrôler la survenue des crises" remarque la neurologue. Il existe de nombreux médicaments anti-épileptiques : "le choix se fait en fonction de l'âge du patient, du type d'épilepsie, de la tolérance vis-à-vis des effets secondaires..."

À savoir, "Chez l'enfant, le traitement n'est pas toujours nécessaire car la maladie peut disparaître avec l'âge" précise le Dr. De Grissac Moriez. Ainsi, l'épilepsie-absence est une des formes les plus fréquentes de la maladie chez l'enfant : elle apparaît vers 5-7 ans et son évolution est généralement bénigne puisqu'elle disparaît souvent vers l'adolescence.

En cas d'épilepsie pharmaco-résistante (c'est-à-dire : qui résiste aux médicaments anti-épileptiques), la chirurgie est une possibilité : "il s'agit de retirer la région cérébrale qui est à l'origine des décharges électriques", explique la neurologue. C'est une solution qui concerne une petite minorité de patients et qui représente une véritable opportunité."

ÉPILEPSIE : COMMENT VIT-ON AVEC CETTE MALADIE NEUROLOGIQUE ?

"Il reste beaucoup de préjugés négatifs au sujet de l'épilepsie et les patients épileptiques sont régulièrement confrontés au regard des autres, regrette le Dr. De Grissac Moriez. Des étiquettes stigmatisantes ont ainsi montré que les épileptiques étaient plus à risque d'isolement social et professionnel."

Pourtant, dans la majorité des cas (60 % à 70 %), grâce aux médicaments, l'épilepsie peut être contrôlée et les patients peuvent mener une vie quasiment normale : aller à l'école, travailler, conduire, voir des amis... "Un suivi psychologique est vraiment essentiel pour lutter contre le décrochage scolaire, la honte ou même le risque suicidaire."

"Pour les enfants atteints d'épilepsie, il existe des établissements spécialisés comme l'ITEP Tout Au Cœur (Finistère) : les enfants (de 6 ans à 20 ans) sont pris en charge de façon globale par une équipe de 65 professionnels, ils apprennent à accepter la maladie, à repérer leurs forces et à bâtir leur estime de soi malgré la pathologie."

L'OBÉSITÉ DE LA MÈRE AUGMENTE LE RISQUE D'ÉPILEPSIE CHEZ LES BÉBÉS



Le poids de la mère a beaucoup de conséquences sur la santé du nouveau-né. Trop important, il mènerait à plus d'épilepsie.

L'obésité durant la grossesse augmenterait le risque d'épilepsie pour l'enfant à naître. Des chercheurs ont analysé plus de 1,4 millions de naissances en Suède entre 1997 et 2011. Plus de 7500 enfants ont développé une épilepsie. L'étude parue dans *Jama Neurology* montre que plus la mère a un indice de masse corporelle élevé (le rapport entre le poids et la taille au carré), plus le risque d'épilepsie est important chez le nourrisson.

Par rapport aux femmes ayant un poids de forme (IMC entre 18 et 25), celle en surpoids (25 à 30) ont un risque plus important de 11%. Pour les futures mamans obèses, l'augmentation du risque atteint 80%.

LE CERVEAU SE DÉVELOPPERAIT MAL

Les scientifiques pensent que les fœtus nés d'une mère obèse et développant une épilepsie après la naissance pourraient avoir subi une blessure cérébrale. Autre cause possible : l'inflammation de la mère durant la grossesse perturberait leur développement neurologique. L'obésité de la mère prédispose aussi l'enfant à d'autres complications, comme l'asthme natale ou les anomalies congénitales. Certaines études pointent aussi des effets supposés sur le handicap mental, l'autisme ou les troubles de l'attention. Les scientifiques estiment que la lutte contre l'obésité participera à la lutte contre l'épilepsie et pourrait éviter de nombreux cas.

Illustration : M. Topolanski / F. L.

POURQUOI IL FAUT DÉDRAMATISER L'ÉPILEPSIE

Une personnes qui perd connaissance, tombe au sol et est prise de convulsions : telle est le scénario que l'on se fait d'une crise d'épilepsie. Pourtant, cette maladie qui touche 700 000 personnes en France n'est pas forcément spectaculaire. On fait le point avec le Pr Philippe Derambure, président de la Ligue française contre l'épilepsie.

L'épilepsie est une maladie chronique caractérisée par un dysfonctionnement temporaire intermittent du cerveau (les crises). La maladie peut apparaître à tout âge, même si l'incidence est plus élevée chez les enfants (plus de la moitié des épileptiques le sont devenus avant l'âge de 18 ans). Mais, passé un certain âge, une partie des patients ne fait plus de crise.

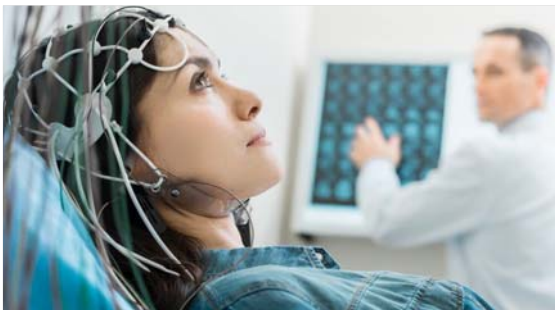
Les causes sont mal connues et probablement multiples. "Dans certains cas, il y a sûrement une origine génétique, ce qui expliquerait pourquoi on trouve plusieurs malades dans une même famille", estime le Pr Philippe Derambure, neurologue au CHRU de Lille et président de la Ligue française contre l'épilepsie. Des malformations ou des lésions cérébrales survenues durant la formation du fœtus peuvent aussi être en cause.

Un infarctus, une hémorragie, une tumeur cérébrale, une maladie dégénérative peuvent aussi provoquer des crises, d'où l'augmentation de la fréquence de la maladie chez les personnes âgées.

LES CRISES D'ÉPILEPSIE NE SONT QU'UN SYMPTÔME

Le Pr Derambure le souligne : "Les crises d'épilepsie ne sont que le symptôme de la maladie et surtout, elles ne sont convulsives que dans 10 % des cas." Pour comprendre leur origine, il faut savoir que le cerveau peut être comparé à un immense réseau électrique : les neurones y communiquent entre eux en propageant des signaux électriques. Chez les personnes épileptiques, une crise survient lorsqu'un groupe de neurones voit son activité électrique s'accroître de façon excessive.

Cette surexcitation peut concerner l'ensemble du cerveau. On parle alors de crise généralisée. Elle se manifeste par des convulsions ou une simple absence de quelques secondes. Lorsque seule une zone du cerveau est affectée, on parle de crise partielle. En fonction de la zone touchée, les symptômes sont très



variables. Il peut s'agir de troubles du langage, d'hallucinations visuelles ou auditives, de sensations de déjà-vu, de troubles de la conscience, ou encore de mouvements involontaires, etc.

UNE CRISE ÉPILEPTIQUE NE SIGNE PAS QU'ON EST ATTEINT D'ÉPILEPSIE

Si épilepsie ne signifie pas toujours convulsions, la réciproque est vraie : une crise de convulsions ne fait pas d'un enfant un épileptique. S'il a moins de 5 ans et que ces convulsions sont survenues alors qu'il avait de la fièvre, il s'agit plus probablement de convulsions fébriles, une réaction à la fièvre certes impressionnante mais le plus souvent bénigne. Si l'enfant a fait une chute ou s'il a reçu un coup sur la tête, les convulsions peuvent être le symptôme d'un traumatisme crânien. Il faut alors consulter sans attendre. "Pour qu'un diagnostic d'épilepsie soit posé, il faut que les crises se répètent et qu'elles soient caractérisées par une anomalie électrographique. Un électroencéphalogramme est donc nécessaire pour le savoir", explique le spécialiste.

ON NE PEUT PAS STOPPER UNE CRISE

Une crise d'épilepsie s'arrête spontanément et aussi brusquement qu'elle est apparue. On ne peut donc rien faire pour la stopper. "Il faut simplement attendre que cela passe, en limitant au maximum ses interactions avec la personne en crise, précise le Pr Derambure. La seule chose que l'on peut faire est de l'éloigner des situations ou des objets dangereux (pousser un rebord de table...). Et tenter de lui faire adopter la position latérale de sécurité (sur le côté, une jambe pliée). Mais, contrairement aux idées reçues, il est inutile, et même dangereux, d'essayer de lui faire mordre quelque chose."

DES TRAITEMENTS ANTIÉPILEPTIQUES EFFICACES EXISTENT

Les épilepsies sont traitées par des médicaments antiépileptiques. Il existe une vingtaine de molécules différentes qui exercent une action sur le seuil de déclenchement des crises et, chez deux tiers des patients, évitent la survenue des crises de manière efficace. "Un seul médicament peut suffire mais, parfois, il faut en combiner plusieurs.

Chez une minorité de patients, ces médicaments ne fonctionnent pas. Pour ces malades, la chirurgie peut être envisagée. Un électroencéphalogramme avec vidéo permet de repérer la zone du cerveau responsable du déclenchement des crises. On peut alors l'enlever (résection) ou la détruire (laser ou radiothérapie ciblée). À condition qu'elle ne soit pas indispensable au fonctionnement du cerveau, ou trop proche d'une zone essentielle.

ON PEUT GUÉRIR DE L'ÉPILEPSIE

Les traitements médicamenteux ne guérissent que les symptômes. La chirurgie, en revanche, permet la guérison puisque la zone responsable est supprimée. Mais, en raison de son caractère invasif et des risques liés à l'opération, elle n'est envisagée que lorsque l'échec des médicaments est constaté. Enfin, certaines épilepsies de l'enfance guérissent spontanément. "Mais comme il n'existe pas de marqueur de la guérison, on ne peut qu'essayer, après 4 ou 5 ans sans crise, de diminuer voire d'arrêter les traitements", précise le Pr Derambure.

EPILEPSIE : DU SPORT POUR CALMER LES CRISES

La pratique régulière du sport contribue à un outil thérapeutique intéressant pour diminuer l'intensité et la fréquence des crises, souligne l'association Epilepsie France.

Les personnes épileptiques ont pas de raison d'être sur le banc de touche en matière de pratique sportive. Au contraire, l'activité physique devrait être davantage considérée comme une corde supplémentaire à l'arc thérapeutique. C'est ce qu'a rappelé l'association Epilepsie France, à l'occasion de la journée internationale de l'épilepsie lunaire 8 février. Michèle Vidal est professeure d'activités physiques spécialisées dans l'éducation sportive de patients épileptiques au centre de lutte contre l'épilepsie de la Teype, près de Va-

lence (Drôme). Son expérience sur le terrain l'a convaincue de l'effet anti-épileptique du sport auprès des patients qu'elle accompagne. "Pour le moment peu d'études scientifiques viennent valider les bienfaits du sport pour le patient épileptique, mais sur le terrain, on observe une réelle diminution de la fréquence et de l'intensité des crises lors de la pratique", explique-t-elle à l'AFP.

Par un mécanisme complexe, le sport arriverait dans le cerveau à prévenir les courts-circuits à l'origine des crises d'épilepsie, ces décharges d'influx nerveux anormaux. "Il y a moins de crises, souvent elles sont moins sévères. Et chez certains patients, cela va améliorer des troubles qui vont accompagner l'épilepsie :

des troubles anxieux, dépressifs, du sommeil...". juge de son côté le Dr Gilles Huberfeld, neurologue à l'Hôpital La Pitié-Salpêtrière à Paris, interrogé par *France24*.

UN AVIS MÉDICAL AVANT DE COMMENCER

Les bienfaits du sport sur les patients seraient multiples. Le bien-être ressentirait le stress, la peur et l'anxiété, facteurs de risque des crises d'épilepsie. Mais les patients gagnent en confiance, se sentent moins stigmatisés à cause de la maladie. Avant de se mettre à un sport, il est conseillé de demander un avis médical qui orientera vers des activités les moins à risque quand on est épilep-



tique. Les activités comme l'escalade, l'alpinisme et la plongée sous-marine sont à éviter par exemple. Et plus généralement toute pratique doit être encadrée par un professionnel.

RASD - AFRIQUE DU SUD Ghali et Ramaphosa conviennent de renforcer les relations bilatérales

Le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Brahim Ghali, et son homologue sud-africain, Cyril Ramaphosa, se sont engagés à renforcer les relations bilatérales entre les deux pays et les deux peuples et à poursuivre leur coordination sur plusieurs questions d'intérêt commun, au cours de leur rencontre en marge des travaux du sommet de l'Union européenne (UE) et de l'Union africaine (UA), tenu jeudi et vendredi à Bruxelles.

Selon l'agence de presse sahraouie, SPS, les entretiens entre MM. Ghali et Ramaphosa, qui se sont déroulés au siège du Conseil de l'UE dans la capitale belge, «ont été l'occasion d'examiner les relations fortes qui lient le Sahara occidental et l'Afrique du Sud et d'échanger les points de vue sur diverses questions internationales et régionales d'intérêt commun».

Les discussions entre les deux présidents ont également porté sur les «positions unifiées des deux pays concernant le continent africain et les efforts déployés pour le développement du continent, en vue de garantir le bien-être des populations africaines et leur souveraineté sur leurs ressources et terres nationales», selon SPS.

Concernant la situation dans les territoires sahraouis occupés, MM. Ghali et Ramaphosa ont échangé leurs points de vue sur les der-



niers développements dans la région sur fond de poursuite de la guerre, après la rupture par l'occupant marocain du cessez-le-feu de 1991 et l'agression menée par ses forces en novembre 2020 à El-Gueguerat. Dans ce contexte, «le président sud-africain a réaffirmé la position constante de Pretoria à l'égard de la situation au Sahara occidental et envers la République sahraouie quant à sa lutte pour

parachever sa souveraineté sur tous ses territoires occupés et ses ressources naturelles», a ajouté la même source. De plus, les deux parties se sont engagées à «renforcer les relations bilatérales entre les deux pays et les deux peuples frères sahraoui et sud-africain», et à «poursuivre leur coordination sur différentes questions d'intérêt commun».

Les entretiens entre les présidents sahraoui et sud-africain ont eu lieu en présence notamment du membre du secrétariat national du Front Polisario chargé de l'Europe et de l'UE, Oubi Bouchraya El Bachir, de l'ambassadeur de la RASD en Ethiopie et son représentant auprès de l'UA, Lamine Abaali et de la ministre sud-africaine des Affaires étrangères, Naledi Pandor.

TUNISIE

L'état d'urgence prolongé jusqu'à la fin de l'année

L'état d'urgence en Tunisie a été prolongé du 19 février au 31 décembre 2022 sur tout le territoire en vertu d'un décret présidentiel publié sur le dernier numéro du Journal officiel de la République tunisienne (JORT), rapporte vendredi l'agence TAP.

Le 18 janvier dernier, il avait été prolongé d'un mois en vertu d'un décret présidentiel. L'état d'urgence a été dé-

creté le 24 novembre 2015 suite à l'attentat terroriste qui a visé un bus de la sécurité présidentielle, faisant 12 morts et 16 blessés. Il a été reconduit sans interruption depuis.

MALI

8 soldats tués et 57 «terroristes neutralisés» dans le nord du pays

Huit soldats maliens ont été tués et 57 «terroristes neutralisés» à Tessit dans le nord du Mali, lors d'une opération de l'aviation malienne, dans une zone où des dizaines de civils sont morts récemment, a annoncé vendredi soir l'armée malienne. «L'état-major des armées informe l'opinion que l'aviation des forces armées maliennes (FAMA) est

intervenu dans l'après-midi du 18 février 2022 au profil d'une patrouille accrochée par des hommes armés non identifiés dans le secteur d'Acham, à l'ouest de Tessit», indique un communiqué de l'armée. «Ladite unité était en reconnaissance offensive de recherche et de destruction de sanctuaires terroristes. Elle avait également en charge des

missions de réassurance et de protection des populations civiles récemment victimes d'exactions extrêmes des groupes terroristes ayant provoqué leurs déplacements forcés du Gourma vers Liptako», précise la même source. «La destruction totale de la base terroriste, consécutive à de violents combats aux alentours de la forêt refuge, a fait 08

morts, 14 blessés, 05 portés disparus et des véhicules détruits côté FAMA.

Les frappes aériennes FAMA ont traité et neutralisé des colonnes de motocycles qui tentaient de submerger l'unité accrochée. Le ratisage a permis de dénombrer 57 terroristes neutralisés et divers matériels détruits», selon le communiqué de l'armée.

ETHIOPIE

L'ONU avertit que la situation humanitaire continue de se détériorer dans le nord de l'Ethiopie

La situation humanitaire dans la région d'Afar, dans le nord de l'Ethiopie, continue de se détériorer en raison du conflit en cours, les déplacements à grande échelle entraînant des besoins croissants, a averti jeudi le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA).

De plus, a noté l'OCHA, du fait de l'insécurité, les Nations unies et les organisations non gouvernementales partenaires ne peuvent pas accéder à de nombreux sites où les personnes déplacées par les combats se sont réfugiées, précisant que près de 80.000 enfants et femmes enceintes et allaitantes dans 7 districts bénéficient actuellement de programmes d'alimentation complémentaire pour lutter contre la malnutrition, tandis que des équipes mobiles de santé et de nutrition fournissent une assistance dans 14 districts. Dans la ré-

gion voisine du Tigré, des fournitures médicales supplémentaires ont été transportées par avion vers Mekele, la capitale de la région du Tigré au cours de la semaine dernière.

Vendredi, l'Organisation mondiale de la santé a transporté par avion 10 tonnes de fournitures médicales, notamment du matériel médical, des antibiotiques et des médicaments contre le paludisme, mais la quantité de fournitures pouvant être transportées par avion reste limitée, a déclaré l'OCHA.

En outre, bon nombre de ces fournitures ne peuvent pas encore être distribuées aux établissements de santé du Tigré en raison du manque persistant de carburant dû en particulier à la suspension continue des convois de camions vers le Tigré, y compris les camions-citernes.

Au cours des dernières semaines,

moins de 7.000 personnes ont reçu une aide alimentaire, mais avec des rations réduites.

Dans le cadre de la récente campagne de vaccination contre la rougeole au Tigré, plus de 60.000 enfants de moins de 5 ans et environ 11.000 femmes enceintes et allaitantes ont été dépistées pour la malnutrition, et plus de 20 % des enfants et 55 % des femmes souffraient de malnutrition aiguë, a-t-il ajouté. Parallèlement, l'aide humanitaire se poursuit dans la région d'Amhara dans le nord du pays.

Au cours de la semaine dernière, plus de 127.000 personnes ont reçu une aide alimentaire, tandis que certaines zones du nord de la région sont toujours inaccessibles aux humanitaires en raison de problèmes de sécurité, et de nouveaux déplacements continuent d'être signalés, a indiqué l'OCHA.

GÉNOCIDES DES TUTSI DU RWANDA Védrine se défend devant la justice

L'ancien secrétaire général de l'Elysée Hubert Védrine a dénoncé vendredi «des accusations monstrueuses» sur son rôle et celui de la France dans le génocide des Tutsi du Rwanda en 1994, lors d'une audience en diffamation contre l'ancien militaire Guillaume Anceel.

Près d'un an après la publication du rapport Duclert ayant conclu à des «responsabilités lourdes et accablantes» de la France dans cette tragédie, M. Védrine poursuivait M. Anceel pour injure publique et diffamation.

En cause, une série de 24 publications, tweets et articles publiés par M. Anceel entre mars et juillet 2021. «A titre personnel, et en tant qu'ancien collaborateur et admirateur de François Mitterrand, j'en suis arrivé à la conclusion que trop c'est trop», a déclaré M. Védrine, en s'indignant à plusieurs reprises contre des «accusations monstrueuses» et en se livrant une nouvelle fois à une défense de la politique française menée par l'ancien président socialiste entre 1990 et 1994.

«Il est monstrueux de penser que la France de François Mitterrand a pu contribuer, même de façon indirecte, à un génocide alors que la politique française visait justement à l'empêcher», a-t-il dit, «même si elle n'a pas réussi».

Sur son propre rôle de secrétaire général de l'Elysée à cette période, «je ne me suis jamais spécialement occupé de l'affaire du Rwanda, j'avais mille choses à traiter», a affirmé le responsable qui fut également ministre des Affaires étrangères de 1997 à 2002.

Premier à prendre la parole lors de l'audience, le prévenu Guillaume Anceel, ex-militaire déployé au Rwanda pendant Turquoise, opération controversée militaire-humanitaire française de fin juin à fin août 1994, a expliqué avoir voulu demander des «explications» à des responsables d'une politique «qui nous a menés aux portes de l'enfer».

Qualifié par l'historien Stéphane Audouin Rouzeau, cité comme témoin, de «lanceur d'alerte», M. Anceel a estimé que son accusateur voulait «le faire taire».

Il a exhorté M. Védrine à avoir «le courage d'expliquer pourquoi, à l'Elysée, ils ont apporté un soutien au régime génocidaire, quelles sont les raisons pour lesquelles ils se sont fourvoyés à ce point».

«Je n'ai jamais prêté d'intention génocidaire à M. Védrine», a répété M. Anceel, tout en estimant que l'ancien responsable «portait des thèses négationnistes en reprenant le thème du double génocide» contre les Hutu, ce qu'a nié M. Védrine.

Dans sa plaidoirie, l'avocat de M. Védrine, Me Alexandre Mennucci, a accusé M. Anceel d'avoir «bafoué la présomption d'innocence, le respect dû aux personnes, ou l'exigence du respect d'un débat contradictoire».

La partie civile réclame le retrait des publications litigieuses, la publication du jugement, un euro de dommages et intérêts.

La procureure a estimé que sept des publications tombaient sous le coup de la diffamation, et que la publication où M. Védrine était comparé à un négationniste de la Shoah était bien constitutive d'une injure. L'avocate de la défense, Me Elise Le Gall, a pour sa part plaidé la relaxe de son client, dont les propos s'appuient selon elle sur le travail des historiens de la commission Duclert.

«Oui, les propos de Guillaume Anceel peuvent être provoquants, peuvent heurter la sensibilité personnelle de M.

Védrine», a-t-elle reconnu, mais elle a fait valoir «la bonne foi» et l'«intérêt du débat public».

Le rôle de la France au Rwanda entre 1990 et 1994, objet de débats passionnés pendant des décennies, et qui a empoisonné les relations entre les deux pays, a trouvé une réponse historique avec la publication du rapport Duclert en mars 2021.

Ce rapport de plus de 1000 pages, fruit de deux années d'analyse des archives françaises, a conclu aux responsabilités «lourdes et accablantes» de la France et mis en cause le président d'alors François Mitterrand et son entourage, «aveuglés idéologiquement».

Le rapport Duclert, qui avait toutefois écarté toute «complicité» de génocide de la France, a permis un réchauffement spectaculaire des relations entre Paris et Kigali.

Le génocide au Rwanda, orchestré par le régime extrémiste hutu, a fait plus de 800.000 morts, essentiellement Tutsi, massacrés entre avril et juillet 1994. La décision a été mise en délibéré et le jugement sera rendu le 16 mai.

CRISE RUSSO-UKRAINIENNE

Poutine supervise des manoeuvres militaires, les incidents sur le front se multiplient

Le président russe Vladimir Poutine assiste samedi à des manoeuvres militaires de grande ampleur et à des essais de missiles, alors que les Etats-Unis se disent convaincus que la Russie a décidé d'envahir l'Ukraine de façon imminente et que les incidents sur la ligne de front s'accroissent.

Les craintes d'une attaque russe sont à leur comble en raison de la multiplication des violations du cessez-le-feu entre séparatistes prorusse et forces ukrainiennes qui se battent depuis 2014 dans l'est de l'Ukraine, dans un conflit qui a déjà fait plus de 14.000 morts.

Les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont fait état samedi d'une «augmentation spectaculaire» de ces violations. Selon eux, le nombre d'incidents armés sur la ligne de front est désormais identique à celui d'avant juillet 2020, date à laquelle avait été conclu un accord pour renforcer le cessez-le-feu.

L'agence d'Etat russe Ria Novosti a rapporté vendredi deux explosions, dont celle d'un oléoduc, à Lougansk, ville de l'est de l'Ukraine tenue par les séparatistes.

Et les autorités des territoires sécessionnistes prorusse ont ordonné l'évacuation des civils vers la Russie.

Le Kremlin continue de nier toute intention d'attaquer son voisin, mais réclame des garanties pour la sécurité de la Russie, comme le retrait de l'Otan d'Europe de l'Est, ce que l'Occident refuse. Le président américain Joe Biden s'est déclaré «convaincu» vendredi que Vladimir Poutine avait décidé d'envahir l'Ukraine, et que la multiplication des



heurts visait à créer une «fausse justification» pour lancer l'offensive dans la semaine ou même les jours qui viennent. Mais il a laissé la porte ouverte au dialogue.

Tant qu'une invasion ne s'est pas produite, «la diplomatie est toujours une possibilité», a-t-il estimé, annonçant une rencontre entre son secrétaire d'Etat Antony Blinken et le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov jeudi prochain.

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky doit de son côté rencontrer samedi à Munich des dirigeants occidentaux, dont la vice-présidente américaine Kamala Harris. Washington estime que la Russie dispose de 190.000 hommes aux abords de l'Ukraine et sur son territoire, en comptant les forces séparatistes.

C'est «la plus grande concentration de troupes militaires» depuis la Guerre froide, a dit le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, jugeant que Moscou

était «en mesure, sans autre forme d'avertissement, d'attaquer». Le Pentagone a affirmé vendredi qu'entre 40% et 50% de ces troupes russes sont «en position d'attaques», et que les heurts sur la ligne de front font partie d'une «campagne de déstabilisation de l'Ukraine» préliminaire à une invasion.

Le ministre de la Défense américain Lloyd Austin a lui aussi affirmé à la chaîne ABC que la Russie avait rassemblé les éléments «nécessaires à une invasion réussie».

«Je ne crois pas que ce soit du bluff», a-t-il déclaré.

La Russie n'a jamais divulgué le nombre de ses soldats massés aux frontières de l'Ukraine ou participant à des manoeuvres au Bélarus voisin. Le ministre russe de la Défense a annoncé que M. Poutine superviserait personnellement samedi des manoeuvres militaires, avec notamment des tirs de missiles balistiques et de croisière capables de porter des charges nucléaires.

Ces exercices mobiliseront des forces du district militaire Sud, les forces aérospatiales, les flottes du

Nord et de la mer Noire ainsi que les «forces stratégiques».

Ces dernières sont équipées de missiles à portée intercontinentale, de bombardiers stratégiques, de sous-marins, de navires de surface et d'une aviation navale porteuse de missiles conventionnels.

Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a assuré qu'il s'agit d'un «processus d'entraînement régulier».

L'Occident unanime a promis à Moscou des sanctions économiques dévastatrices en cas d'invasion de l'Ukraine.

Elles feraient de la Russie un «paria», a encore martelé vendredi un responsable américain.

Mais Vladimir Poutine a de nouveau balayé la menace: «Les sanctions seront introduites quoi qu'il arrive».

Qu'il ait une raison ou pas, ils en trouveront une car leur but est de freiner le développement de la Russie».

Toute la journée de vendredi, les belligérants dans l'est de l'Ukraine se sont accusés de violer une trêve et d'utiliser d'armes lourdes.

Le président de la chambre basse du Parlement russe, Viatcheslav Volodine, a assuré que la Russie allait «défendre» les «citoyens russes» qui vivent dans les territoires séparatistes en Ukraine si leurs vies étaient «menacées».

«Si la guerre commence, c'est l'Europe qui deviendra le théâtre des hostilités», a-t-il prévenu.

PALESTINE

Nouveaux heurts à Al Qods-Est entre policiers de l'occupant sioniste et Palestiniens

Des affrontements ont opposé vendredi la police de l'occupant sioniste à des manifestants marquant leur soutien à des familles palestiniennes menacées d'expulsion dans le quartier de Cheikh Jarrah à Al Qods-Est, occupée et annexée par l'entité sioniste.

Déployant des tapis de prière sur l'asphalte d'une rue, des Palestiniens ont prié avant d'être rejoints par des manifestants opposés à l'éviction de Palestiniens de ce quartier devenu le symbole de la lutte contre la colonisation de l'entité sioniste à Al Qods-Est.

«Mon devoir comme Palestinien est d'être ici avec tout Palestinien luttant pour sa terre», a déclaré Abdallah Grifat, 30 ans. Sommés par les forces de police de l'occupant sioniste de libérer le passage, les manifestants ont refusé. La police montée a alors chargé la petite foule, selon des journalistes sur place. Un journaliste a vu deux personnes détenues par des policiers.

Des manifestants palestiniens ont également affronté les forces de l'occupant sioniste à Al Khalil et à Beita en Cisjordanie, territoire palestinien occupé par l'entité sioniste depuis 1967.

A Beita, dans le nord de la Cisjordanie, un photographe a été blessé par une balle en caoutchouc tirée par les forces de l'occupant sioniste.

Selon l'agence palestinienne Wafa, 23 Palestiniens ont été blessés.

Dimanche, des heurts à Cheikh Jarrah avaient opposé la police de l'occupant sioniste à des manifestants palestiniens dont 31 blessés ont été blessés, à la suite de la visite d'un député d'extrême droite de l'entité sioniste venu soutenir les habitants juifs.

Le mouvement de la résistance palestinienne Hamas a averti jeudi que «la violation des lignes rouges à Cheikh Jarrah» pourrait «préparer l'atmosphère pour la prochaine explosion».

Vendredi, des représentants du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha), accompagnés de membres d'ONG palestiniennes, ont rendu visite à l'une des familles qui pourrait se voir expulser.

«L'ONU a maintes fois appelé à observer une pause dans les expulsions et démolitions en Cisjordanie, y compris à Al Qods-Est», a déclaré dans un communiqué l'Ocha.

Les attaques de l'entité sioniste à Cheikh Jarrah «ne détourneront pas notre peuple de leur objectif, à savoir la création d'un Etat palestinien indépendant avec Al Qods-Est pour capitale», a déclaré le porte-parole de l'Autorité palestinienne, Nabil Abou Roudeina, cité par Wafa. Plus de 300.

000 Palestiniens et 210.000 colons israéliens vivent aujourd'hui à Al Qods-Est. La colonisation est illégale au regard du droit international.

Le Kremlin confirme un appel Poutine-Macron dimanche

Le Kremlin a confirmé que le président russe Vladimir Poutine allait s'entretenir dimanche au téléphone avec son homologue français Emmanuel Macron, pour discuter du conflit dans l'est de l'Ukraine.

L'appel est «à l'agenda des présidents» pour dimanche, a indiqué le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov.

Vendredi soir, l'Elysée a annoncé cet appel destiné à «éviter le pire» en Ukraine.

Emmanuel Macron doit également s'entretenir avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky samedi.

La situation s'est sensiblement dégradée ces dernières heures, les forces armées ukrainiennes et les séparatistes prorusse s'accusant mutuellement samedi de violations graves du cessez-le-feu dans l'est de l'Ukraine, où les dernières attaques ont fait au moins un mort.

Il faut «tout tenter, tout faire pour que le pire n'arrive pas», avait martelé la présidence française.

Les craintes d'une attaque russe sont à leur comble en raison de la multiplication des violations du cessez-le-feu entre séparatistes prorusse et forces ukrainiennes qui se battent depuis 2014 dans l'est de l'Ukraine, dans un conflit qui a déjà fait plus de 14.000 morts.

Les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont fait état samedi d'une «augmentation spectaculaire» de ces violations.

Selon eux, le nombre d'incidents armés sur la ligne de front est désormais identique à celui d'avant juillet 2020, date à laquelle avait été conclu un accord pour renforcer le cessez-le-feu. Le Kremlin ne cesse de démentir toute intention d'attaquer son voisin, mais réclame des garanties pour la sécurité de la Russie, comme le retrait de l'Otan d'Europe de l'Est, ce que l'Occident refuse.

APS

USA

Une Américaine plaide coupable d'avoir aidé son mari à vendre des secrets militaires

La femme d'un ingénieur de la Marine américaine a admis vendredi devant la justice fédérale avoir aidé son mari à tenter de vendre des secrets sur des sous-marins à propulsion nucléaire à une puissance étrangère.

Diana Toebe, 46 ans, a reconnu avoir fait le guet quand son mari, Jonathan, déposait dans des lieux convenus à l'avance des documents classés secret-défense sur la technologie des sous-marins américains à propulsion nucléaire, selon le ministère de la Justice.

Jonathan Toebe, 43 ans, avait déjà plaidé coupable lundi devant un juge fédéral en échange d'un peine de prison comprise entre 12 ans et demi et 17 ans et demi.

Mais Diana, enseignante dans une école privée, avait jusqu'à vendredi maintenu son innocence.

Avec cet accord de plaider coupable, elle encourt un maximum de trois ans

de prison. L'affaire rocambolesque avait été révélée en octobre 2021 avec l'arrestation du couple, accusé d'avoir cherché à vendre des informations à une puissance étrangère non-identifiée. Les documents judiciaires laissent simplement entendre qu'il s'agit d'un allié des Etats-Unis non-anglophone.

Jonathan Toebe travaillait depuis 2012 à la conception des réacteurs de sous-marins de la classe Virginia, la dernière génération des submersibles d'attaque de la flotte américaine.

En avril 2020, il avait adressé un colis à un pays tiers avec de premiers documents et des instructions pour établir un contact, promettant de livrer «des informations de grande valeur».

Le colis était parvenu en décembre 2020 à l'attaché de la police fédérale américaine dans ce pays non-identifié. Un enquêteur du FBI, sous couverture, avait alors



établi le contact avec l'ingénieur en se faisant passer pour un représentant de ce pays qui a coopéré avec la justice américaine.

Jonathan Toebe avait reçu entre juin et août 2021 des paiements en cryptomonnaies pour 100.000 dollars, en échange d'informations confidentielles de la marine. Ces données étaient contenues dans des cartes SD cryptées, déposées par le couple dans des «boîtes aux lettres» et dissimulées dans un sandwich au beurre de cacahuètes, un paquet de

chewing-gum ou un emballage de pansement.

Outre les Etats-Unis, la Russie, la Chine, le Royaume-Uni, la France et l'Inde possèdent une flotte de navires à propulsion nucléaire. Les sous-marins à propulsion nucléaire américains ont été au centre d'une grave crise diplomatique en septem bre 2021, quand l'Australie a annulé un mégacontrat avec la France pour annoncer un partenariat stratégique avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

L'ASSOCIATION DU THÉÂTRE DE BOUDOUAOU (BOUMERDES) Une expérience pionnière de trois décennies

L'Association du théâtre de Boudouaou (Boumerdes) occupe aujourd'hui une place de choix sur la scène culturelle locale, grâce à son expérience pionnière de trois décennies d'activité théâtrale sans interruption.



L'aura de l'Association a même gagné de l'ampleur sur la scène nationale, ces dernières années, dans le sillage de sa participation à différents festivals du théâtre à travers le pays.

Une participation couronnée par plusieurs prix récompensant une production théâtrale de qualité et un travail professionnel tant au plan de l'écriture théâtrale que de la mise en scène et du décor.

Sur une vingtaine d'œuvres théâtrales (pièces théâtrales pour enfants et adultes, monologues, opéras) signées ces dernières années par l'Association du théâtre de Boudouaou, se distinguent, notamment, les pièces pour enfants «Echebka», «Errih oua el merbouhin», «Etmoulek ya kheddin», «El Bildozi» et «Es-sadikane», a indiqué le président de l'Association Redouane Zougari.

A ces œuvres s'ajoutent «Opéra Echahid», «Hetta Elouine» du réalisateur Abdelouahab Bouhram, écrite par Antar Hellal, ainsi que «Kounsa» écrite et mise en scène par Abdelrezak Kouadri Hebbaz, et l'œuvre chorégraphique «Baada El Houb».

Activités et festivals en dépit des moyens modestes

La place de choix réservée à l'Association sur la scène culturelle locale est aussi le fruit d'un travail sans relâche,

pour l'organisation et le maintien d'une activité diversifiée et de festivals du théâtre, en dépit des modestes moyens dont elle dispose. L'un des plus importants événements culturels initié et maintenu par l'Association est «Les Journées théâtrales pour enfants», qui enregistrent annuellement une participation importante de troupes de différentes wilayas.

Il y a lieu de citer aussi «Les Journées théâtrales de Boudouaou» qui sont à leur 15^e édition, cette année.

L'Association du théâtre de Boudouaou, qui compte une centaine d'adhérents dont de jeunes comédiens et des professionnels, organise également des sessions de formation dans le quatrième art au profit de ceux qui veulent intégrer le monde du théâtre, a indiqué M. Zougari. «C'est dans le cadre de ces formations que l'Association a produit, en collaboration avec la maison de la culture «Rachid Mimouni» de la ville de Boumerdes, deux œuvres artistiques expérimentales intitulées «El Aardha» et «Rou-zani», a fait savoir son président.

Une école de Musique a été, par ailleurs, créée ces dernières années par l'Association, dans le but de dispenser des formations en chant et musique andalouse, pour enfants et adultes.

Chaque session de formation compte une trentaine d'inscrits issus des quatre coins de Boumerdes ainsi que des wilayas voisines.

L'Association du théâtre de Boudouaou a vu le jour dans les tréfonds d'un petit et modeste local du Centre culturel de la ville de Boudouaou (au nord de Boumerdes) qui a marqué ses premiers pas dans le monde du théâtre.

Elle a été créée par un groupe de jeunes instruits et conscients de l'importance et du rôle du quatrième art dans notamment l'animation de la scène culturelle, en proposant au public des productions diverses et continues, durant toutes ces années.

M. Zougari a indiqué que son association, a été créée en 1993 par des comédiens, metteurs en scène et écrivains, qui ont émergé, à partir de 1989, dans l'activité théâtrale par leurs performances au sein de la troupe théâtrale «Idjilhad», dont les membres actifs ont eu l'idée de fonder l'Association du théâtre de Boudouaou.

Les membres fondateurs de l'Association se sont d'abord organisés en association culturelle, puis en coopérative théâtrale activant au niveau de la maison de la culture de Boudouaou et qui porte son nom actuel: «Association du théâtre de Boudouaou.

TIMIMOUN 180 jeunes filles bénéficient d'une formation en tapisserie avec teinture naturelle

Plus de 180 jeunes filles ont bénéficié à Timimoun d'une formation dans le domaine de la tapisserie avec usage de teinture naturelle à base de végétaux, financée dans le cadre du programme CapDel (programme de renforcement des capacités des acteurs locaux), a-t-on appris vendredi de l'association encadrant l'opération.

Pilotée par l'association des droits de l'enfant, de l'adolescent et de la femme rurale à Timimoun, le projet, lancé depuis deux ans, a été conçu en vue de réhabiliter le métier de la tapisserie avec teinture naturelle, dont était réputée la région du Gourara et qui a commencé à se perdre dès les années 30 du siècle dernier, en raison de plusieurs facteurs hétérogènes, notamment l'invasion de la teinture chimique, à la fois couteuse et nuisible pour la santé, a affirmé le président de l'association, Youcef Kaddiri.

Ce tapis traditionnel a orné les musées, nationaux et à l'étranger, à l'instar du musée des Beaux arts du «Bardo» en tant que symbole du génie de la femme de l'époque précitée, raison pour laquelle l'association s'est fixée

comme objectif de le réhabiliter, pour ses avantages multiples, a-t-il ajouté. L'association s'est attelée à la culture de plantes ornementales et de teinture, avec le concours de l'Institut agricole de Timimoun, en plus de l'initiation de sessions de formation pour la femme rurale et les jeunes filles des ksour, pour les initier aux modes d'utilisation de la teinture végétale et l'étendre aux artisans et tisseurs, en tant que segment de l'artisanat traditionnel.

La session de formation en teinture végétale naturelle au profit des jeunes filles des ksour a été sanctionnée jeudi par une remise de diplômes aux stagiaires par les autorités de la wilaya de Timimoun. La cérémonie a été l'occasion de valoriser les activités de l'association précitée, qui entretient en droite ligne des orientations des pouvoirs publics de créer des activités dans les zones d'ombre et de promouvoir la formation de la famille productrice à travers, entre autres, l'ouverture d'ateliers de tapisserie avec le soutien d'organismes publics tels que l'Agence nationale de gestion du microcrédit.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

WILAYA DE CHLEF
ÉTABLISSEMENT PUBLIC HOSPITALIER
ZIGHOUD YOUCEF

TENES

N°: 02/2022

N° FISCALE: 00070202902020262

N° Tél: 027-45-31-63/61

N° FAX : 027-45-31-64/65

N° article d'imposition: 02025090011

2eme AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITÉS MINIMALES N°01/2022 E.P.H ZIGHOUD YOUCEF TÉNÈS

Conformément à l'article N° 29 du décret présidentiel N° 15/247 du 16 Septembre 2016 portant réglementation des marchés publics. L'établissement public hospitalier de ZIGHOUD YOUCEF Ténès
Lance un 2eme avis d'appel d'offre national restreint pour :

L'APPROVISIONNEMENT EN ALIMENTATION GENERAL

Selon les lots suivants:

LOT N° 01 : viande rouge fraîche.

LOT N° 03 : pain et gâteaux.

Les soumissionnaires intéressés par cet avis d'appel d'offre peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau des marches de l'établissement public hospitalier de ZIGHOUD YOUCEF Ténès

Conformément à l'article 67 du décret présidentiel n°15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

1- Le Dossier De Candidature Contient :

- Une déclaration de candidature dûment datée, remplie et signée selon model ci-joint.
- Déclaration de probité dûment datée, remplie et signée selon model ci-joint.
- Une copie de l'extrait de registre du commerce;
- Une copie de l'attestation de mise à jour de la CNAS en cours de validité (la date de délivrance ne doit pas dépasser trois (03) mois à la date de soumission)
- Une copie de l'attestation de mise à jour de la CASNOS en cours de validité (dont date de délivrance ne dépasse pas trois (03) mois à la date de soumission).
- Une copie de L'extrait de rôle du soumissionnaire, apuré ou avec échéancier de paiement, daté de moins de trois (03) mois à la date de soumission délivré par les services des impôts compétents ;
- Une copie de l'extrait d'assujetti ou non assujetti à la TVA C20.
- Une copie de l'extrait du casier judiciaire, daté de moins de trois (03) mois, au nom du soumissionnaire lorsqu'il s'agit d'une personne physique, et du gérant ou du directeur général de la société lorsqu'il s'agit d'une société.
- Une copie du numéro d'identification fiscale (NIF).
- Les capacités techniques: moyens humains et matériels et références professionnelles.(chaque fournisseur doit

Procéder au moins deux attestation de bonne exécution pour éviter l'élimination.) Le montant de chaque lot :

« 03 »:300 000.00 DA

« 01 » :2 500.000.00 DA

- Tous documents permettant d'évaluer

2- L'offre technique Contient :

- Une déclaration à souscrire selon le modèle annexé au présent cahier des charges dûment remplie, datée et signée par le soumissionnaire.
- Le présent cahier des charges portant dans sa dernière page la mention « lu et accepté », daté et signé par le soumissionnaire.
- Délai de livraison des marchandises.
- Une mémoire technique justificatif.

3- L'offre financière:

- Lettre de soumission selon le modèle ci joint dûment remplis et signée et cachetée.
- bordereau des prix unitaires dûment rempli, signé et cacheté.
- détail quantitatif et estimatif dûment rempli, signé et cacheté.

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination du soumissionnaire, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « DOSSIER DE CANDIDATURE ».

« OFFRE TECHNIQUE » ou « OFFRE FINANCIERE », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, portant la mention suivante :

2eme AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
AVEC EXIGENCE DES CAPACITÉS MINIMALES

N° 01 /2022EPH ZIGHOUD YOUCEF Ténès

APPROVISIONNEMENT EN ALIMENTATION GENERAL

Durant L'année 2022

Lot N°:.....

* A Ne Pas Ouvrir Que Par La Commission D'ouverture

Des Plis Et D'évaluation Des Offres *

La date et l'heure limite de dépôt des offres est fixée 10 Jours à partir de la première date de parution dans les journaux ou BOMOP, à 14.00 heures, même jour et heure d'ouverture des plis. En présence des soumissionnaires.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 180 (cent quatre vingt jours) .

ARGENTINE

L'Argentine envisage de lancer des fusées spatiales à partir de son territoire

L'Argentine envisage de mettre en orbite ses satellites via ses propres fusées spatiales qui pourront être lancées à partir d'une station de lancement située dans l'Est du pays.



La Commission des activités spatiales (CONAE) a annoncé qu'elle veut relever le défi de lancer des fusées spatiales expérimentales avant fin 2023 depuis l'Argentine, après avoir installé la plateforme et l'infrastructure nécessaires dans le centre de Bahia Blanca (630 au sud de Buenos Aires).

Selon des déclarations rapportées par l'Agence de presse Telam, le directeur exécutif de CONAE, Raul Kulichevsky, a précisé que le lanceur argentin «Tronador» pourra

mettre en orbite des satellites pesant jusqu'à 500 kilos à des altitudes de 400 à 700 kilomètres. Selon Telam, le ministre de la Science et de l'Innovation a relancé le programme spatial destiné à l'élaboration des véhicules et des lanceurs expérimentaux ainsi que l'infrastructure nécessaire, après avoir injecté des fonds d'environ 4,5 milliards de pesos (environ 45 millions de dollars). Kulichevsky a expliqué que le but ultime de l'Argentine est de pouvoir fournir un service complet

pour le lancement de satellites nationaux, privés ou des agences spatiales dans la région, à un prix compétitif. Il a argumenté que la base spatiale située à Bahia Blanca «se trouve dans une position très intéressante pour le lancement de satellites en orbite basse, qui sont celles qui répondent le mieux aux besoins des satellites d'observation de la Terre». En janvier dernier, l'Argentine avait mis en orbite le premier mini-satellite, qui pèse 461 grammes, dédié à l'amélioration de la connectivité

Internet dans les immenses zones rurales du pays.

Lancé de la station Cap Canaveral, aux Etats-Unis, le mini-satellite argentin est le premier de 130 autres engins similaires qui seront envoyés dans l'espace au cours des trois prochaines années. Selon les responsables argentins, le déploiement de cette technologie dans l'espace permettra de surveiller en permanence les récoltes, la sécheresse ou d'autres variables météorologiques qui affectent l'agriculture.

APS

CYBERATTAKES VISANT L'UKRAINE
Londres accuse à son tour Moscou qui nie

Le Royaume-Uni a à son tour imputé vendredi soir à la Russie les cyberattaques qui ont visé le secteur financier ukrainien, dans lesquelles Moscou a nié toute implication.

«Le gouvernement britannique juge que le renseignement militaire russe (GRU) était impliqué dans les attaques» informatiques «cette semaine (...) contre le secteur financier en Ukraine», a déclaré un porte-parole du ministère des Affaires étrangères dans un communiqué, au moment où les tensions sont à leur comble dans la crise avec la Russie autour de l'Ukraine.

«Ce comportement perturbateur est inacceptable, la Russie doit cesser ces activités et respecter la souveraineté ukrainienne», a poursuivi le porte-parole, peu après que les Etats-Unis ont accusé Moscou d'être «responsable» des attaques contre les deux banques publiques, mais aussi contre des sites internet militaires ukrainiens.

Le communiqué britannique souligne que la décision de «publiquement attribuer cet incident souligne le fait que le Royaume-Uni et ses alliés ne toléreront aucune cyberactivité malveillante».

Le texte précise que le centre national britannique de cybersécurité estime que le renseignement militaire russe est «presque certainement» impliqué dans l'attaque informatique des mardi et mercredi.

Les autorités ukrainiennes avaient pointé du doigt «l'agresseur», expression généralement utilisée pour désigner la Russie, après cette cyberattaque qui avait visé selon Kiev les sites du ministère de la Défense et des forces armées du pays, ainsi que les banques Privatbank et Ochtchabank.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE LA JUSTICE
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE
ET DE LA RÉINSERTION

ETABLISSEMENT DE RÉÉDUCATION AIN OULMANE
NUMÉRO D'IDENTIFICATION FISCALE (NIF): 417004001019130

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONALE AVEC
EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES

Un avis d'appel d'offres ouvert national avec exigence de capacités minimales est lancé pour l'approvisionnement de l'établissement de rééducation Aïn Oulmane et ses annexes (rééducation Aïn Azel) en denrées alimentaires, en **lot n°09 : Pain ordinaire et gâteaux**.

Les soumissionnaires (physiques et morales) intéressés par le présent avis, inscrit au registre de commerce électronique, en relation avec l'objet du marché, (Les détaillants sont acceptés dans le lot 09 : Pain ordinaire et gâteaux), et disposant des moyens de transport appropriés et références professionnelles dans l'objet du lot, Justifié par un certificat de bonne exécution, au moins un intérêt public délivré a été contracté au cours des cinq (05) dernières années, pour effectuer le service demandé peuvent retirer le cahier des charges auprès du service économat de l'établissement de rééducation Aïn Oulmane sis à AIN OULMANE SETIF contre le paiement de **3.000 DA** non remboursable.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires ci-dessous mentionnées, doivent être déposées à l'adresse ci-dessus et présentes suivant la formule suivante :

Une enveloppe fermée contenant l'offre candidature, et une enveloppe fermée contenant l'offre technique et une enveloppe fermée contenant l'offre financière. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme comportant la mention :

*** Il n'est ouvert que par le Comité d'ouverture et d'évaluation des enveloppes.
Annonce d'un appel à propositions ouvert national avec exigence de capacité minimale 01/E.R.A.O/2022**

Fournir de l'alimentation générale au restaurant de l'établissement rééducation Aïn Oulmane et ses annexes (établissement de rééducation Aïn Azel)

(Lot n°09 le nom du lot Pain ordinaire et gâteaux)

Conformément aux instructions contenues dans le cahier des charges.

1- Dossier de candidature :

- Déclaration de candidature remplie datée et signée, par le candidat.
- Déclaration de probité remplie datée, signée et cachetée par le candidat
- Toutes les pièces exigées dans l'article n° 06 alinéa « A » du cahier des charges.

2- L'offre technique comprendra :

- La déclaration à souscrire dûment remplie datée et signée, selon le modèle ci-joint.
- Le présent cahier des charges signé et paraphé par le soumissionnaire.
- Mémoire technique justificatif.

3- L'offre financière comprendra :

- La soumission dûment remplie datée signée, selon le modèle ci-joint.
- Le bordereau des prix unitaires dûment remplie daté et signé et cacheté par le soumissionnaire.
- Le devis quantitatif - estimatif de l'offre dûment remplie daté signé et cacheté par le soumissionnaire.

La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours à partir de la première parution de cet avis d'appel d'offres dans les quotidiens nationaux ou dans le BOMOP.

Si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai égal à la durée de préparation des offres telle que mentionnée ci-dessus, augmentée de **trois (03) mois**.

Le jour et l'heure limite de dépôt des offres correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres de **08 h 00 à 12 h 00**

Par le présent avis les soumissionnaires sont invités à la séance d'ouverture des plis qui aura lieu le dernier jour de la durée de préparation des offres à **13 h 00** au siège de l'établissement.

DK NEWS

Anep : 2216002960 du 20/02/2022

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA POPULATION DE LA WILAYA D'ALGER
NIF N° 40801600016049AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

N° 07/2022

Fourniture et pose des groupes électrogènes de 1000 KVA pour l'Etablissement Hospitalier Spécialisé en Urgences Medico-Chirurgicales a Zeralda.

La Direction de la Santé et de la Population de la Wilaya d'Alger lance un Appel d'Offres national ouvert avec exigence de capacités minimales relatives à l'opération : Fourniture et pose des groupes électrogènes de 1000 KVA pour l'Etablissement Hospitalier Spécialisé en Urgences Medico-Chirurgicales a Zeralda.

Ne sont admis à soumissionner que les fabricants ou grossistes répondant aux critères cités ci-dessous :

1-Capacités Professionnelles :

Ayant un registre de commerce, délivrée par la chambre de commerce.

2-Capacité financière :

Ayant réalisé une moyenne du chiffre d'affaire durant les trois (03) dernières années (2018, 2019 et 2020) ≥ 15 000 000,00 DA, justifiée par les copies des bilans financiers portant accusé de réception des services des impôts et visés par un commissaire aux comptes.

Dossier de candidature contient : Déclarations de candidature et de probité, certificat de qualification et de classification professionnelle, attestations de bonne exécution, bilans financiers des 03 dernières années (2018, 2019 et 2020), moyens humains, moyens matériels

offre technique contient : déclaration à souscrire, mémoire technique, moyens humains, moyens matériels et le cahier des charges portant à la dernière page la mention manuscrite « Lu et accepté » PV du visite du site; **offre financière contient :** lettre de soumission, bordereau des prix unitaire, détail quantitatif et estimatif.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées avec indication de la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière ». Ces enveloppes sont mises dans une enveloppe extérieure cachetée et anonyme portant la mention suivante :

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N° 07/2022

Fourniture et pose des groupes électrogènes de 1000 KVA pour l'Etablissement Hospitalier Spécialisé en Urgences Medico-Chirurgicales a Zeralda.

Les offres doivent être déposées à la Direction de la Santé et de la Population de la Wilaya d'Alger.

La durée de préparation des offres est fixée à **quinze (15) jours**, à compter de la première publication de l'avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou les quotidiens nationaux.

La date et l'heure limite de dépôt des offres correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres à 12 H 00 mn.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis qui aura lieu à la Direction de la Santé et de la Population de la Wilaya d'Alger, le jour de dépôt des offres à 13h 00.

La durée de validité des offres est égale à « la durée de préparation des offres augmenté de trois mois ».

DK NEWS

Anep : 2216003018 du 20/02/2022

JEUX MÉDITERRANÉENS ORAN 2022

«Plus d'un milliard DA pour la préparation des sportifs algériens»

Les pouvoirs publics ont réservé une enveloppe de 1,4 milliard DA pour la préparation des athlètes algériens en prévision de la 19e édition des Jeux méditerranéens à abriter par Oran l'été prochain en vue de récolter le plus grand nombre de médailles, a affirmé jeudi à Oran le ministre de la Jeunesse et des Sports Abderrazak Sebgag.

Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite d'inspection à un nombre de chantiers d'infrastructures sportives concernés par l'événement méditerranéen, en compagnie du ministre des Transports, Aïssa Bekkai, le ministre de la Jeunesse et des Sports a rappelé que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "a donné des instructions claires, lors du Conseil des ministres, pour offrir toutes les possibilités à l'élite sportive algérienne de monter sur le podium".

Dans ce cadre, les athlètes algériens de diverses disciplines ont jusqu'à présent bénéficié d'environ 300 stages et compétitions pour se préparer au rendez-vous méditerranéen, tout en les accompagnant d'experts étrangers pour les aider à bien se préparer à l'événement sportif, a ajouté M. Sebgag.

S'agissant de l'état d'avancement des travaux au niveau des 43 infrastructures sportives désignées pour les compétitions officielles et les entraînements, le ministre a exprimé sa "grande satisfaction" quant à la disponibilité de ces infrastructures. M. Sebgag a ajouté qu'à l'exception de trois ou quatre infrastructures qui font l'objet actuellement des dernières retouches avant réception,



le reste est fin prêt après l'achèvement des travaux, qu'il s'agisse de nouvelles infrastructures ou de celles qui font l'objet d'une réhabilitation.

"Le tout sera livré fin février pour permettre le démarrage des essais techniques de ses différents équipements en mars prochain", a-t-il souligné. Le ministre de la Jeunesse et des Sports a également exprimé son optimisme quant au succès de la prochaine édition méditerranéenne, prévoyant qu'elle sera parmi les meilleures éditions dans l'histoire de cet événement sportif.

"Les membres du Comité international des Jeux méditerranéens (CIJM) ont tous valorisé, lors de leur passage à Oran en décembre et janvier derniers, l'avancée des préparatifs

des structures sportives, ce qui dément les allégations de certains qui voulaient remettre en cause les capacités d'organisation de l'Algérie d'un tel événement. Le terrain nous rend justice aujourd'hui", a-t-il déclaré. Abderrazak Sebgag a, par ailleurs, exprimé sa confiance quant au succès de l'organisation, surtout qu'il sera sous la supervision d'experts algériens reconnus pour leurs performances, à leur tête le commissaire des Jeux, Mohamed Aziz Derouaz.

Lors de sa visite à Oran, le ministre de la Jeunesse et des Sports, accompagné du ministre des Transports, ont inspecté la nouvelle aérogare de l'aéroport international d'Oran "Ahmed Ben Bella", estimant qu'elle sera "la vitrine de la ville pendant les jeux", selon les

propos de M. Sebgag, qui s'est ensuite enquis des travaux de réhabilitation du Palais des expositions dans le quartier de Medina Jdida, qui accueillera les compétitions d'haltérophilie, et de la piscine olympique, dans le même quartier. Le taux d'avancement des travaux de réhabilitation ont atteint 95 %. La délégation ministérielle a inspecté ensuite les chantiers de la salle omnisports (6.000 places) et le centre aquatique qui comprend trois piscines, les deux infrastructures du nouveau complexe sportif de Bir El Djir (Est d'Oran), ainsi que le champ de tir et la nouvelle salle polyvalente de la commune d'Es-Sénia, le centre équestre de la même commune, tous concernés pour abriter les compétitions lors des Jeux méditerranéens.

«Les préparatifs de l'édition d'Oran sont une fierté»

Le président du Comité International des Jeux Méditerranéens (CIJM) Davide Tizzano a salué, vendredi à Oran, le travail du Comité National de l'organisation de la 19e édition de ces Jeux, prévue l'été prochain dans la capitale de l'Ouest du pays, exprimant son optimisme pour la réussite du tournoi.

«Les Algériens doivent être fiers du travail accompli par le comité d'organisation local afin d'assurer la meilleure organisation de la prochaine édition des Jeux», a déclaré le dirigeant italien à la presse à

l'issue de sa première réunion avec le comité local d'organisation. Le président du CIJM est arrivé, ce vendredi, à Oran pour sa première visite dans la ville qui s'apprête à accueillir le rendez-vous méditerranéen

prévu du 25 juin au 5 juillet 2022. David Tizzano a ajouté : «C'est ma première visite internationale depuis mon élection à la tête du CIJM en octobre dernier. C'est une occasion pour moi de faire connaissance avec les responsables des commissions relevant du comité d'organisation national. Nous sommes optimistes quant au succès de l'événement sportif, surtout après avoir ajouté quelques disciplines sportives au programme à l'image de la boxe féminine. De notre côté, nous sommes disponibles pour apporter le soutien nécessaire au comité d'organisation».

Pour sa part, le commissaire des Jeux Méditerranéens, Mohamed Aziz Derouaz, a estimé que la visite du président du CIJM, accompagné du secrétaire général grec de cette ins-

tance, Iakovos Philippoussis, «traduit les bonnes relations entre les CIJM et le Comité national d'organisation», poursuivant que l'occasion est venue pour les hôtes d'Algérie de s'enquérir de près des préparatifs du rendez-vous méditerranéen, après avoir reçu des rapports périodiques à ce sujet du Comité de coordination y affilié. Soulignant la satisfaction du président du CIJM quant à l'avancement des préparatifs «aussi bien au niveau des installations que de l'organisation», M. Derouaz a apprécié les contacts directs avec la plus haute instance sportive méditerranéenne, estimant que cela profitera à son comité, qui bénéficiera des conseils de M. Tizzano et ses assistants pour rendre la meilleure copie possible des JM l'été prochain.

JEUX MÉDITERRANÉENS-2022

Le président du CIJM en visite à Oran

Une délégation du Comité International des Jeux méditerranéens (CIJM), conduite par son président l'italien, Davide Tizzano, est arrivée vendredi à Oran pour examiner les préparatifs de la ville pour accueillir la 19e édition des JM, a-t-on appris du comité d'organisation de cet événement sportif. Il s'agit de la première fois que M. Tizzano se rend en Algérie depuis son élection, il y a quelques mois, à la présidence du CIJM, succédant à l'Algérien Amar Addadi. Le premier responsable du CIJM, qui était accompagné du secrétaire général de ce même Comité, le Grec Iakovos Filippoussis, a tenu, quelques heures après son arrivée dans la capitale de l'Ouest du pays, une réunion avec le commissaire des Jeux, M. Mohamed Aziz Derouaz,

et les responsables des différentes commissions du Comité d'Organisation des JM, a-t-on indiqué de même source.

La délégation du CIJM devrait profiter de l'occasion pour visiter les installations sportives et hôtelières désignées pour les JM, en plus de tenir des réunions avec le Comité d'organisation pour avoir une idée précise sur l'avancement des préparatifs sur le plan organisationnel.

a-t-on encore ajouté. Pour rappel, M. Derouaz s'était déplacé, il y a quelques semaines en Italie, où il a rencontré le président du CIJM sur invitation de ce dernier, après que M. Tizzano n'ait pu assister au forum international organisé par le comité d'organisation de la 19e édition des Jeux à Oran à la mi-décembre dernier.

Le président du CIJM vante "l'énorme apport" de l'Etat algérien pour réussir l'édition d'Oran

Le président du Comité international des Jeux méditerranéens (CIJM), Davide Tizzano, a salué samedi à Oran "l'énorme soutien apporté par l'Etat algérien" pour la réussite de la 19ème édition des Jeux prévus l'été prochain dans la capitale de l'Ouest algérien. En marge de sa visite à certaines installations sportives concernées par le rendez-vous méditerranéen, M. Tizzano a déclaré à la presse qu'il était "très heureux du soutien de l'Etat algérien aux Jeux, un soutien traduit par ces belles installations sportives qui vont accueillir les prochains JM".

Le président du CIJM, accompagné du secrétaire général de cette instance, le grec Iakovos Philippoussis, est en visite à Oran depuis vendredi pour examiner l'évolution des préparatifs en vue de l'important rendez-vous sportif prévu dans cette ville du 25 juin au 5 juillet 2022. A cet effet, l'hôte d'Oran a entamé samedi matin une tournée au niveau des installations sportives les plus importantes concernées par les JM, après avoir présidé, la veille, une réunion regroupant les responsables des différentes commissions du Comité national d'organisation des JM dirigé par son commissaire Mohamed Aziz Derouaz.

La première étape de cette tournée a conduit M. Tizzano, accompagné du wali d'Oran, Saïd Sayoud, et du commissaire des JM, Mohamed Aziz Derouaz, au complexe olympique de Bir El Djir (Est d'Oran), dont les travaux sont sur le point d'être achevés.

Donnant son avis sur le stade de football de 40.000, qui représente la plus importante structure de cet ouvrage et dont les travaux ont été achevés à 100%, M. Tizzano a exprimé sa grande admiration pour cet équipement le qualifiant d'un "chef-d'œuvre". Le patron du CIJM a également visité, sur place, les chantiers de structures complémentaires du complexe olympique, tels que le stade d'athlétisme, la salle omnisports et le centre nautique qui comprend trois piscines. Ces installations seront réceptionnées, au plus tard, au début du mois de mars prochain, selon les responsables du projet. La délégation s'est ensuite rendue au village méditerranéen, où les travaux ont été achevés, en attendant de passer à la deuxième étape, à savoir l'équipement de cette immense infrastructure, d'une capacité d'accueil de 4.200 lits, et qui a énormément plu au successeur de l'Algérien, Amar Addadi, à la tête du CIJM depuis octobre dernier. A ce propos, il a déclaré: "cette installation est également un chef d'œuvre merveilleux, car elle offre toutes les commodités aux athlètes participant aux Jeux".

"Le village méditerranéen un véritable chef-d'oeuvre"

Ces propos ont été tenus par le dirigeant italien après avoir visité les différentes installations du village méditerranéen, comme les chambres, les salles de sport, le centre médical et d'autres équipements qui composent cet édifice, décoré pour l'occasion des drapeaux des pays concernés par cet événement important qui sera abrité par l'Algérie pour la deuxième fois de son histoire. Le président du CIJM n'a pas manqué l'occasion d'adresser ses sincères remerciements au commissaire des JM, "qui a joué un grand rôle depuis sa nomination à son poste, en octobre dernier, pour remédier au retard enregistré", rappelant que son comité "soutient le comité d'organisation et la wilaya d'Oran pour la réussite des Jeux".

De son côté, le wali d'Oran a souligné que la visite du président et du secrétaire général du CIJM intervient après deux visites des membres du Comité exécutif de cette instance. Elle permet au premier responsable du CIJM d'inspecter les installations concernées par les JM, "qui sont désormais prêtes à recevoir les athlètes et leurs accompagnateurs. Il en est de même pour la ville d'Oran", a-t-il assu ré. Et d'ajouter: "nous sommes ravis d'entendre les éloges du président du CIJM, qui s'est dit satisfait de ce que la ville d'Oran a réalisé, et tout cela nous motive à travailler davantage pour que les JM soient parmi les mieux réussis dans l'histoire de cette messe sportive".

Même son de cloche chez le commissaire des JM, Aziz Derouaz, qui a mis en exergue le sentiment de satisfaction exprimé par les hôtes d'Oran quant à l'évolution des préparatifs des JM. Aux yeux de M. Derouaz, ces marques de reconnaissance vont stimuler davantage les organisateurs algériens pour relever d'autres défis, à commencer par la prochaine visite du comité exécutif du CIJM, prévue du 9 au 13 mars prochain, qu'il a qualifié d'un "nouveau test" pour le comité d'organisation local. Au menu de la suite de la visite sur terrain du président du CIJM et ses accompagnateurs, le champ de tir à Bir El Djir, le complexe de tennis à Haï Es-Salam, la piscine olympique, le palais des sports "Hamou-Boutelélis" et le palais des expositions à haï M'dina Jdida (commune d'Oran), ainsi que le Centre des conventions "Mohamed Benahmed" à haï Akid Lotfi. Ce dernier site abritera, lors des JM, les compétitions de pas moins de sept disciplines sportives individuelles, rappele-t-on.

LIGUE 1 (MERCATO D'HIVER) Un attaquant et un défenseur rejoignent la JS Saoura

La JS Saoura, pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football, est passée à la vitesse supérieure en matière de recrutement hivernal, en s'attachant les services de deux joueurs coup sur coup : le défenseur Bouzid Bilal (RC Relizane) et l'attaquant Adrar Omar (JSM Béjaïa), a annoncé le club de Béchar vendredi sur sa page officielle Facebook.

Formé au RC Relizane, Bouzid Bilal (25 ans) s'est engagé pour un contrat de deux saisons, idem pour l'ancien buteur de la réserve de la JSMB Adrar Omar (23 ans). Engagée en phase de poules de la Coupe de la Confédération africaine, la JSS, dirigée sur le banc par le technicien tunisien Kais Yaakoubi, recevra dimanche les Royal Leopards d'Eswatini, en match prévu au stade du 5-juillet d'Alger (20h00), comptant pour la 2e journée (Gr.B).

Lors de la première journée, la formation de Béchar s'est inclinée dimanche à Johannesburg face aux Sud-africains d'Orlando Pirates (2-0).

À l'instar des deux représentants algériens en Ligue des champions : l'ES Sétif et le CR Belouizdad, la JS Saoura est contrainte de recevoir ses adversaires au stade du 5-juillet en raison de la non-homologation par la CAF du stade du 20-août 1955 de Béchar.

LIGUE 1 La reprise décalée au vendredi 25 février (LFP)

La reprise du championnat d'Algérie de Ligue 1 professionnel initialement prévue le mardi 22 février 2022, a été décalée au vendredi 25 février, a indiqué l'instance chargée de la gestion de la compétition.

Cette décision a été prise suite à la demande des clubs de décaler la reprise du championnat de la ligue 1, précise la même source.

À cet effet, la phase retour du championnat de Ligue 1 professionnel aura lieu le vendredi 25 février prochain avec les rencontres de la 18ème journée.

Pour rappel, le CR Belouizdad a été sacré champion de la phase aller avec 36 points soit quatre points d'avance sur son poursuivant direct la JS Saoura.

Le nouveau programme de La est comme suit :
18ème journée : vendredi 25 février 2022.
19ème journée : mardi 01 mars 2022.
20ème journée : samedi 05 mars 2022.

APS

MONDIAL (BARRAGES)- ALGÉRIE "Toutes les dispositions prises pour réussir le stage de la Guinée équatoriale avant d'affronter le Cameroun"

Toutes les dispositions ont été prises en vue de permettre à l'équipe nationale de football de bien préparer ses deux matchs contre le Cameroun fin mars prochain pour le compte des barrages qualificatifs pour la Coupe du monde 2022 au Qatar, a indiqué jeudi à Oran le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrazak Sebtag.



Dans une déclaration à la presse, en marge de sa visite d'inspection des structures sportives concernées par les Jeux méditerranéens prévus l'été prochain dans la capitale de l'Ouest, le ministre a assuré qu'il suivait de près, par le biais de la Fédération algérienne de la discipline, "les dispositions nécessaires pour permettre à l'Equipe nationale de bien préparer sa double confrontation face au Cameroun".

M. Sebtag, qui était accom-

pagné du ministre des Transports Aïssa Bekkai, a fait savoir à cet égard avoir pris attache avec son homologue de la Guinée équatoriale, pays qui accueillera le stage des "verts" quelques jours avant de se rendre au Cameroun pour affronter les "lions indomptables" le 26 mars en match aller des barrages.

"Nous cherchons à mettre notre sélection dans les conditions possibles, aussi bien sur le plan matériel que psycholo-

gique, pour permettre aux joueurs de bien se préparer pour le tour décisif.

C'est dans cette optique d'ailleurs que le nouveau manager général des Verts, Djahid Zfizef, s'est rendu en Guinée équatoriale", a-t-il déclaré.

M. Sebtag a émis, au passage, le souhait de voir la sélection nationale "fournir deux grandes prestations pour décrocher le billet qualificatif au Mondial et nous faire oublier la déception de la Coupe d'Afrique des na-

tions qui reste à nos yeux un simple accident de parcours auquel est exposée n'importe quelle équipe, grande soit-elle".

Par ailleurs, le même responsable a réaffirmé que le prochain championnat d'Afrique des joueurs locaux se tiendra bel et bien en Algérie en janvier 2023, soulignant que ce qui a été récemment émis par le gouvernement de la Côte d'Ivoire concernant l'annonce de l'accueil de ce pays de cette épreuve, dont l'organisation avait été précédemment accordée à l'Algérie par la Confédération africaine de football, est "juste une erreur, comme cela m'a été confirmé personnellement par le ministre ivoirien des Sports, lors de la communication que j'ai eu e avec lui".

Concernant ce rendez-vous, que l'Algérie accueillera pour la première fois de son histoire, le ministre a rassuré que les stades désignés pour abriter l'événement "seront prêts", informant qu'un plan B, qui comprend d'autres stades auxquels les organisateurs auront recours en cas de nécessité, a été élaboré, a-t-il dit.

Cameroun-Algérie fixé au vendredi 25 mars à Douala

L'équipe nationale de football affrontera son homologue camerounaise, le vendredi 25 mars au stade Japoma à Douala (18h00, locales et algériennes), dans le cadre du match aller des barrages qualificatifs à la Coupe du monde 2022 au Qatar, a annoncé la Fédération algérienne (FAF) vendredi dans un communiqué publié sur son site officiel. La seconde manche se jouera, quant

à elle, quatre jours plus tard, le mardi 29 mars au stade Chahid Mustapha-Tchaker de Blida (20h30), précise l'instance fédérale.

Le vainqueur de la double confrontation se qualifiera pour le Mondial.

Avant le match aller, les joueurs de sélectionneur national Djamel Belmadi effectueront un stage bloqué à partir du 21 mars à Malabo en Guinée équatoriale, avant

de rallier la capitale économique du Cameroun.

Les "Verts" restent sur une décevante participation à la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 (reportée à 2022) au Cameroun (9 janvier - 6 février), en se faisant éliminer dès le premier tour, alors qu'ils espéraient conserver leur titre décroché en 2019 en Egypte.

Blessé, Anguissa incertain face à l'Algérie en mars

Le milieu de terrain international camerounais de Naples (Serie A italienne de football) Franck Zambo Anguissa, victime d'une entorse musculaire, est incertain pour la double confrontation face à l'Algérie, prévue en mars prochain, comptant pour les barrages qualificatifs à la Coupe du monde 2022 au Qatar.

Le joueur des "Lions indomptables" est sorti sur blessure jeudi, lors du match en déplacement du Napoli face au FC Barcelone (1-1), comptant pour les barrages (aller) de la Ligue Europa. Dans un communiqué,

le Napoli a indiqué que son joueur a été victime d'une entorse musculaire, au niveau de la jambe et aux adducteurs. Anguissa devrait s'éloigner des terrains pendant un mois.

Franck Zambo Anguissa (26 ans) a pris part à six rencontres avec le Cameroun, sur les 7 disputées lors de la dernière CAN 2021 (reportée à 2022).

L'équipe camerounaise a décroché la troisième place, après sa victoire en match de classement face au Burkina Faso (3-3, aux t.a.b. : 5-3).

Prêté avec option d'achat à Naples par le club anglais de



Fulham, Zambo Anguissa devrait être définitivement transféré à Naples à la fin de la saison. Il réalise une belle saison avec le club du sud de l'Italie. Le Ca-

merounais a disputé 19 matchs, toutes compétitions confondues cette saison, et son entraîneur, Luciano Spalletti, ne compte s'en séparer d'aussi tôt.

CAN-2022 DAMES (2E ET DERNIER TOUR QUALIFICATIF/ ALLER) Un trio arbitral du Malawi pour Afrique du Sud-Algérie

La Confédération africaine de football (CAF) a désigné un trio arbitral du Malawi, conduit par Mercy Kayira, pour diriger le match Afrique du Sud - Algérie, prévu vendredi au stade d'Orlando à Johannesburg (15h00), comptant pour le 2e et dernier tour (aller) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2022 (dames) au Maroc, a annoncé la Fédération algérienne (FAF) jeudi sur sa page officielle Fa-

cebook. Mercy Kayira sera assistée de ses deux compatriotes Bernadettar Kwimbira et Eliza Sichinga, alors que la quatrième arbitre est Enes Gumbo.

L'équipe nationale dames, dirigée par Radia Fertoul, est arrivée mercredi soir à Johannesburg.

La défenseuse Armelle Khellas (ASPTT Albi/ France) et l'attaquante Inès Boutaleb (FC Metz/ France) ont rejoint le groupe à

partir de Paris. La seconde manche se jouera le mercredi 23 février au stade Omar-Hamadi (18h00).

La phase finale de la CAN 2022 aura lieu au Maroc du 2 au 23 juillet prochain.

Les quatre premiers seront directement qualifiés pour le mondial Australie/Nouvelle-Zélande 2023, tandis que deux sélections supplémentaires disputeront le tournoi de barrage intercontinental.

SERIE A ITALIENNE: Stafano Pioli : "Bennacer est un milieu de terrain complet"

L'entraîneur du Milan AC, Stafano Pioli, n'a pas tari d'éloges vendredi sur l'international algérien, Ismaël Bennacer, en déclarant qu'il était "un milieu de terrain complet".

Dans une déclaration en conférence de presse, le coach du Milan AC a comparé ses deux milieux de terrains, Ismaël Bennacer et Franck Kessié, en disant "Bennacer et Kessié sont des milieux de terrain complets qui peuvent bien faire dans les deux phases de l'entrejeu.", a confié l'entraîneur du Milan AC, leader de la Serie A italienne.

Stefano Pioli a enchaîné : "Bennacer a une puissance explosive importante dans les premiers mètres, elle est invincible. Franck Kessié est, quant à lui, plus puissant. Ils sont tous les deux complets."

Bennacer (24 ans) avait rejoint l'AC Milan en 2019 pour un contrat de cinq ans en provenance de l'autre formation italienne d'Empoli (Serie B), contre un chèque de 16 millions d'euros.

L'Algérien avait connu une régression sur le plan physique suite à des blessures musculaires à répétition, les quelles ont eu des répercussions négatives sur sa forme physique, mais depuis qu'il s'est débar rassé de ses soucis de santé, Bennacer est au top physiquement et enchaîne les belles performances avec son club.

L'Algérien Benchaâ rejoint le club bulgare de Tchernomore Varna

L'attaquant algérien Zakaria Benchaâ (24 ans), s'est engagé avec Tchernomore Varna, a annoncé jeudi le club pensionnaire de la division 1 bulgare de football sur son site officiel, sans préciser la durée du contrat.

Il s'agit de la troisième expérience à l'étranger pour le natif d'Oran, après un bref passage en France puis en Russie, avant de rentrer au pays par la porte de l'USM Alger qu'il avait rejoint en 2018 pour un contrat de trois ans.

En janvier 2020, il avait été prêté jusqu'à la fin de la saison, avec option d'achat, au CS Sfaxien (Ligue 1/Tunisie), avant de retourner à l'USMA avec l'arrivée de l'ancien directeur sportif Anthar Yahia.

Tchernomore Varna, qui reste sur une large victoire samedi en championnat face à PFC Dobrudzha Dobrich (6-0), occupe la troisième place au classement avec 32 points, à treize longueurs du leader Ludogorets, à sept journées de l'épilogue.

LIGUE 1 (PARADOU AC) Chérif El-Ouezzani quitte la barre technique

Le Paradou AC, pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football, a annoncé mercredi soir le départ de l'entraîneur Si Tahar Chérif El-Ouezzani, à la demande de ce dernier, pour des "raisons personnelles".

"Sur insistance de l'entraîneur, le club annoncé avoir mis fin à sa collaboration avec Si Tahar Chérif El-Ouezzani, qui

a demandé à être déchargé de sa mission pour des raisons personnelles.

La direction a accepté la demande formulée par le technicien", a indiqué le PAC dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook.

L'ancien international algérien avait rejoint la barre technique de la formation algéroise

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (GR.B/ 2E J) JSS - ROYAL LÉOPARDS D'ESWATINI Les Bécharis en quête de rachat

La JS Saoura, seul représentant algérien en Coupe de la Confédération africaine de football, recevra dimanche les Royal Léopards d'Eswatini au stade olympique du 5-juillet d'Alger (20h00), avec la ferme intention de se racheter, à l'occasion de la 2e journée (Gr.B) de la phase de poules.

Battue lors de la journée inaugurale dimanche dernier en déplacement face aux Sud-africains d'Orlando Pirates (2-0), la formation de la Saoura devra impérativement réagir à domicile pour se relancer dans la course à la qualification pour les quarts de finale de l'épreuve.

Un autre faux-pas compromettrait sérieusement les chances des gars de Béchar, au moment où leur adversaire du jour tentera de réussir ses débuts, après le report de son premier match à domicile face aux Libyens d'Al-Ittihad.

"La direction a mis tous les moyens nécessaires pour permettre à l'équipe de décrocher un bon résultat, et honorer les couleurs nationales.

Les Royal Léopards ne comptent pas se déplacer en victime expiatoire.

L'entraîneur Yaakoubi a bien analysé l'adversaire dans l'objectif de remporter cette rencontre", a indiqué le directeur général de la JSS Mourad Belakhdar.

Sur le plan de l'effectif, le staff technique de la JSS devrait bénéficier de l'ensemble de ses joueurs en vue de cette rencontre importante, dont le deuxième meilleur buteur du championnat Belaïd Hamidi.

De son côté, la formation des Royal Léopards va retourner en Algérie, deux semaines après avoir éliminé à la surprise générale, l'autre représentant algérien la JS Kabylie au 2e tour préliminaire additionnel.

Vainqueur à l'aller au stade de Manzini (1-0), Royal Léopards se sont inclinés lors de la seconde manche disputée le 6 février au stade du 16-novembre de Tizi-Ouzou (2-1), un score qui s'est avéré insuffisant aux "Canaris" pour valider leur billet en phase de poules.

Les Royal Léopards restent sur deux victoires de suite, décrochées en championnat d'Eswatini, à domicile face aux Young Buffaloes (3-1) et sur le terrain de Manzini Sea Birds (2-0). Au classement, Royal Léopards occupent la po-



sition de dauphin avec 32 pts, à une longueur du leader Mbabane Highlanders. Cette rencontre sera dirigée par un trio arbitral bnéinois conduit par Djindo Louis Houngnandand, assisté de Eric Ayimavo Ayamr Ulrich et Gbémassian-dan Narcisse Kouton, alors que le qua-

trième arbitre est Adissa Abdul Raphiou Ligali.

Dans l'autre match du groupe B, les Sud-africains d'Orlando Pirates se rendront à Benghazi pour défier les Libyens d'Al-Ittihad (17h00), avec l'objectif de conserver leur fauteuil de leader.

Le programme

Programme des rencontres la 2e journée de la phase de poules de la Coupe de la Confédération de la CAF, prévues dimanche (heures algériennes) :

Groupe A :		
Zanaco (Zambie) - Pyramids FC (Egypte)		14h00
Al-Ahly (Libye) - CS Sfaxien (Tunisie)		20h00
Groupe B :		
Al-Ittihad (Libye) - Orlando Pirates (Afrique du Sud)		17h00
JS Saoura (Algérie) - Royal Léopards (Eswatini)		20h00
Groupe C :		
AS Otoho (Congo) - Coton Sport (Cameroun)		14h00
Al-Masry (Egypte) - TP Mazembe (RD Congo)		17h00
Groupe D :		
ASEC Mimosas (Côte d'Ivoire) - RS Berkane (Maroc)		17h00
USGN (Niger) - Simba SC (Tanzanie)		17h00

NB : les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les quarts de finale.

LIGUE DES CHAMPIONS (GR.B/ 2E JOURNÉE) L'ES Sétif s'incline face au Raja Casablanca (0-1)

L'ES Sétif (Ligue 1 algérienne) s'est inclinée face aux Marocains du Raja Casablanca 0-1 (mi-temps : 0-0), en match disputé vendredi soir au stade olympique du 5-juillet d'Alger, comptant pour la 2e journée (Gr.B) de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football.

Les Sétifiens ont entamé la partie avec des intentions offensives, mais leurs tentatives ont manqué de lucidité, face à une défense marocaine bien regroupée et organisée.

L'Entente a reculé d'un

cran au fil des minutes, ce qui a permis au Raja de contrôler les débats jusqu'à la pause.

En seconde période, le Raja s'est montré plus dangereux, ce qui lui a permis de trouver la faille par Mohamed Zrida (71e) sur une passe lumineuse de Mohamed El-Makaâzi, profitant d'une sortie approximative du portier sétifien Zakaria Bouhalfaya.

Touchés dans leur amour propre, les Sétifiens ont dominé le dernier quart d'heure, mais sans réel dan-

ger. Les cinq changements opérés par l'entraîneur tunisien de l'ESS Nabil Kouki, à partir de l'heure de jeu, n'ont rien apporté.

Il s'agit de la 7e confrontation entre les deux clubs, toute s'compétitions confondues.

L'Entente et le Raja comptent désormais deux succès chacun, alors que trois matchs se sont soldés sur un score nul.

Dans l'autre match de cette poule B, les Sud-africains d'AmaZulu FC l'ont emporté au stade de Durban face aux

Guinéens de Horoya AC (1-0), grâce à un but signé Amigo Memela (31e). A l'issue de ces résultats, le Raja s'empare du fauteuil de leader avec 6 points, devant AmaZulu et l'ESS qui comptent trois points chacun. Horoya AC ferme la marche avec 0 point.

Lors de la 3e journée, prévue les 25 et 26 février, l'ESS se déplacera en Afrique du Sud pour défier AmaZulu FC, alors que le Raja Casablanca recevra Horoya AC.

Les deux premiers du groupe se qualifient pour les quarts de finale.

d'un nouvel entraîneur, l'entraîneur-adjoint Moulay Azzegougouh a été chargé d'assurer l'intérim", précise la même source.

Au terme de la première partie de la saison, le PAC a terminé à la 3e place avec 31 pts, à cinq longueurs du leader et détenteur du titre honorifique de champion d'hiver le CR Belouiz-

dad. Si Tahar Chérif El-Ouezzani est le troisième coach de la Ligue 1 à quitter son poste, à l'issue de la phase aller, après Chérif Hadjar, qui a démissionné de son poste d'entraîneur du CS Constantine, et le Tunisien Moez Bouakaz, dont le contrat a été résilié par le MC Oran.

NAGELSMANN LOUE L'APPORT DE COMAN

En conférence de presse, l'entraîneur du Bayern Munich a salué le match plein livré par son international français Kingsley Coman face à Salzbourg. Immense favori de son huitième de finale de Ligue des Champions face au RB Salzbourg, le Bayern Munich a été poussé jusque dans ses derniers retranchements par les Autrichiens, mercredi soir. Menés 1-0, les Bavarois sont parvenus à égaliser grâce à un but tardif du Français Kingsley Coman. Un but qui change tout dans l'approche du match retour. Après le match nul face à l'équipe de la firme Red Bull, Julian Nagelsmann, l'entraîneur du Bayern Munich, a salué le match plein livré par son ailier Kingsley Coman. Un joueur qui, même quand il ne marque pas, fait d'incroyables différences sur son côté. "On a vu toute son importance en seconde période. Il n'a pas fait que marquer. Il s'est procuré d'autres occasions où nous aurions pu marquer plus de buts", a d'abord souligné le technicien allemand.



VAN DE BEEK DÉFINITIVEMENT TRANSFÉRÉ ?

Donny Van de Beek, prêté par Manchester United jusqu'à la fin de la saison, pourrait rester définitivement à Everton l'été prochain. L'international néerlandais n'envisage en tout cas de ne pas revenir cirer le banc chez les Red Devils.

Donny Van de Beek et Everton vont devoir réfléchir à un transfert définitif l'été prochain. Selon des informations du Mirror, le milieu de terrain néerlandais n'exclut pas de rester du côté de Goodison Park au-delà de la saison actuelle. Depuis son arrivée dans l'équipe dirigée par Frank Lampard, l'ancien joueur de l'Ajax est systématiquement titularisé. Un bonheur qui l'a rarement connu à Manchester United depuis son arrivée en 2020.

Si les performances de Donny Van de Beek sont concluantes, les dirigeants d'Everton et leur manager Frank Lampard feront alors pression sur Manchester United pour obtenir son transfert définitif. Le milieu de terrain néerlandais est sous contrat jusqu'en juin 2025. Sa valeur est désormais estimée à 25 millions d'euros par Transfermarkt. Un prix largement bon marché pour un joueur de cette valeur.

SALAH IMPRESSIONNÉ KLOPP

Moins de cinq années après son arrivée, Mohamed Salah (29 ans, 29 matchs et 24 buts toutes compétitions cette saison) est déjà considéré comme une légende de Liverpool.

Contre Norwich, samedi (16h) en Premier League, l'ailier égyptien a l'opportunité de marquer son 150e but en 233 matchs avec les Reds. De quoi impressionner son entraîneur, Jürgen Klopp. "Je ne suis là que depuis sept ans. Le club est tellement plus ancien et tellement de grands joueurs sont passés ici. Cette équipe est l'une des meilleures dans la merveilleuse histoire de ce club. C'est clair, et Mo' a joué un rôle important, c'est clair aussi. Les chiffres parlent d'eux-mêmes, c'est absolument fou ! Quand vous dites 150, j'ai le sentiment qu'on parlait des 100 buts il n'y a pas si longtemps. C'est évidemment un chiffre énorme et oui, j'espère qu'il pourra le faire demain", a indiqué le manager allemand en conférence de presse. Dans l'histoire de Liverpool, seuls 9 joueurs, tous Britanniques, ont plus marqué que Salah : Ian Rush (346), Roger Hunt (286), Gordon Hodgson (233), Billy Liddell (215), Steven Gerrard (186), Robbie Fowler (183), Kenny Dalglish (172), Michael Owen (158) et Harry Chambers (151).



DE JONG SORT DU SILENCE SUR SON AVENIR

Annoncé sur le départ l'été prochain par certains médias espagnols, Frenkie De Jong semble totalement épanoui au FC Barcelone. L'international néerlandais n'envisage pas une seconde de s'offrir un nouveau challenge. Lors d'un entretien accordé au Guardian, le milieu de terrain blaugrana a fait passer un message à ses prétendants. « Je suis très heureux d'être à Barcelone. Depuis mon plus jeune âge, j'ai toujours voulu être ici, donc d'une manière, c'est un rêve qui est devenu réalité. Mais bien évidemment, j'aurais aimé remporter plus de trophées lors de mes deux premières années. Je m'attendais à plus à ce sujet. Mais sinon, je suis très heureux ici et j'espère l'être encore plusieurs années », a lâché l'ancien joueur de l'Ajax Amsterdam avant d'évoquer sa relation avec son entraîneur Xavi. « Nous sommes tous les deux des milieux, à peu près dans la même position, donc il peut m'apprendre beaucoup. Parfois, on se voit dans son bureau et il me montre des vidéos de mes matchs où il m'explique ce que je peux améliorer. On regarde des vidéos pour comment se positionner et quel faire de mieux dans certaines positions », a-t-il poursuivi.

Harry Kane, les révélations de Guardiola !

Pep Guardiola, le coach de Manchester City, a annoncé que Tottenham avait refusé plusieurs offres des Citizens pour Harry Kane, l'été dernier. Le capitaine des Spurs a très mal pris la position de Tottenham dans son dossier durant le dernier marché des transferts. Daniel Levy, le propriétaire de la formation londonienne, avait refusé pas moins de quatre offres des Skyblues selon Pep Guardiola.

« Nous avons essayé de signer Kane, a confié le technicien catalan, ce vendredi 18 février en conférence de presse. Mais Tottenham a été clair sur le fait que ça n'arriverait pas. Et quand ça arrive une fois, deux fois, trois fois, quatre fois, c'est fini. »

Désirant débiter une nouvelle aventure, dans un club plus huppé, et surtout gagner des titres, Harry Kane avait mis la pression à sa direction pour partir. Confronté à l'intransigeance de cette dernière, il s'est résigné à rester à Tottenham pour une nouvelle saison.



ICARDI DE RETOUR EN SERIE A CET ÉTÉ ?

Alors qu'il n'a jamais réussi à séduire les supporters comme les dirigeants depuis son arrivée au Paris Saint-Germain, Mauro Icardi pourrait se laisser tenter par un retour en Italie l'été prochain. Selon les informations de Calciomercato.it, l'attaquant argentin dispose toujours d'une jolie cote auprès des clubs de Serie A. L'ancien attaquant de l'Inter Milan est toujours suivi de près par la Juventus Turin, l'AC Milan, l'AS Roma et le Napoli même si la Vieille Dame est aujourd'hui une destination moins crédible depuis la signature cet hiver du Serbe Dusan Vlahovic. Les Rossoneri feraient plutôt d'Icardi un plan B en cas de départ de Zlatan Ibrahimovic, dont le contrat actuel se termine en juin prochain. Les Napolitains et les Giallorossi sont clairement intéressés par ce profil mais le principal intéressé devra faire un gros effort sur son salaire pour que l'opération puisse se réaliser.



ALGÉRIE-QATAR

Le Président Tebboune quitte Alger à destination du Qatar

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a quitté Alger, samedi, à destination du Qatar, pour une visite d'Etat de deux jours à l'invitation de l'Emir Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani.

Après avoir écouté l'hymne national au Salon d'honneur de l'Aéroport international Houari Boumediene, le président Tebboune a passé en revue une formation de la Garde républicaine qui lui a rendu les honneurs. Le chef de l'Etat a été salué, à son départ, par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, le Général de corps d'Armée, chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) Saïd Cha-



negriha, et le directeur de Cabinet à la Présidence de la République, Abdelaziz Khellaf. Cette visite, «s'inscrit dans le

cadre du renforcement des relations fraternelles entre les deux peuples frères et de la promotion de la coopération bilatérale, en consécration des relations solides et séculaires unissant les deux peuples et les dirigeants des deux pays», a indiqué vendredi un communiqué de la Présidence de la République. Le Président Tebboune aura également à participer au 6^e sommet des chefs d'Etats et de Gouvernements du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), prévu à Doha, selon la même source.

VISITE DU PRÉSIDENT TEBBOUNE AU QATAR

Renforcement des relations fraternelles et approfondissement de la coopération bilatérale

La visite d'Etat du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à partir de ce samedi au Qatar, constitue une opportunité pour renforcer les relations fraternelles entre les deux pays, élargir la coopération bilatérale et poursuivre la coordination et la concertation sur les questions arabes et régionales d'intérêt commun.

Cette visite de deux jours, qui intervient à l'invitation de l'Emir du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, s'inscrit dans le cadre du «renforcement des relations fraternelles entre les deux peuples frères et de la promotion de la coopération bilatérale, en consécration des relations solides et séculaires unissant les deux peuples et les dirigeants des deux pays», a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. Le Président Tebboune aura également à participer au 6^e sommet des chefs d'Etat et de Gouvernements du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), prévu à Doha. Le président Tebboune et Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani s'étaient rencontrés, en février 2020, dans le cadre d'une visite officielle effectuée par Cheikh Tamim en Algérie.

Lors de cette visite, les deux parties se sont félicitées de l'évolution «positive» des relations établies entre les deux pays et convenus d'«élargir les domaines de coopération de manière à exploiter les capacités des deux pays».

Les relations algéro-qataraises connaissent une dynamique qui se traduit par un échange de visites entre les responsables des deux pays. La dernière en date est celle effectuée, mi-janvier dernier au Qatar, par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra en qualité d'envoyé personnel du président de la République. Lors de cette visite, M. Lamamra a été reçu, à Doha, par l'Emir de l'Etat du Qatar à qui il a remis une lettre du Président Tebboune. Au cours de cette rencontre, les deux parties ont évoqué les relations bilatérales ainsi que les perspectives prometteuses de développement de la coopération bilatérale, notamment dans les domaines commercial, économique et d'investissement conformément

aux directives des dirigeants des deux pays, partant de leur souci de consolider les liens de solidarité et de coopération et de renforcer la coordination et l'action commune, au service des questions qui intéressent la nation arabe, à leur tête la cause palestinienne. A ce titre, les deux parties ont relevé «l'importance de promouvoir l'action arabe commune dans le contexte des préparatifs pour les prochaines échéances importantes, notamment le sommet arabe prévu cette année à Alger, ainsi que la nécessité de saisir cette occasion pour réaliser un saut qualitatif à même de rendre l'action arabe commune plus efficace et plus crédible et de renforcer ses mécanismes en vue de résoudre les crises et les conflits dans la région arabe.

En novembre dernier, le nouvel ambassadeur qatari, après avoir remis ses lettres de créances au président de la République, a mis en avant les pas franchis dans la coopération bilatérale, affirmant la possibilité de booster ce processus vers de plus amples perspectives eu égard aux potentialités que recèlent les deux pays.

Un saut qualitatif en matière de coopération économique et commerciale

Outre les volets politique et diplomatique, l'Algérie et le Qatar eurent à réaliser un saut qualitatif en matière de coopération économique et commerciale, tel qu'il a été décidé lors de la première réunion du Conseil d'affaires mixte algéro-qatari, tenue avril dernier par visioconférence. Lors de ce Conseil, le ministre du Commerce, Kamel Rezig et le ministre qatari du Commerce et de l'Industrie, Ali Ahmed Al Kuwari avaient convenu de «booster la coopération économique et commerciale entre les deux pays en encourageant le partenariat et l'investissement».

M. Rezig avait affirmé que cette réunion «établira de nouveaux partenariats entre les deux pays et ouvrira de larges perspectives à la relance des projets d'intérêt commun pour répondre aux besoins et aspirations des opérateurs économiques des deux pays». De son côté, M. Al Kuwari avait plaidé pour l'encouragement des investissements entre l'Algérie et le

ALGÉRIE-IRAK-DJIBOUTI

Boughali s'entretient au Caire avec ses homologues d'Irak et de Djibouti

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali s'est entretenu, vendredi au Caire, avec les présidents des Assemblées d'Irak et de Djibouti. «Le président de l'APN a poursuivi les rencontres avec ses homologues arabes en marge des travaux de la 32^e conférence de l'Union interparlementaire arabe (UIPA), et s'est entretenu avec le président du Conseil d'Irak, Mohamed Al-Halaboussi», indique un communiqué de l'APN.

Les deux parties ont «salué les relations entre les deux pays et examiné les moyens de les consacrer». M. Boughali a examiné avec son homologue irakien la coopération parlementaire, insistant

sur la nécessité de relancer le partenariat entre les deux pays dans divers domaines, notamment l'enseignement supérieur. Le président de l'APN a rencontré également le président de l'Assemblée populaire de Djibouti. Lors de cette rencontre, M. Boughali a évoqué «les différents problèmes du continent africain, à l'image de la pauvreté et la montée de la violence. Les deux parties ont souligné la nécessité de préserver les facteurs de sauvegarde de la stabilité et la sécurité et le soutien des efforts de développement à travers le renforcement des canaux de coopération dans les différents domaines prioritaires pour les deux pays».

ALGÉRIE-KOWEÏT-EGYPTE-EAU

M. Boughali s'entretient au Caire avec les présidents des Assemblées du Koweït, d'Egypte et des Emirats arabes unis

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali s'est entretenu, vendredi au Caire, avec les présidents des Assemblées du Koweït, Marzouk Ali al Ghanem, d'Egypte, Hanafi Gebali et des Emirats arabes unis, Saqr Ghobache.

«Le président de l'APN a poursuivi ses activités diplomatiques, en marge des travaux de la 32^e conférence de l'Union interparlementaire arabe (UIPA), et s'est entretenu avec le président du Conseil koweïtien de la nation, Marzouk al Ghanem sur l'état des relations bilatérales», indique un communiqué de l'APN. A cette occasion, M. Boughali a appelé «à l'intensification et à la promotion de la coopération entre ces deux instances législatives, à la faveur des groupes d'amitiés, préconisant d'exploiter les dénominateurs communs pour unifier les vues et dissiper les discordes au niveau arabe». Pour sa part, M. Al Ghanem a plaidé «pour l'unification du rang arabe et saisi l'occasion pour évaluer la coopération bilatérale, en adressant une invitation officielle à

M. Boughali pour visiter l'Etat du Koweït». Evoquant «l e printemps arabe», M. Boughali a affirmé que l'Algérie «a réussi à éviter ses retombées grâce aux enseignements tirés de son épreuve durant la décennie noire», ajoutant que «des sacrifices et les efforts consentis par l'Algérie dans la lutte contre le terrorisme lui ont permis de préserver sa sécurité et sa stabilité».

Le président de l'APN s'est également entretenu avec le président de la Chambre égyptienne des députés, le conseiller Hanafi Gebali sur «la dynamique marquant les relations bilatérales, notamment à l'issue de la récente visite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune en Egypte».

Lors de la rencontre, l'accent a été mis sur l'importance de hisser la coopération au niveau des relations et de l'histoire commune». Par ailleurs, M. Boughali a rencontré son homologue émirati, Saqr Ghobache avec lequel il a examiné l'état des relations de fraternité unissant les deux pays et les moyens de les développer dans divers domaines.

ALGÉRIE-EGYPTE

Boughali s'entretient avec le président du Parlement arabe au Caire

Le Président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali s'est entretenu au Caire, le Président du Parlement arabe (PA), Adel ben Abderrahmane Al-Assoumi, sur plusieurs questions centrales, a indiqué l'APN dans un communiqué.

Le communiqué a indiqué que M. Boughali qui a passé en revue lors de cette rencontre qui s'est déroulée, jeudi, dans «un climat cordial», les perspectives de la coopération bilatérale, a appelé à «consentir davantage d'efforts en vue de surmonter les différends arabes et pouvoir unifier le rang», affirmant que l'Algérie «est soucieuse de faire réussir le prochain sommet arabe et l'ériger en un rendez-vous pour la réconciliation et l'unification des rangs des frères arabes». De son côté, M. Al-Assoumi a salué le «rôle de l'Algérie à l'intérieur du Parlement arabe et sa contribution au développement de ses performances», faisant part de «sa fierté du rôle qu'elle a accompli pour geler l'octroi du statut de membre observateur à l'entité sioniste dans l'Union africaine (UA)».

RÉUNION MINISTÉRIELLE DU FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ M. Arkab à Doha

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, prendra part lundi aux travaux de la réunion ministérielle extraordinaire du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), qui se tiendra à Doha, a indiqué samedi un communiqué du ministère.

Lors de cette réunion qui vise à examiner les progrès réalisés depuis la 23^e réunion ministérielle du forum, M. Arkab sera accompagné du PDG de Sonatrach et des hauts cadres du ministère de l'Energie et des Mines.

Le GECF est une organisation intergouvernementale créée lors de la 8^{ème} session du Forum informel des mêmes pays, tenue à Moscou en décembre 2008. Il est actuellement composé de 11 pays membres, en l'occurrence l'Algérie, la Bolivie, la Guinée équatoriale, l'Egypte, l'Iran, la Libye, le Nigéria, le Qatar, la Russie, Trinidad et Tobago et le Venezuela, ainsi que de sept pays observateurs, à savoir l'Angola, l'Irak, la Norvège, le Pérou, les Emirats arabes unis et l'Azerbaïdjan.